

PARTIE MATIÈRES

A

ABORDAGE EN NAVIGATION INTERIEURE.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'abordage en navigation intérieure. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 450 [4 juillet], p. 1605.

ACCIDENTS (Répression des agissements d'intermédiaires). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Odin tendant à la répression des agissements de certains intermédiaires en matière d'accidents. Renvoi à la Commission de législation, N° 137 [9 mars], p. 468.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Ratification du projet de convention concernant la réparation des. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant la réparation des accidents du travail, adopté par la conférence internationale du travail dans sa septième session tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 416 [27 juin], p. 1477.

Désignation de deux membres du Comité consultatif des. — voir COMITÉ CONSULTATIF.

Modification à la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des. — Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 390 [22 juin], p. 1401. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [4 juillet], p. 1605.

ACCORD COMMERCIAL ENTRE LA FRANCE ET L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE (Avenant à l'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de l'avenant à l'accord commercial du 23 février 1928 et à l'arrangement additionnel du 28 mars 1929 entre la France et l'Union économique belgo-luxembourgeoise signé à

Paris le 15 avril 1931 (N° 807, année 1932). — M. Philippoteaux dépose le rapport, N° 29 [31 janvier], p. 110. — M. Yves Le Trocquer dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 42 [7 février], p. 124. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 février], p. 152. — Promulgation: Loi du 3 mai 1933 (*J. O.* du 4 mai 1933, p. 4638).

ACCORD COMMERCIAL FRANCO-ITALIEN (Application du protocole additionnel à l').

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'application du paragraphe 1 c du protocole additionnel à l'accord commercial franco-italien du 7 mars 1928, signé à Rome le 16 novembre 1931. Renvoi à la Commission des douanes, N° 218 [4 avril], p. 686. — M. Jean Bosc dépose le rapport, N° 294 [4 mai], p. 780. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 mai], p. 1222. — Promulgation: Loi du 28 juin 1933 (*J. O.* du 1^{er} juillet 1933, p. 6828).

ACCORD FINANCIER ENTRE LA FRANCE ET LA PRINCIPAUTE DE MONACO.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ratification d'un accord financier conclu entre la France et la principauté de Monaco. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 299 [4 mai], p. 904. — Renvoi, pour avis, à la Commission des douanes [9 juin], p. 1328. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, n° 413 [27 juin], p. 1463. — M. Jean Bosc dépose un avis de la Commission des douanes, N° 466 [4 juillet], p. 1621.

ACIDE TARTRIQUE (Protection douanière à l'industrie nationale de l').

— Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer une protection douanière équitable à l'industrie nationale de l'acide tartrique. Renvoi à la Commission des douanes, N° 325 [29 mai], p. 1230. — M. Toy-Riont dépose le rapport, N° 378 [16 juin], p. 1370. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [4 juillet], p. 1621. — Promulgation: Loi du 3 août 1933 (*J. O.* du 6 août 1933, p. 8478).

ACTES NOTARIES (Suppression de la légalisation pour les).

— Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'art. 28 de la loi du 25 ventôse an XI, afin d'obtenir la suppression de la formalité de la légalisation pour les actes notariés lorsqu'il doit en être fait usage en France ou aux colonies. Renvoi à la Commission de législation, N° 65 [16 février], p. 163.

ACTIONNAIRES (Contrôle des).

— Voir SOCIÉTÉS ANONYMES.

ADJUDICATIONS MOBILIERES ET IMMOBILIERES les dimanches et jours fériés (Suppression des).

— Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la suppression des adjudications mobilières et immobilières de toute nature le dimanche et les jours fériés afin d'assurer le repos hebdomadaire aux clercs des officiers publics et ministériels faisant des ventes (N° 87, année 1932). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Bender, Rapporteur; Morand, Louis Serre, Président de la Commission du commerce; Renaudot, François-Saint-Maur et Damecour. Adoption, au scrutin, du passage à la discussion de l'article unique. Adoption, au scrutin, de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. *Nouvel intitulé. Proposition de loi tendant à assurer le repos du dimanche aux clercs des officiers publics et ministériels* [24 janvier], p. 81.

AEROPORTS (Fondation et administration par les Chambres de commerce).

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à comprendre les aéroports parmi les établissements à l'usage du commerce que les Chambres de commerce sont autorisées à fonder et à administrer en vertu de la loi du 9 avril 1898. Renvoi à la Commission du commerce, N° 129. [8 mars], p. 463. — M. Robert Thoumyre dépose le rapport, N° 304. [10 mai], p. 896. — 1^{re} délibération. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 juin], p. 1328. — Promulgation: Loi du 20 juin 1933 (*J. O.* du 21 juin 1933, p. 6422).

AFFICHAGE (Réglementation).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Bosc ayant pour but de réglementer l'affichage

Renvoi à la Commission de législation, N° 157. [16 mars], p. 513.

AFFICHAGE de l'allocution de M. le Président du Sénat. — MM. Marcel Régnier et Barthou demandent l'affichage de l'allocution de M. le Président du Sénat. Adoption [17 janvier], p. 25.

AGENTS DES DOUANES (Pouvoirs pour la répression de la contrebande des tabacs). — Dépôt d'une proposition de loi de M. François Milan tendant à étendre les pouvoirs des agents des douanes, pour la répression de la contrebande des tabacs. Renvoi à la Commission des finances, N° 238. [31 mai], p. 1282. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 356 [13 juin], p. 1334. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [22 juin], p. 1401.

AGRICULTEURS (Périodes de réserve des). — Voir INTERPELLATIONS, n° 8.

AGRICULTURE (Ministère de l') (Direction de l'élevage). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Arnbruster et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation d'une direction de l'élevage au Ministère de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 449. [4 juillet], p. 1665.

AIR (Organisation du Ministère). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation du Ministère de l'Air. Renvoi à la Commission de l'air et, pour avis, à la Commission de l'armée et à la Commission de la marine, N° 451 [16 mars], p. 498. — M. Amaury de La Grange dépose le rapport, N° 315 [16 mai], p. 1062. — M. Messimy dépose, au nom de la Commission de l'armée, l'avis, N° 386 [22 juin], p. 1400. — M. Le Bail dépose, au nom de la Commission de la marine, l'avis, N° 387 [22 juin], p. 1400. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. le Général Bourgeois, *Président de la Commission de l'air*; Rio, *Président de la Commission de la marine*; Messimy, *Président et Rapporteur de la Commission de l'armée*; le Général Hirschauer, Paul Bénazet, Pierre Cot, *Ministre de l'Air*; et Georges Leygues, *Ministre de la Marine*. Discussion des articles. Art. 1^{er} et 2: adoption. Art. 3: MM. Chassaing et Pierre Cot, *Ministre de l'Air*. Adoption. Art. 4 à 7: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 juin], p. 1453. — Promulgation: Loi du 30 juin 1933 (*J. O.* du 1^{er} juillet 1933, p. 6828).

ALCOOL-ESSENCE (Obligation de l'emploi du mélange carburant). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire l'emploi du mélange carburant alcool-essence aux services automobiles exploités, concédés ou subventionnés par les pouvoirs publics, les départements et les communes. Renvoi à la Commission des travaux publics, N° 66 [16 février], p. 163.

ALCOOL INDUSTRIEL (Monopole de l'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool industriel (Voir TABLE DE 1930). Fixation au jeudi 18 mai de la discussion du projet de loi instituant le monopole de l'alcool industriel [31 mars], p. 681. — Suite de la discussion. Observation de M. Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission des finances*. Renvoi de la dis-

ussion au jeudi 22 juin [13 juin], p. 1334. — Suite de la discussion. Observation de M. Albert Mahieu, *Vice-Président de la Commission des finances*. Retrait de l'ordre du jour de la discussion du projet de loi [22 juin], p. 1404.

ALGERIE.

Statut des eaux souterraines. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au statut des eaux souterraines en Algérie (N° 246, année 1932). — M. Maurice Viollette dépose, au nom de la Commission de l'Algérie, le rapport, N° 144 [14 mars], p. 492. — M. Maurice Viollette dépose un rapport supplémentaire, N° 321 [26 mai], p. 1222. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Maurice Viollette, *Rapporteur*; Lefas, Duroux et Hervev. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [9 juin], p. 1324. — Promulgation: Loi du 19 août 1933 (*J. O.* du 23 août 1933, p. 9670).

Succursales de la caisse nationale d'épargne. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le régime des succursales algériennes de la caisse nationale d'épargne. Renvoi à la Commission de l'Algérie et, pour avis, à la Commission des finances, N° 145 [14 mars], p. 492. M. Mounié dépose le rapport, N° 172 [21 mars], p. 554. — M. Pierre-Robert dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis, N° 203 [28 mars], p. 614. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 mars], p. 638. — Promulgation: Loi du 6 avril 1933 (*J. O.* du 7 avril 1933, p. 3598).

Commissions municipales et Djemâas (Mandat des). — Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger le mandat des membres des commissions municipales des communes mixtes et des membres des Djemâas, en Algérie. Renvoi à la Commission de l'Algérie, N° 132 [9 mars], p. 468. — M. Cutillet dépose le rapport, N° 169 [21 mars], p. 554. — Ajournement de la 1^{re} délibération [30 mars], p. 639. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 mars], p. 634. — Promulgation: Loi du 26 avril 1933 (*J. O.* du 27 avril 1933, p. 4390).

Création d'un fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance de l'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels de l'Algérie (N° 795, année 1931). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, portant création d'un fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels de l'Algérie. Renvoi à la Commission de l'Algérie et, pour avis, à la Commission des finances, N° 246. Urgence déclarée [11 avril], p. 739. — M. Leblanc dépose le rapport, N° 379 [20 juin], p. 1376. — Discussion. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Maurice Viollette et Leblanc, *rapporteur*. Art. 1^{er} à 3 précédemment adoptés. Art. 4 et 5 (modifiés par la Chambre): adoption. Art. 6 à 8 précédemment adoptés. Adoption de l'ensemble du projet de loi

[23 juin], p. 1412. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1933 (*J. O.* du 21 juillet 1933, p. 7590).

(Réformes à réaliser en). — Proposition de loi de M. Maurice Viollette relative aux réformes à réaliser en Algérie à l'occasion du centenaire (N° 734, années 1931 et 1932). — 1^{re} délibération. Observation de M. Maurice Viollette, *Rapporteur*. Renvoi de la délibération au mardi 27 juin [15 juin], p. 1348.

ALIENATION AMIABLE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN A JERUSALEM (Autorisation d'). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation au Ministre des Affaires étrangères d'aliéner à l'amiable une parcelle de terrain appartenant à la France à Jérusalem. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 520 [7 juillet], p. 1701.

ALLAITEMENT (Allocation d'). — Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'art. 4^{er} de la loi du 24 octobre 1919 sur les allocations d'allaitement (Voir TABLE DE 1922, p. 153). — Vote de la question préalable sur ce projet de loi [14 février], p. 151.

ALLOCUTIONS. — Prononcées par: M. Damecour, *Président d'âge*, en prenant place au fauteuil [10 janvier], p. 1. — M. Damecour, *Président d'âge* [12 janvier], p. 19. — M. Jules Jeanneney, *Président du Sénat*, en prenant place au fauteuil. MM. Marcel Régnier et Barthou demandent l'affichage de l'allocution. Adoption [17 janvier], p. 24 et 25. — M. le Président à l'occasion du décès de M. Paul Bouvard, Sénateur d'Eure-et-Loir [17 mars], p. 517. — M. le Président, à l'occasion du décès de M. Fernand Rabier, Sénateur du Loiret, et de M. Morand, Sénateur de la Vendée [2 mai], p. 766 et 767. — M. le Président, à l'occasion du décès de M. Donadéi, Sénateur des Alpes-Maritimes [31 mai], p. 1281.

ALSACE ET LORRAINE.

Référé (Procédure du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, mettant en vigueur la procédure du référé dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (N° 6, année 1930). — Rejet du projet de loi [7 février], p. 125.

Impôt cédulaire sur les bénéficiaires des officiers ministériels. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 31 mars 1923 concernant l'établissement de l'impôt cédulaire sur les bénéficiaires des officiers ministériels dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (N° 284, année 1930). — 1^{re} Délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Observations de MM. Eccard et Henri Roy, *Rapporteur général de la Commission des finances*. Ajournement de la proposition de loi [7 février], p. 124.

Lois pénales et d'instruction criminelle. — Proposition de loi de M. Helmer, concernant l'application des lois pénales et d'instruction criminelle dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (Voir TABLE DE 1922, p. 282). — 1^{re} Délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Rejet de la proposition de loi [7 février], p. 124.

AMENDES INFLIGÉES A DES ALSACIENS ET LORRAINS (Remboursement d'). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Cham-

bre des Députés, tendant au remboursement de certaines amendes infligées pendant la guerre de 1914-1918, par l'autorité allemande, à des Alsaciens et Lorrains. Renvoi à la Commission des finances, N° 94 [19 février], p. 205. — M. Hervey dépose le rapport, N° 161 [16 mars], p. 513. — Discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [24 mars], p. 587.

AMENDES INFLIGÉES DANS LES DÉPARTEMENTS DU HAUT-RHIN, DU BAS-RHIN ET DE LA MOSELLE RELATIVES A L'APPRENTISSAGE (Modification du régime et du taux). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le régime et le taux des amendes infligées dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle par application des dispositions du code industriel local relatives à l'apprentissage (N° 374, année 1932). — M. Babin-Chevaye dépose le rapport, N° 3 [17 janvier], p. 26. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Babin-Chevaye, *Rapporteur de la Commission du commerce*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [25 février], p. 362. — Promulgation: Loi du 7 mars 1933 (*J. O.* du 10 mars 1933, p. 2370).

AMNISTIE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant amnistie. Renvoi à la Commission de législation, n° 165 [21 mars], p. 536. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [4 mai], p. 780. — M. Curral dépose le rapport, n° 382 [20 juin], p. 1376. — M. Lisbonne dépose l'avis de la Commission des finances, n° 427 [28 juin], p. 1480. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Curral, *Rapporteur*; Bruguière, Lugol, *Président de la Commission de législation*; Pelletier et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Vote du passage à la discussion des articles. Art. 1^{er}: 1^{er} alinéa: Amendement de M. Linyer et plusieurs de ses collègues: M. Louis Linyer. Adoption. Amendement de M. Reboul et plusieurs de ses collègues: M. Camille Reboul. Retrait. Adoption du 1^{er} alinéa modifié. 1^o de l'article: Amendement de M. Louis Martin: M. Louis Martin. Adoption. Adoption du 1^o modifié. 2^o de l'article: Amendement de M. Bruguière: MM. Bruguière, Curral, *Rapporteur*; Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Adoption du 2^o de l'article. 3^o, 4^o et 5^o de l'article: Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Voilin: M. Voilin. Retrait. Amendement de M. Rolland: MM. Rolland, Curral, *Rapporteur*; Bruguière, Lugol, *Président de la Commission de législation*; Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Curral, *Rapporteur*. Renvoi du projet à la Commission [29 juin], p. 1531. — Suite de la discussion des articles. Art. 1^{er} (suite): Observations de M. Curral, *Rapporteur de la Commission de législation*. 6^o de l'article (nouvelle rédaction): Amendement de M. Rolland: MM. Rolland, Curral, *Rapporteur*; Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Gadaud, Bruguière, Paganon, *Ministre des Travaux publics*, et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Retrait. Adoption du 6^o de l'article. Amendement de M. Gadaud et plusieurs de ses collègues: M. Gadaud. Retrait. Amendement de MM. François-Saint-Maur et Monti de

Rezé: MM. François-Saint-Maur, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Curral, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2: adoption. Art. 3 (nouvelle rédaction): adoption. Art. 4: M. Gallet. Adoption. Amendement de M. Fernand David et plusieurs de ses collègues (art. nouveau 4 bis): MM. Coehard et Curral, *Rapporteur*. Retrait. Art. 5: M. Bruguière. Adoption de l'article modifié. Art. 6: Amendement de M. Louis Martin: MM. Louis Martin, Lugol, *Président de la Commission*; de Courtois et Curral, *Rapporteur*. Rejet. Amendement de M. de Courtois: M. de Courtois. Rejet. Observation de M. Lugol, *Président de la Commission*. Adoption de l'article E. Art. 7 à 12: adoption. Art. 13: Demande de disjonction de l'article, par M. Lisbonne: MM. Lisbonne, Curral, *Rapporteur*; Lugol, *Président de la Commission*, et Babaud-Lacroze. Adoption. Art. 14 et 15: adoption. Amendement de M. Perreau (art. nouveau 15 bis): MM. Perreau, Curral, *Rapporteur*; Lugol, *Président de la Commission*; Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; François Labrousse et Manuel Fourcade. Rejet. Art. 16: adoption. Explication de vote: M. Duplantier. Demande de scrutin: MM. François-Saint-Maur et Bruguière. Rejet. Adoption de l'ensemble du projet de loi [1^{er} juillet], p. 1590. — Promulgation: Loi du 13 juillet 1933 (*J. O.* du 14 juillet 1933, p. 7358).

ANNEE POLAIRE INTERNATIONALE. — Voir CRÉDIT DE 1.700.000 FR.

APPAREILS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC ET DE SIGNALISATION. — Voir PARIS.

APPELLATIONS D'ORIGINE (Complément à la loi du 22 juillet 1927 sur les). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'art. 5 de la loi du 22 juillet 1927 sur les appellations d'origine. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 544 [8 juillet], p. 1764.

APPRENTISSAGE (Amendes infligées dans les départements recouvrés). — Voir ALSACE ET LORRAINE.

ARMÉE

Modification de la loi du 16 mars 1882. — (Administration de l'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée (N° 794, année 1931). — M. le Comte d'Alsace dépose le rapport, N° 293 [4 mai], p. 780.

(Avancement dans l'). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Bénazet tendant à modifier la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 311 [11 mai], p. 1005.

Déclassement d'ouvrages militaires de 2^e ligne de Paris. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai imparti par la loi du 14 août 1926 relative au déclassé-ment des ouvrages militaires de 2^e ligne de Paris en ce qui concerne l'acquisition par le département de la Seine des parcelles de zone comprises dans les alignements des voies publiques prévues aux projets d'aménagement ou réservées par des projets pour la conservation d'espaces libres ou pour des services publics. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 150 [16 mars], p. 498. — M. Louis Linyer dépose le rapport, N° 377 [16 juin], p. 1362. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commis-

saires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [29 juin], p. 1520. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1933 (*J. O.* du 21 juillet 1933, p. 7590).

Fortifications détachées de Strasbourg. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux fortifications détachées de Strasbourg. Renvoi à la Commission de l'armée, n° 223 [6 avril], p. 694. — M. le Général Hirschauer dépose le rapport, n° 385 [22 juin], p. 1400. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. le Général Hirschauer, *Rapporteur*; Diébolt-Weber et Guirand, *Secrétaire général du Ministère de la Guerre, Commissaire du Gouvernement*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 1481. — Promulgation: Loi du 6 juillet 1933 (*J. O.* du 7 juillet 1933, p. 7062).

Modification et complément des art. 37 et 39 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter les art. 37 et 39 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, n° 224 [6 avril], p. 694. — M. le Général Bourgeois dépose le rapport, n° 393 [22 juin], p. 1405. — Ajournement de la 1^{re} délibération [30 juin], p. 1580. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1630. — Promulgation: Loi du 14 juillet 1933 (*J. O.* du 22 juillet 1933, p. 7638).

Recrutement de l'. — Sursis d'incorporation. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le dernier paragraphe de l'art. 23 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, introduit par la loi du 16 février 1932, relatif à l'obligation de la préparation militaire pour les jeunes gens qui postulent un sursis d'incorporation. Renvoi à la Commission de l'armée, n° 63 [16 février], p. 163. — M. le Général Bourgeois dépose le rapport, n° 209 [30 mars], p. 628. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [23 juin], p. 1411. — Promulgation: Loi du 26 juin 1933 (*J. O.* du 29 juin 1933, p. 6718).

(Modification de l'art. 20 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'art. 20 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 244 [11 avril], p. 739. — M. le Général Bourgeois dépose le rapport, N° 361 [13 juin], p. 1337. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 juin], p. 1411. — Promulgation: Loi du 26 juin 1933 (*J. O.* du 29 juin 1933, p. 6718).

(Modification des art. 31 et 34 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement.) — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification des art. 31 et 34 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 508 [6 juillet], p. 1667.

ARMEMENTS (Conférence générale de limitation et de réduction des). — Voir CONFÉRENCE DE RÉDUCTION DES.

ARRANGEMENT ENTRE LA FRANCE ET LA HONGRIE (Avenant à l'). — Mais hongrois). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'avenant, signé le 3 mars 1933, à l'arrangement, entre la France et la Hongrie, du 25 septembre 1931, concernant le traitement préférentiel du maïs hongrois. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 214 [31 mars], p. 655. — M. Edouard Néron dépose et lit le rapport, N° 217. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 680. — Promulgation: Loi du 19 avril 1933 (*J. O.* du 23 avril 1933, p. 4246).

ARRANGEMENT ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE (Echanges commerciaux). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation des échanges de lettres franco-allemands, signées le 30 juin 1930 et le 2 juillet 1932, portant additions et modifications à l'arrangement conclu entre la France et l'Allemagne, au sujet des échanges commerciaux du territoire du bassin de la Sarre avec le territoire douanier allemand, en date du 23 février 1928. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 389 [22 juin], p. 1400. — M. Edouard Néron dépose le rapport, N° 410 [26 juin], p. 1436.

ARRANGEMENT FRANCO-AUTRICHIEN (Traitement préférentiel des bois autrichiens). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'arrangement du 29 décembre 1932 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral d'Autriche concernant le traitement préférentiel des bois autrichiens. — Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 364 [15 juin], p. 1342. — M. Jean Bose dépose le rapport, N° 421 [27 juin], p. 1478. — M. Raynaldy dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 473 [5 juillet], p. 1632. — 1^{re} délibération: Demande de renvoi, pour avis, à la Commission de l'Agriculture: M. Paul-Boncour, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption au scrutin [7 juillet], p. 1746.

ARRANGEMENT COMMERCIAL FRANCO-YOUGOSLAVE (Traitement préférentiel du maïs yougoslave) (Approbation de l'avenant à l'). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'avenant, signé le 10 juin 1933, à l'arrangement commercial franco-yougoslave du 7 novembre 1931 concernant le traitement préférentiel du maïs yougoslave. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 452 [4 juillet], p. 1605. — M. Marcel Donen dépose et lit le rapport de la Commission des douanes. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 juillet], p. 1785. — Promulgation: Loi du 15 juillet 1933 (*J. O.* du 28 juillet, p. 7879).

ARRANGEMENT FRONTALIER ENTRE LA FRANCE ET L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'arrangement frontalier signé à Paris le 15 avril 1931, entre

la France et l'Union économique belgo-luxembourgeoise (N° 806, année 1932). — M. Philippoteaux dépose le rapport, N° 30 [31 janvier], p. 110. — M. Yves Le Trocquer dépose l'avis de la Commission des Affaires étrangères, N° 43 [7 février], p. 124. — 1^{re} délibération: Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 février], p. 152. — Promulgation: Loi du 3 mai 1933 (*J. O.* du 4 mai, p. 4638).

ARTICLES DE MENAGE (Importation d'). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ratifiant le décret du 26 janvier 1932 réglementant l'importation de certaines catégories d'articles de ménage. Renvoi à la Commission des douanes, N° 58 [14 février], p. 150. — M. Rogé dépose le rapport, N° 255 [11 avril], p. 757. — 1^{re} délibération: Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 mai], p. 1122. — Promulgation: Loi du 30 juin 1933 (*J. O.* du 4 juillet 1933, p. 6958).

ARTISANS (Registre spécial pour l'inscription des). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à instituer un registre spécial pour l'inscription des artisans. Renvoi à la Commission du commerce, N° 380 [20 juin], p. 1376.

ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL. — Voir MENDICITÉ.

ASSISTANCE PUBLIQUE (Commis d'inspection départemental de l'). — Voir COMMISS D'INSPECTION DÉPARTEMENTALE DE L'.

ASSOCIATIONS (Art. 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les). — Proposition de loi de MM. André Honnorat, Amiard, Raynaldy et Laboulbène, ayant pour objet de compléter les dispositions de l'art. 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations (N° 602, année 1931). — 1^{re} délibération: Déclaration de l'urgence. Article unique. Observations de MM. François-Saint-Maur et Laboulbène, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [9 février], p. 138.

ASSURANCES DES EMPLOYÉS DANS LES DÉPARTEMENTS DU HAUT-RHIN, DU BAS-RHIN ET DE LA MOSELLE (Complément de l'art. 51 de la loi du 20 décembre 1911). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter l'art. 51 de la loi du 20 décembre 1911, modifiée par celle du 30 décembre 1930, sur l'assurance des employés, en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (N° 561, année 1932). — M. Pfléger dépose le rapport, N° 305 [10 mai], p. 920. — 1^{re} délibération: Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [26 juin], p. 1450. — Promulgation: Loi du 6 août 1933 (*J. O.* du 11 août 1933, p. 8694).

ASSURANCES SOCIALES.

Complément à la loi du 5 avril 1928 sur les. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Faugère tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois des 5 août 1929, 30 avril 1930 et 28 juillet 1931. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 222 [6 avril], p. 694.

Modification de l'art. 52 de la loi du 30 avril 1930. — Projet de loi modifiant l'art. 52 de la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales (N° 472, année 1931). — M. Hervey dépose l'avis de la Commission

des finances, N° 13 [19 janvier], p. 32. — 1^{re} délibération. Observations de M. Paul Jourdain. Ajournement de la délibération du projet de loi [9 février], p. 145.

Modification de la loi du 5 avril 1928 sur les. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Valadier tendant à modifier la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 72 [16 février], p. 177.

Dépôt d'une proposition de loi de MM. Daraignez, Victor Lourties et Eugène Milliès-Lacroix tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929, du 30 août 1930 et du 28 juillet 1931. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 375 [15 juin], p. 1348.

Codification des textes administratifs réglant l'application de la loi des. — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITIONS DE), N° 15.

ATTACHE MILITAIRE DE L'AIR AUX ETATS-UNIS. — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITIONS DE), N° 4.

AUTOMOBILISTES (Droit d'appel aux). — Voir CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

AUTRICHE. — Voir TRAITÉ DE TRAVAIL.

AVOUES MEME NON LICENCIÉS (Accès à la magistrature de tous les). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 26 avril 1919, dans le but de permettre l'accès de la magistrature à tous les avoués même non licenciés (Voir TABLE DE 1926, p. 51). — Vote de la question préalable [31 mai], p. 1282.

B

BAILLEURS ET LOCATAIRES DE LOCAUX D'HABITATION (Rapports des). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par celle du 29 juin 1929, réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation. Renvoi à la Commission de législation, N° 401 [23 juin], p. 1410. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport, N° 419 [27 juin], p. 1478. — 1^{re} Délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Conclusions de la Commission tendant au rejet de la proposition de loi. Discussion générale: MM. Boivin-Champeaux, *Rapporteur de la Commission de législation*; Alexandre Israël, Lucien Voilin, Louis Linyer, Mauger, Bender, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Raoul Péret, Henry Chéron et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Rejet, au scrutin, après pointage, des conclusions de la Commission. Délibération sur le texte adopté par la Chambre des députés. Déclaration de l'urgence. Observations de M. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Nouvelle rédaction de la Commission: M. Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Amendement de MM. Louis Linyer, Lefas et Leblanc: MM. Lefas et Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Réserve. Observations de M. Alexandre Israël, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Bender, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Lugol, *Président de la Commission*, et Mauger. Texte nouveau de la Commission: M. Boivin-Champeaux. Adoption. Amen-

dement de MM. Louis Linyer, Lefas et Leblanc, précédemment réservé: MM. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Bender, Lefas, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet. Amendement de M. Raynaldy. Retrait. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [30 juin], p. 1548. — Promulgation: Loi du 30 juin 1933 (*J. O.* du 1^{er} juillet 1933, p. 6822).

BANQUE DE LA GUYANE (Attribution à la Colonie de la Guyane des billets de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, attribuant à la colonie de la Guyane le bénéfice des billets de la Banque de la Guyane non présentés au remboursement. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 499 [6 juillet], p. 1666. — M. Henri Roy dépose et lit le rapport, N° 558. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [8 juillet], p. 1784. — Promulgation: Loi du 6 août 1933. (*J. O.* du 10 août 1933, p. 6638).

BATEAUX DE NAVIGATION INTERIEURE ET HYPOTHEQUE FLUVIALE (Immatriculation des). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 5 juillet 1917 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale. Renvoi à la Commission des travaux publics, N° 506 [6 juillet], p. 1667.

BAUX A FERME (Réduction des prix des). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser, au profit du fermier, la réduction des prix des baux à ferme. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle, N° 32. Urgence déclarée [31 janvier], p. 110. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [3 février], p. 119. — M. Morand dépose le rapport, N° 108 [26 février], p. 366. — M. Marcel Donon dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, N° 143 [14 mars], p. 492. — Discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*; Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*; Veyssière, Dauthy et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Discussion des articles: Art. 1^{er}: Amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*, et Chopin. Rejet. Sur l'article: MM. Cassez, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*, et Desjardins. Adoption de l'art. 1^{er}. Amendement (disposition additionnelle) de M. Henry Merlin: MM. Henry Merlin, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*; Lavoinnie, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*. Rejet, au scrutin. Art. 2: Adoption des deux premiers alinéas. 3^e alinéa: Amendement de M. Veyssière: MM. Veyssière, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*; François-Saint-Maur et Fernand David. Rejet. Amendement de M. Henry Merlin: MM. Henry Merlin, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*, et Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*. Rejet. Amendement de M. Louis Li-

nyer: MM. Louis Linyer, François-Saint-Maur, Joseph Faure et Louis Michel. Rejet. Amendement de M. Hachette: MM. Hachette et Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*. Retrait. Adoption du 3^e alinéa. 4^e alinéa: adoption. 5^e alinéa: Amendement de M. Henry Merlin: MM. Henry Merlin, Hervey, Fernand David, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*, et Raynaldy. Adoption. Amendement de M. Raynaldy: MM. Raynaldy, Joseph Faure et de Courtois. Adoption. Sur l'alinéa: MM. Hervey, François-Saint-Maur et Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption du 5^e alinéa et de l'ensemble de l'art. 2. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [21 mars], p. 536. — Suite de la discussion des articles: Art. 3: 1^{er} alinéa: adoption. 2^e alinéa: MM. Cassez, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*, et François-Saint-Maur. Adoption. 3^e et 4^e alinéas: adoption. 5^e alinéa: MM. André Lebert, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*; Henry Merlin et Raynaldy. Adoption. 6^e alinéa: Amendement de M. Borgeot et de plusieurs de ses collègues: MM. Borgeot, Maurice Viollette, Cassez, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*; Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*; Neuville, Boivin-Champeaux, Jean Durand, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Charles Dumont et François-Saint-Maur. Adoption de l'amendement modifié. Sur l'article: MM. François-Saint-Maur, Raynaldy, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*, et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Amendement de M. Cassez et de plusieurs de ses collègues: M. Cassez. Retrait. Adoption du 6^e alinéa. 7^e alinéa: MM. Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*, et Henry Chéron. Adoption de l'alinéa modifié. 8^e alinéa: Sur l'alinéa: M. Cassez. Amendement de M. Veyssière: MM. Veyssière, Maurice Viollette, Cassez, François-Saint-Maur, Louis Michel, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*. Retrait. Amendement de M. François-Saint-Maur: MM. François-Saint-Maur, Maurice Viollette, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*; Fernand David, Raynaldy, Goré et Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*. Retrait. Adoption du 8^e alinéa modifié. Amendement (disposition additionnelle) de M. Dauthy: MM. Albert Mahieu et Dauthy. Retrait. Amendement (disposition additionnelle) de M. Marcel Donon et de plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*; Maurice Viollette, Charles Dumont, Curral, Fernand David, Albert Mahieu et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption, au scrutin, de la première partie de l'amendement. Amendement de M. Dauthy (suppression du mot « écrite » dans l'amendement de M. Marcel Donon et de plusieurs de ses collègues): MM. Fernand David et Viollette. Rejet, au scrutin. Adoption de la fin de l'amendement de M. Donon [23 mars], p. 561. — Suite de la discussion. Suite de la discussion de l'art. 3: Disposition additionnelle, à l'avant-dernier alinéa, présentée par la Commission: MM. Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*, et Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*. Adoption. Amendement de M. Curral: MM. Curral et Morand,

Président et Rapporteur de la Commission de législation. Retrait. Dernier alinéa: Amendement de M. Boivin-Champeaux: MM. Boivin-Champeaux, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Lugol, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*, et André Lebert. Amendement de M. Lugol: MM. Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; de Courtois et François-Saint-Maur. Rejet. Adoption de l'amendement de M. Boivin-Champeaux. Observations de M. Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*, sur la rédaction du 6^e alinéa. Adoption de l'ensemble de l'art. 3 modifié. Art. 4: Amendement de M. Boivin-Champeaux: MM. Boivin-Champeaux, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*, et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Retrait. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa (nouvelle rédaction): MM. Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*; François-Saint-Maur et Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*. Amendement de M. Marcel Donon: MM. Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*; Henry Merlin, François-Saint-Maur, Boivin-Champeaux, Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*, et Yves Le Trocquer. Adoption. Adoption du 2^e alinéa modifié et de l'ensemble de l'art. 4. Art. 5: adoption. Art. 6: Amendement de M. Jean Durand: MM. Jean Durand, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*; Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Abel Lefèvre. Rejet. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: adoption. Amendement de M. Lefas: MM. Lefas et Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*. Rejet. Sur l'article: MM. Monti de Rezé et Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption de l'ensemble de l'art. 6. Art. 7: adoption. Art. 8 précédemment adopté. Art. 9 et 10: adoption. Amendement (art. nouveau) de M. Albert Meunier: MM. Albert Meunier, Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*, et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet. Art. 11: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [24 mars], p. 588. — Promulgation: Loi du 8 avril 1933 (*J. O.* du 11 avril 1933, p. 3718).

BAUX A LOYER.

Modification des lois des 9 mars 1918 et 25 octobre 1919. — Proposition de loi, de M. le Lieutenant-Colonel Plichon et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les lois des 9 mars 1918 et 25 octobre 1919 relatives aux baux à loyer (Voir TABLE DE 1923, p. 170). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

Modification à la loi du 9 mars 1918. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Voir TABLE DE 1922, p. 163). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

Propriété commerciale. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée à nouveau par la Chambre des Députés, tendant à modifier les dispositions de la loi du 30 juin 1926,

modifiée par les lois du 22 avril 1927 et du 27 mars 1928, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (N° 424, année 1930). — M. Morand dépose le rapport, N° 5 [17 janvier], p. 26. — Discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Morand, *Président et Rapporteur de la Commission de législation civile*, et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. — Art. 1^{er} de la proposition de loi (modification des art. 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 11, 13, 17 et 18 de la loi du 30 juin 1926, complétée par la loi du 22 avril 1927): 1^{er} alinéa: réservé. Art. 1^{er} (de la loi de 1925): adoption. Art. 2 (de la loi de 1926): (1^{er} alinéa): 1^{er} paragraphe: adoption. Amendement de M. Jean Philip: MM. Jean Philip et Morand, *Rapporteur*. Adoption. Observations de MM. Louis Linyer, Morand, *Rapporteur*; Henry Merlin et Lugol. Adoption du 2^e paragraphe. (2^e alinéa): adoption. (3^e alinéa): adoption. Amendement de M. Armand Calmel: adoption. Adoption du 3^e alinéa complété. (4^e alinéa): adoption. (Dernier alinéa): adoption. Adoption de l'art. 2. Art. 3 (de la loi de 1926): (4^e alinéa): adoption. (5^e alinéa): adoption. Amendement de M. Leblanc: MM. Leblanc et Morand, *Rapporteur*. Adoption. Observations de MM. Hervey et Morand, *Rapporteur*. (7 alinéa): adoption. (9^e alinéa) (nouvelle rédaction de la Commission): M. Morand, *Rapporteur*. Adoption. Adoption des 10^e, 11^e, 12^e et 13^e alinéas. (14^e alinéa): MM. Lugol, Morand, *Rapporteur*, et Lesaché. Réservé. Art. 4 (de la loi de 1926): adoption des 1^{er}, 2^e et 4^e alinéas. Adoption de l'art. 4. Art. 5 (de la loi de 1926): adoption des 7 premiers alinéas. Observations de MM. Lugol et Morand, *Rapporteur*. Adoption du 8^e au 13^e alinéa. 14^e alinéa. Observations de M. Lefas. Amendement de M. Bergeon: MM. Bergeon, Morand, *Rapporteur*; Lugol, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; François-Saint-Maur et de Courtois. Rejet. Observations de MM. Leblanc et Morand, *Rapporteur*. Adoption du 14^e alinéa. Amendement de M. Lefas: M. Morand, *Rapporteur*. Adoption. 15^e alinéa: Amendement de M. François-Saint-Maur: MM. François-Saint-Maur et Morand, *Rapporteur*. Adoption (devenant le 15^e alinéa). Adoption du dernier alinéa et de l'art. 5. Art. 6 (de la loi de 1926): adoption. Art. 8 (de la loi de 1926): adoption. Amendement de M. Jean Philip: MM. Jean Philip, Morand, *Rapporteur*, et Lugol. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'art. 8 modifié. Art. 9, 11, et 13 (de la loi de 1926) précédemment adoptés. Art. 17 (de la loi de 1926): adoption. Art. 18 (de la loi de 1926): 1^{er} alinéa: Sur l'alinéa: MM. Auguste Mounié, Louis Linyer, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Morand, *Rapporteur*. Demande de suppression des mots « ...de marchés... ». Adoption. Amendement de M. Rolland: MM. Rolland, Morand, *Rapporteur*, et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Retrait. Adoption du 1^{er} alinéa modifié. Adoption du 2^e alinéa et de l'art. 18. Art. 3 (de la loi de 1926): (14^e alinéa), précédemment réservé: MM. Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Lugol et Morand, *Rapporteur*. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption de l'art. 3 (de la loi de 1926), du 1^{er} alinéa et de l'ensemble de l'art. 1^{er} de la proposition de loi. — Art. 2 de la proposition de loi (modification aux lois des 30 juin 1926 et 22 avril 1927): Art. 21 (de la loi de 1926), précédemment

adopté. Adoption des art. 22, 23, 24, 25 et 26 (de la loi de 1926) et de l'ensemble de l'art. 2 de la proposition de loi. — Art. 3 de la proposition de loi, précédemment adopté. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [7 mars], p. 441. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des Députés, tendant à modifier les dispositions de la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois du 22 avril 1927 et du 27 mars 1928, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des locaux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. Renvoi à la Commission de législation, N° 376. Urgence déclarée [16 juin], p. 1361. — M. Lugol dépose le rapport, N° 391 [22 juin], p. 1400. — Discussion. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: M. Lugol, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. — Art. 1^{er} (modification des art. 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 11, 13, 17 et 18 de la loi du 30 juin 1926): Art. 1^{er} (de la loi du 30 juin 1926): MM. Boivin-Champeaux et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption. Art. 2 (de la loi du 30 juin 1926) précédemment adopté. Art. 3 (de la loi du 30 juin 1926): (4^e alinéa): adoption. (6^e alinéa): MM. Coucoureux et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption. Adoption des autres alinéas et de l'art. 3. Art. 4 (de la loi du 30 juin 1926): adoption. Art. 5 (de la loi du 30 juin 1926): Adoption des 13 premiers alinéas. 14^e alinéa: Amendement de MM. Cavillon et Tissier: MM. Louis Tissier, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption. Adoption des autres alinéas et de l'article modifié. Art. 6 (de la loi du 30 juin 1926) précédemment adopté. Art. 8 (de la loi du 30 juin 1926): Amendement de MM. Lefas et Raynaldy: MM. Lefas, Lugol, *Président de la Commission de législation*; Boivin-Champeaux, Raynaldy, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Coucoureux. Rejet, au scrutin. Adoption de l'art. 8. Art. 9, 11 et 13 (de la loi du 30 juin 1926) précédemment adoptés. Art. 17 (de la loi du 30 juin 1926): adoption. Art. 18 (de la loi du 30 juin 1926) (1^{er} alinéa): Amendement de M. Mounié et plusieurs de ses collègues: MM. Auguste Mounié, Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Observations de MM. Eugène Millès-Lacroix et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Alinéa réservé: (2^e alinéa): adoption. Vote sur l'ensemble de l'art. 1^{er} réservé. — Art. 2 (modifications d'articles de la loi du 30 juin 1926): Art. 21 (de la loi du 30 juin 1926) précédemment adopté. Art. 22 (de la loi du 30 juin 1926): Amendement de M. Boivin-Champeaux: MM. Boivin-Champeaux et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Rejet. Adoption de l'art. 22. Art. 23 (de la loi du 30 juin 1926): Amendement de MM. Cavillon et Tissier: M. Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption. Sur l'article: MM. Chapsal, Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adop-

tion de l'art. 23 modifié. Art. 24 (de la loi du 30 juin 1926): adoption. Art. 25 (de la loi du 30 juin 1926): MM. Louis Tissier et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption. Art. 26 (de la loi du 30 juin 1926): adoption. Adoption de l'ensemble de l'art. 2. — Art. 3 précédemment adopté. Observations de MM. de Courtois et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Art. 18 (1^{er} alinéa) (de la loi du 30 juin 1926) précédemment réservé: Amendements: 1^o de M. Millès-Lacroix et plusieurs de ses collègues; 2^o de M. Chapsal: M. Lugol, *Président de la Commission de législation*. Retrait. Nouvelle rédaction de la Commission: MM. Chapsal et Eugène Millès-Lacroix. Adoption. Adoption de l'article 18 et de l'ensemble de l'art. 1^{er}. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [26 juin], p. 1437 et 1449. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des Députés, tendant à modifier les dispositions de la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois du 22 avril 1927 et du 27 mars 1928 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. Renvoi à la Commission de législation, N° 487. Urgence déclarée [5 juillet], p. 1629. — M. Lugol dépose et lit le rapport sur la proposition de loi ci-dessus. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er} précédemment adopté. Art. 2: Amendement de M. Paul Strauss (reprise du texte de la Chambre): MM. Paul Strauss, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Curral et Lugol, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*. Rejet. Adoption de l'art. 2. Art. 3 précédemment adopté. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [5 juillet], p. 1636. Promulgation: Loi du 13 juillet 1933 (J. O. du 14 juillet 1933, p. 7360).

BAUX A PRIX D'ARGENT PASSES DANS LA PERIODE D'EXAGERATION DU PRIX DES DENREES (Autorisation aux fermiers à demander la revision des). — Proposition de loi de M. Brager de La Ville-Moysan et plusieurs de ses collègues autorisant les fermiers à demander la revision des baux à prix d'argent passés dans la période d'exagération du prix des denrées (Voir TABLE DE 1928, p. 88). — Vote de la question préalable [31 mai], p. 1282.

BAUX DE LONGUE DUREE (Revision des). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Andrieu et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'art. 5 de la loi du 6 juillet 1925 autorisant la revision des baux de longue durée. Renvoi à la Commission de législation, N° 109 [26 février], p. 375.

BAUX ET LOYERS COMMERCIAUX ANTERIEURS AU 1^{er} JUILLET 1932 (Revision du prix du loyer des). — Voir LOYERS DES COMMERCANTS, INDUSTRIELS ET ARTISANS.

BAUX RURAUX (Revision des). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Veyssière et plusieurs de ses collègues ayant pour objet d'interpréter le paragraphe 9 de

l'art. 3 de la loi du 8 avril 1933 sur la revision des baux ruraux. Renvoi à la Commission de législation, N° 407 [24 juin], p. 1418. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [4 juillet], p. 1605. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport, N° 479 [5 juillet], p. 1632.

BENEFICES AGRICOLES (Evaluation forfaitaire en matière d'impôts sur les revenus). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant les coefficients applicables, en 1933, pour l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles en matière d'impôts sur les revenus. Renvoi à la Commission des finances, N° 186 [23 mars], p. 577. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 186 [28 mars], p. 614. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 mars], p. 637. — Promulgation: Loi du 30 mars 1933 (*J. O.* du 31 mars 1933, p. 3230).

BETHUNE (Tribunal de). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la création d'une troisième chambre au tribunal de Bethune (Voir TABLE DE 1926, p. 66). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

BEURRE (Relèvement des droits de douane sur les). — Voir DOUANES, N° 25.

BEURRE FRAIS ET BEURRE SALE (Indochine). — Voir DOUANES, N° 17.

BIENS DE FAMILLE INSAISSABLES DES ANCIENS MILITAIRES COLONIAUX. — Proposition de loi de MM. Louis Martin, Trystram, etc., tendant à accorder des concessions de terre aux inscrits maritimes et aux soldats réengagés de l'armée coloniale en vue de la constitution de biens de famille insaisissables (Voir TABLE DE 1910, p. 257). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

BILLETS A ORDRE. — Voir CODE DE COMMERCE.

BILLETS DE FONDS DE COMMERCE. — Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à étendre les dispositions du paragraphe 2 de l'art. 1244 du Code civil au règlement des billets de fonds de commerce (N° 869, année 1932). — M. Caillier dépose le rapport, N° 337 [31 mai], p. 1282. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Caillier, *Rapporteur*, et Paul Strauss. Suite de la discussion générale: MM. Raynaldy, Lefas, Fèvre, Dauthy, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; Eugène Milliès-Lacroix, Caillier, *Rapporteur*; Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Paul Strauss. Renvoi de la proposition de loi, pour avis, à la Commission de législation [20 juin], p. 1383. — Suite de la 1^{re} délibération. Avis de la Commission de législation, par M. Lugol, *Président de la Commission*, N° 392. Observation de M. Caillier, *Rapporteur de la Commission du commerce*. Déclaration de l'urgence. Article unique: Amendement de M. Lugol et plusieurs de ses collègues: MM. Paul Strauss, Hervey, Eugène Milliès-Lacroix et Dauthy. Adoption de l'amendement modifié. En conséquence, adoption de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. *Nouvel*

intitulé: Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant dérogation aux articles 157 et 187 du Code de commerce, en ce qui concerne le règlement des billets de fonds de commerce [22 juin], p. 1461. — Promulgation: Loi du 5 juillet 1933 (*J. O.* du 6 juillet 1933, p. 7638).

BLE (Produits dérivés du). — Voir DOUANES, N° 15.

BLE (Amélioration du marché du). — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITIONS DE), N° 8.

BLES (Taxe à la vente des). — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITIONS DE), N° 21.

BLE (Défense du marché du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la défense du marché du blé (N° 864, année 1932). — M. Chauveau dépose le rapport, N° 11. Demande de discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion fixée à la prochaine séance. Insertion du rapport au *Journal officiel* ordonnée [19 janvier], p. 32. — Discussion: Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Chauveau, *Rapporteur de la Commission des finances*; Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*; Borgeot, Provost-Dumarchais et Fernand David. Suite de la discussion générale: MM. Neuville, Paul-Laffont, Beaumont, François-Saint-Maur, Abel Lefèvre et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Discussion des articles: Art. 1^{er}: Amendement de M. Jovelet; MM. Jovelet, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*. Disjonction. Adoption de l'art. 1^{er}. Art. 2: adoption. Art. 3: adoption. Amendement (disposition additionnelle à l'art. 3) de MM. Marcel Donon, Cassez et Damecour; MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances* et Marcel Donon. Adoption de l'art. 3. Art. 4: Amendement de MM. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et François-Saint-Maur. Adoption (disjonction de l'art. 4). Art. 4 bis et 5: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [20 janvier], p. 52.

Organisation et défense du marché du. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 403 [24 juin], p. 1416. M. Marcel Donon dépose le rapport, N° 408 [24 juin], p. 1431. — M. Marcel Régnier dépose l'avis de la Commission des finances, N° 411 [26 juin], p. 1436. — Joint à la proposition de loi de MM. Fernand David et Joseph Faure ayant pour objet la régularisation des cours du blé, N° 368 [27 juin], p. 1463.

(Régularisation des cours). — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Fernand David et Joseph Faure ayant pour objet la régularisation des cours du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 368 [15 juin], p. 1343. — M. Borgeot dépose le rapport, N° 384 [20 juin], p. 1387. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances des conclusions du rapport de M. Borgeot [22 juin], p. 1401. — Retrait du renvoi, pour avis, à la Commission des finances [22 juin], p. 1406. — Demande, par M. Borgeot, de la discussion immédiate des conclusions de son rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée.

Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Borgeot, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*; Provost-Dumarchais, Fernand David, Hachette, Cochard, Joseph Faure, François-Saint-Maur, Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'agriculture*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Jean Durand et Cassez. Art. 1^{er}: 1^{er} alinéa: MM. Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'agriculture*. Adoption de l'alinéa modifié. 2^e alinéa. Amendement de MM. Milliès-Lacroix, Daraignez et Lourties: MM. Eugène Milliès-Lacroix et Fernand David. Adoption. Adoption du 2^e alinéa modifié. Adoption du 3^e alinéa modifié. Adoption des 4^e et 5^e alinéas. Observations de M. James Hennessy. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'article 1^{er}. Renvoi des articles suivants à la Commission [24 juin], p. 1419. — M. Marcel Régnier dépose l'avis de la Commission des finances, N° 411 [26 juin], p. 1436. — Jonction du projet de loi tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé, N° 403. 1^{re} délibération: communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*, et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Suite de la discussion générale: MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Fernand David, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'agriculture*; Provost-Dumarchais, Maurice Viollette, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Pelleliet, Paul Laffont, Japy et Henry Chéron. Vote du passage à la discussion des articles. Observation de M. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'agriculture*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [27 juin], p. 1463, 1467. — Suite de la discussion: Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Discussion des articles (nouvelle rédaction de la Commission): Art. 1^{er}: M. Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*. Amendement de M. Victor Boret: MM. Victor Boret et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Amendement de M. Marcel Régnier: M. Marcel Régnier. Retrait. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Amendement de MM. Milliès-Lacroix, Daraignez et Lourties: M. Eugène Milliès-Lacroix. Retrait. Adoption du 2^e alinéa. 3^e alinéa: adoption. 4^e alinéa: Amendement de M. Marcel Donon: M. Marcel Donon. Retrait. Amendement de M. Fouilloux: M. Albert Fouilloux. Retrait. Adoption du 4^e alinéa. 5^e alinéa: Amendement de M. Maulion et plusieurs de ses collègues: MM. Maulion, Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'agriculture*; Maurice Viollette, François-Saint-Maur et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Demande de renvoi de l'alinéa et de l'amendement à la Commission, par M. Maulion: MM. Maurice Viollette et Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'agriculture*. Rejet, au scrutin. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Marcel Donon: retrait. Amendement de M. Victor Boret: retrait. Amendement de M. Cochard: MM. Cochard et Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'agriculture*. Retrait. Adoption du 5^e alinéa modifié. 6^e et 7^e alinéas: adoption. 8^e alinéa: MM. Alexandre Israël, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Henry Chéron, Marcel Donon, *Rapporteur*, et Eugène Milliès-Lacroix. Adoption. Sur l'article: MM. Cuttoli, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Marcel Donon, *Rapporteur*, et Duroux. Adoption de l'ensemble de l'art. 1^{er}. Art. 2: Amendement de M. Marcel Ré-

gnier: MM. Marcel Régnier et Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Observations de MM. François-Saint-Maur et Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption de l'art. 2 modifié. Art. 3: MM. Cassez et Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption des deux premiers alinéas. Amendement de M. Victor Boret: retrait. 3^e alinéa: M. Abel Lefèvre. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption du 4^e alinéa modifié. Adoption de l'art. 3 modifié. Art. 4: adoption. Art. 5: MM. Gaston Japy, Babaud-Lacroze et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Amendement de M. Chapsal et plusieurs de ses collègues: M. Chapsal. Retrait. Amendement de M. Marcel Régnier: retrait. Adoption de l'article. Art. 6 supprimé. Art. 7: Amendement de MM. de Monti de Rézé et Leblanc: MM. de Monti de Rézé, Marcel Donon, *Rapporteur*; Delhoume, Paul Laffont, Provost-Dumarchais et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Rejet. Amendement de M. Tournan et plusieurs de ses collègues: MM. Tournan et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Rejet. Adoption de l'art. 7. Art. 8: adoption. Art. 9 supprimé. Art. 10: Amendement de M. Victor Boret: M. Victor Boret. Adoption. Adoption de l'art. 10 modifié. Art. 11: adoption. Art. 12: Amendement de M. Victor Boret: MM. Victor Boret et Marcel Donon, *Rapporteur*. Réservé. Art. 12 réservé. Art. 13: adoption. Amendement de MM. Marcel Donon et Gaston Carrère (disposition additionnelle): M. Marcel Donon. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'art. 13 modifié. Art. 14: adoption. Art. 14 bis: Amendement de MM. Victor Boret et plusieurs de ses collègues: MM. Victor Boret et Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Observations de MM. Chapsal, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption de l'art. 14 bis modifié. Art. 15: Amendement de M. Marcel Régnier: retrait. Adoption de l'article. Art. 16: Observations de M. Lamoureux, *Ministre du Budget*. Demande de disjonction de l'article, par M. Marcel Régnier: MM. Marcel Donon, *Rapporteur*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Beaumont. Adoption. Art. 17: adoption. Art. 17 bis: MM. Lamoureux, *Ministre du Budget*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Marcel Donon, *Rapporteur*. Réservé. Art. 18 et 19: adoption. Adoption de l'art. 20 modifié. Art. 21: MM. Jovelet et Marcel Donon, *Rapporteur*. Réservé. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [28 juin], p. 1482. — Suite de la discussion des articles. Art. 17 bis (nouveau) précédemment réservé: Amendement de MM. Marcel Donon et Gaston Carrère: MM. Marcel Donon, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Cassez, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Victor Boret. Adoption (devenant l'art. 17 bis). Art. 21: 1^{er} amendement de M. Jovelet: MM. Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Marcel Donon, *Rapporteur*. 1^{re} partie de l'amendement non recevable. 2^e partie de l'amendement: M. Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. 3^e alinéa: 2^e amendement de M. Jovelet: adoption. Adoption de l'ensemble de l'art. 21 modifié. Art. 22: Amendement de M. Marcel Régnier: MM. Marcel Régnier, Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption de l'amendement jusqu'au 5^e inclus. 6^e de l'amendement de M. Marcel Régnier et art. 22 réservé. Amendement de M. Marcel Régnier (art. nouveau 22 bis): MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général*; Lamoureux, *Ministre du Budget*; Marcel Donon, *Rapporteur*, et Joseph Caillaux. Retrait. Adoption de l'art.

22 précédemment réservé. Art. 23: M. Duroux. Adoption. Art. 24: adoption. Art. 25: 1^{er} amendement de M. Marcel Régnier: MM. Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*, et Marcel Régnier, *Rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. 2^e amendement de M. Marcel Régnier (suppression du dernier alinéa): MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'art. 25 modifié. Art. 26: Amendement de M. Marcel Régnier: MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général*, et Cassez. Adoption. Adoption de l'art. 26 modifié. Art. 27: Observations de M. le Président sur deux alinéas non recevables de l'article: MM. Marcel Donon, *Rapporteur*; Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Cassez. Amendement de M. Marcel Régnier. Adoption de la 1^{re} partie de l'amendement; retrait de la 2^e partie. Amendement de M. Tournan et plusieurs de ses collègues: M. Tournan. Adoption. Adoption de l'art. 27 modifié. Amendement de M. Marcel Régnier (art. nouveau 27 bis): MM. Joseph Caillaux *Président de la Commission des finances*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Marcel Donon, *Rapporteur*; Cassez et Damecour. Rejet. Art. 28 à 30: adoption. Art. 31: Amendement de MM. Cuttoli et Duroux: MM. Duroux, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption (devenant l'art. 31). Art. 32: Amendement de M. Victor Boret: MM. Victor Boret et Marcel Donon, *Rapporteur*. Rejet. Art. 32 supprimé. Art. 12 précédemment réservé: Amendement de M. Victor Boret: MM. Victor Boret et Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'art. 12). Sur l'ensemble: MM. Reboul, Connevot, François-Saint-Maur, Paul Laffont et Provost-Dumarchais. Adoption de l'ensemble du projet de loi [29 juin], p. 1512. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 454. Urgence déclarée [4 juillet], p. 1605. — M. Marcel Donon dépose le rapport, N° 480 [5 juillet], p. 1629. — M. Marcel Régnier dépose l'avis de la Commission des finances, N° 481 [5 juillet], p. 1632. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Donon. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*. Discussion des articles: Art. 1^{er}: MM. Dauthy et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption des quatre premiers alinéas. 5^e alinéa: Amendement de M. Jean Philip: M. Jean Philip. Retrait. Amendement de M. Hachette: MM. Hachette, Jean Philip et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Réservé. 5^e alinéa réservé. 6^e alinéa: Amendement de M. Marcel Régnier: MM. Marcel Régnier, Marcel Donon, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Henry Chéron, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Eugène Milliès-Lacroix et James Hennessy. Adoption. En conséquence, adoption du 7^e alinéa. Amendement de M. Hachette précédemment réservé: MM. Victor Boret et Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. En conséquence, adoption des 5^e et 6^e alinéas. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'art. 1^{er}. Observation de M. Marcel Donon, *Rapporteur*.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [6 juillet], p. 1682. — Suite de la discussion des articles: Amendement de M. Victor Boret (art. nouveau 1 bis): MM. Victor Boret, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Henri Roy. Retrait. Observations de MM. Neuville, Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Maurice Viollette. Art. 2: Amendement de M. Marcel Régnier: MM. Henri Roy, Marcel Donon, *Rapporteur*, et Cassez. Adoption de l'amendement modifié. En conséquence, adoption des deux premiers alinéas. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'art. 2. Art. 2 bis (nouveau): adoption. Art. 3: M. Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Art. 4 à 6 précédemment adoptés. Art. 7: MM. Victor Boret, Cassez et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'article modifié. Art. 8 précédemment adopté. Art. 9: M. Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Art. 10: adoption. Art. 11: Amendement de M. Viollette: MM. Maurice Viollette, Marcel Donon, *Rapporteur*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Hervev. Rejet. Adoption de l'art. 11. Art. 12 à 14: adoption. Art. 15: M. Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Art. 16 à 19: adoption. Art. 20: MM. Maurice Viollette et Marcel Donon, *Rapporteur*. Réservé. Art. 21: Demande de suppression du 6^e alinéa, par M. Marcel Régnier: M. Borgeot. Adoption. Adoption de l'art. 21. Observations de MM. Cassez et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Art. 22 précédemment adopté. Amendements (art. nouveau 22 bis): 1^{er} de M. Marcel Régnier; 2^e de M. Joseph Faure et plusieurs de ses collègues: MM. Henri Roy, Alexandre Israël, Maurice Viollette, Joseph Faure, Marcel Donon, *Rapporteur*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Cassez et Laudier. Retrait de l'amendement de M. Joseph Faure. Scrutin sur l'amendement modifié de M. Marcel Régnier. Pointage. Art. 23 à 25: adoption. Art. 26: MM. Veysière et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Amendement de M. Marcel Régnier: MM. Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Maurice Viollette, Henri Roy, Gaston Japy, Rio, Borgeot et Duroux. Rejet. Amendement de M. Borgeot et plusieurs de ses collègues: MM. Borgeot, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Duroux. Retrait. Adoption de l'art. 26. Art. 27, 28 et 29 précédemment adoptés. Art. 30: M. Duroux. Adoption. Art. 31: adoption. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de M. Marcel Régnier (art. nouveau 22 bis). Adoption. Adoption de l'art. 20 précédemment réservé. Sur l'ensemble: MM. Auguste Mounié et Laudier. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 1702. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 542. Urgence déclarée [7 juillet], p. 1754. — M. Marcel Donon dépose et lit le rapport, N° 545. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er} et 20: adoption. Art. 26: MM. Borgeot, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Duroux et Rio. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 juillet], p. 1765. — Prolongation: Loi du 10 juillet 1933 (*J. O.* des 10 et 11 juillet, p. 7198; rectificatif: *J. O.* du 13 juillet 1933, p. 7317).

Revalorisation des prix. — Voir Résolutions (PROPOSITIONS DE), N° 19.

BLES ET FARINES (Stock de). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1932, d'un crédit de 1.723.000 fr. pour subvenir aux dépenses nécessitées par la constitution et l'entretien des stocks de blé et de farine prévus par la loi du 30 avril 1930. Renvoi à la Commission des finances, N° 232 [7 avril], p. 712. — M. Chauveau dépose le rapport, N° 359 [13 juin], p. 1337. — Discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [16 juin], p. 1371. — Promulgation: Loi du 17 juin 1933 (*J. O.* du 18 juin 1933, p. 6334).

BLES INDIGENES (Prime d'encouragement à l'emploi des). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre de l'Agriculture à allouer des primes, dans la limite de 20 millions de francs, en vue d'encourager l'emploi des blés indigènes pour des usages autres que l'alimentation humaine et la fabrication de l'alcool. Renvoi à la Commission des finances, N° 231 [7 avril], p. 712. — M. Chauveau dépose le rapport, N° 238 [11 avril], p. 739. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'Agriculture [11 avril], p. 740. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Chauveau, *Rapporteur*. Avis de la Commission de l'Agriculture, par M. Joseph Faure, N° 252. Suite de la discussion générale: MM. Veysière, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et François-Saint-Maur. Discussion des articles: Art. 1^{er}: MM. Cassez et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Art. 2 à 5: Adoption. Amendement (disposition additionnelle à l'art. 5) de MM. Donon et Cassez: M. Marcel Donon. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'art. 5. Amendement (article additionnel) de M. Valadier et de plusieurs de ses collègues: MM. Borgeot, François-Saint-Maur, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Maurice Viollette, Hervey, Jean Valadier et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption, au scrutin (devenant l'art. 6). Explication de vote: M. François-Saint-Maur. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [11 avril], p. 740. — Promulgation: Loi du 14 avril 1933 (*J. O.* du 15 avril 1933, p. 3870).

BOIS AUTRICHIENS (Arrangement entre la France et l'Autriche concernant le traitement préférentiel des). — Voir ARRANGEMENT.

BOISSONS FABRIQUEES AVEC DES FRUITS SECHES (Importation en Nouvelle-Calédonie). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 23 juin 1932 portant approbation de la délibération du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, en date du 4 décembre 1931, tendant à prohiber, sous la dénomination de vins, l'importation dans cette colonie des boissons fabriquées avec des raisins secs, des figues, des dattes et autres produits analogues. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 241 [11 avril], p. 739. — M. Léonus Bénard dépose le rapport, N° 302 [8 mai], p. 844. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1649. — Promulgation: Loi

du 5 août 1933 (*J. O.* du 19 août 1933, p. 8910).

BOVIDES (Prophylaxie de la tuberculose des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes (N° 652, année 1932). — M. Beaumont dépose le rapport, N° 31 [31 janvier], p. 110. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [7 mars], p. 440. — M. Veysière dépose l'avis de la Commission de législation, N° 345 [9 juin], p. 1320. — Discussion. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Beaumont, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Veysière, *Rapporteur de la Commission de législation*; Raymond Martin et Eugène Milliès-Lacroix. Vote du passage à la discussion des articles. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [30 juin], p. 1580. — M. Marcel Régner dépose l'avis de la Commission des finances, N° 447 [4 juillet], p. 1606. — Suite de la discussion. Discussion des articles: Art. 1^{er}: Amendement de M. Néron: MM. Edouard Néron, Beaumont, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*, et Fernand Merlin, *Président de la Commission de l'Hygiène*. Rejet. Sur l'article: MM. Chassaing, Beaumont, *Rapporteur*; Anatole Manceau et Raymond Martin. Adoption du 1^{er} alinéa. Observation de M. Beaumont, *Rapporteur*. Nouvelle rédaction de la Commission pour l'art. 1^{er}: Amendement de M. Marcel Régner: MM. Marcel Régner, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Beaumont, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Eugène Milliès-Lacroix. Retrait. Adoption du 2^e alinéa. Adoption des autres alinéas et de l'ensemble de l'art. 1^{er}. Art. 2: Amendement de M. Barthou et plusieurs de ses collègues. Adoption. Adoption du 1^{er} alinéa modifié. 2^e à 5^e alinéa: adoption. 6^e alinéa: Amendement de M. Barthou et plusieurs de ses collègues. Adoption. Adoption du 6^e alinéa modifié. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'art. 2 modifié. Art. 3 précédemment adopté. Art. 4: M. Léon Bérard. Adoption des 3 premiers alinéas. 4^e alinéa: Amendement de M. Veysière et plusieurs de ses collègues: MM. Veysière, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Beaumont, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*. Adoption. En conséquence, suppression du 4^e alinéa. 5^e alinéa: Amendement de M. Barthou et plusieurs de ses collègues: MM. Eugène Milliès-Lacroix et Beaumont, *Rapporteur*. Adoption. En conséquence, suppression du 5^e alinéa. Observations de MM. Eugène Milliès-Lacroix et Beaumont, *Rapporteur*. Adoption du 6^e alinéa modifié. Sur l'article: MM. Fernand Merlin, *Président de la Commission de l'Hygiène*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Beaumont, *Rapporteur*. Adoption de l'ensemble de l'art. 4. Art. 5: Amendement de M. Veysière et plusieurs de ses collègues: adoption. En conséquence, suppression de l'art. 5. Art. 6: Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa. Amendement de M. Veysière et plusieurs de ses collègues: adoption. En conséquence, suppression du 2^e alinéa. 3^e alinéa: Amendement de M. Barthou et plusieurs de ses collègues: adoption. Adoption du 3^e alinéa modifié. 4^e alinéa: Amendement de M. Barthou et plusieurs de ses collègues: adoption. Adoption du 4^e alinéa modifié. Adoption du 5^e alinéa et de

l'ensemble de l'art. 6. Amendement de M. Veysière et plusieurs de ses collègues (art. nouveau 6 bis). Adoption. Amendement de M. Manceau. Non soutenu. Art. 7 et 8: adoption. Art. 9 précédemment adopté. Observation de M. Beaumont, *Rapporteur*. Art. 10: adoption. Art. 11 et 12 précédemment adoptés. Art. 13: M. Beaumont, *Rapporteur*. Adoption. Art. 14 précédemment adopté. Art. 15 et 16: adoption. Art. 17: Amendement de M. Marcel Régner: M. Beaumont, *Rapporteur*. Adoption. Adoption du 1^{er} alinéa modifié. 2^e alinéa: Amendement de M. Marcel Régner: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Adoption. Adoption du 2^e alinéa modifié. Adoption de l'ensemble de l'art. 17 modifié. Art. 18: adoption. Amendement de M. Barthou et plusieurs de ses collègues: MM. Eugène Milliès-Lacroix, Beaumont, *Rapporteur*, et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Art. 19 et 20 précédemment adoptés. Amendement de M. d'Andlau et plusieurs de ses collègues (art. additionnel 21): MM. d'Andlau, Beaumont, *Rapporteur*, et Boussard, *Inspecteur général des Services vétérinaires, Commissaire du Gouvernement*. Reprise de la discussion du projet de loi relatif à la tuberculose des bovidés. Nouvelle rédaction, par la Commission, de l'article additionnel 21. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [4 juillet], p. 1606, 1621. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1933 (*J. O.* du 9 juillet 1933, p. 7142; *Errata: J. O.* du 29 juillet 1933, p. 8007).

BREVETS D'INVENTION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, sur les brevets d'invention (N° 724, année 1931). — M. Marcel Plaisant dépose, au nom de la Commission du commerce, un deuxième rapport, N° 55 [14 février] p. 150.

BRIGNOGAN (Commune de) (Finistère). — Dépôt d'un projet de loi tendant à distraire de la commune de Ploumécourt-Trez (Finistère) la section de Brignogan pour l'ériger en commune distincte. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 122 [7 mars], p. 441. — M. Coyard dépose le rapport, N° 205 [30 mars], p. 622. — Discussion. Adoption des articles du projet de loi [6 avril], p. 694.

BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE 1933. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'exercice 1933. Renvoi à la Commission des finances, N° 259 [2 mai], p. 767. — Dépôt, par M. Marcel Régner, du rapport général, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'exercice 1933, N° 200. Dépôts des rapports: 1^o de M. Marcel Régner sur le Budget général de l'exercice 1933 (Finances), N° 261; 2^o de M. Lisbonne sur le Budget général de l'exercice 1933 (Justice, services judiciaires), N° 262; 3^o de M. Lisbonne sur le Budget général de l'exercice 1933 (Justice, services pénitentiaires), N° 263; 4^o de M. Henry Bérenger sur le Budget général de l'exercice 1933 (Affaires étrangères), N° 264; 5^o de M. Schrameck sur le budget général de l'exercice 1933 (Intérieur), N° 265; 6^o de M. Emile Sari sur le Budget général de l'exercice 1933 (Guerre et défense des territoires d'outre-mer), N° 266; 7^o de M. Farjou sur le Budget général de l'exercice 1933 (Marine militaire),

N° 267; 8° de M. le général Hirschauer sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Air), N° 268; 9° de M. Jean Philip sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Education nationale et éducation physique), N° 269; 10° de M. Manuel Fourcade sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Beaux-Arts), N° 270; 11° de M. Cuminal sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Enseignement technique), N° 271; 12° de M. François Milan sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Travaux publics), N° 272; 13° de M. A. de La Grange sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Forces hydrauliques, distribution d'énergie électrique et mines), N° 273; 14° de M. Jean Valadier sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Chemins de fer), N° 274; 15° de M. André Lebert sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Régions libérées), N° 275; 16° de M. Tournan sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Commerce), N° 276; 17° de M. Chauveau sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Agriculture), N° 277; 18° de M. le général Stuhl sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Colonies), N° 278; 19° de M. Edmond Cavillon sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Travail et Prévoyance sociale), N° 279; 20° de M. Babaud-Lacroze sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Pensions), N° 280; 21° de M. Pierre Robert sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Postes, Télégraphes et Téléphones), N° 281; 22° de M. Charabot sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Marine marchande), N° 282; 23° de M. Anatole Manseau sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Santé publique), N° 283; 24° de M. Guy de Wendel sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Poudres et salpêtres), N° 284; 25° de M. Alfred Brard sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Monnaies et Médailles), N° 285; 26° de M. Lucien Voillin sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Imprimerie nationale), N° 286; 27° de M. François-Saint-Maur sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Légion d'honneur), N° 287; 28° de M. Cuminal sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Ecole centrale des arts et manufactures), N° 288; 29° de M. Pierre-Robert sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Caisse nationale d'épargne), N° 289; 30° de M. Hervey sur le Budget général de l'Exercice 1933 (Services d'Alsace et de Lorraine), N° 290 [2 mai], p. 768. — Discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er}: Etat A: **Affaires étrangères**: MM. Henry Bérenger, *Rapporteur*; Ecard, Marcel Plaisant, René Héry, Gautherot et Paul-Boncour, *Ministre des Affaires étrangères*. Chap. 1^{er} à 37: adoption. Chap. 37 bis et 37 ter: adoption. Chap. 38 à 44: adoption. Chap. 45 à 47: mémoire. Chap. 48 et 49: adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [4 mai], p. 780. — Suite de la discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er} (suite). Suite de l'état A. **Monnaies et médailles**: Chap. 1^{er} à 12: adoption. Chap. 13: mémoire. Chap. 14: adoption. Chap. 15 à 17: mémoire. Chap. 18: adoption. **Finances**: Chap. 1^{er} (Rentés perpétuelles): MM. Desjardins, Marcel Régnier, *Rapporteur général*; Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Chap. 2 à 30: adoption. Chap. 31: mémoire. Chap. 32 à 35: adoption. Chap. 36 à 38: réservés. Chap. 39 à 40: adoption. Chap. 41: réservé. Chap. 42 à 48: adoption. Chap. 49: réservé. Chap. 50: adoption. Chap. 51 (Retraites de l'Imprimerie nationale): amendement de M. Lucien Voillin: MM. Betoulle, Marcel Régnier, *Rapporteur général*; Lamoureux, *Ministre du Budget*. Retrait. Adoption du chap. 51.

Chap. 52 à 57: adoption. Chap. 58 (Dépenses du Sénat): M. J. Loubet. Adoption. Chap. 59 à 104: adoption. Chap. 105 à 107: mémoire. Chap. 108 et 109: adoption. Chap. 110: mémoire. Chap. 111: adoption. Chap. 112: mémoire. Chap. 113 à 135: adoption. Chap. 136: mémoire. Chap. 137 à 144: adoption. Chap. 145 (Traitements du personnel de l'administration des contributions indirectes): MM. Lamoureux, *Ministre du Budget*; Marcel Régnier, *Rapporteur général*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 146 à 164: adoption. Chap. 165: mémoire. Chap. 166 à 173: adoption. Observations de MM. Gaston Carrère, Blondeaux, *Commissaire du Gouvernement*; François Milan, Léon Perrier, Lucien Voillin et Lamoureux, *Ministre du Budget*. **Air**: MM. le Général Hirschauer, *Rapporteur*; le Général Bourgeois, Pierre Cot, *Ministre de l'Air*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Chap. 1^{er}: adoption. Chap. 2 à 7: adoption. Chap. 8 (Missions à l'étranger): MM. le Général Hirschauer, *Rapporteur*; Pierre Cot, *Ministre de l'Air*, et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption. Chap. 9: adoption. Chap. 10 (Aviation sanitaire): Amendement de M. Chassaing: MM. Chassaing, Marcel Régnier, *Rapporteur général*, et Pierre Cot, *Ministre de l'Air*. Retrait. Adoption du chap. 10. Chap. 11 à 14: Adoption. Chap. 15 (Aérodromes): M. le Général Hirschauer, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 16 à 18: adoption. Chap. 18 bis (Fonctionnement des lignes antérieurement exploitées par l'Aéropostale): MM. Jean Odin et Pierre Cot, *Ministre de l'Air*. Adoption. Chap. 18 bis: MM. Jean Odin, Pierre Cot, *Ministre de l'Air*. Adoption. Chap. 19 (Entraînement des pilotes civils): MM. le Général Hirschauer, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 20 et 21: adoption. Chap. 22 (Personnel technique de l'aéronautique): MM. le Général Hirschauer, *Rapporteur*, et Pierre Cot, *Ministre de l'Air*. Adoption. Chap. 23 à 28: adoption. Chap. 29 (Travaux et installations): MM. Connevot, Pierre Cot, *Ministre de l'Air*, et le Général Hirschauer. Adoption. Chap. 30 à 32: adoption. Chap. 33 (Ecoles): MM. Jean Odin et Pierre Cot, *Ministre de l'Air*. Adoption. Chap. 34 à 42: adoption. Chap. 43 (Matériel divers): MM. Pierre Cot, *Ministre de l'Air*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 44 à 45 bis: adoption. Chap. 46 (Carburants): MM. Pierre Cot, *Ministre de l'Air*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 47 à 53: adoption. Chap. 54 à 57: adoption. Chap. 58 à 78: adoption. Chap. 79 à 81: mémoire. Chap. 82 à 100: adoption. Chap. 101 à 103: mémoire. Chap. 104 à 120: adoption. Chap. 121 à 123: mémoire. Chap. 124 à 129: adoption. Chap. 130 à 132: mémoire. Chap. A: mémoire. Chap. B: adoption. Chap. C et D: mémoire. **Colonies**: MM. le Général Stuhl, *Rapporteur*; Gautherot, le Général Bourgeois, Albert Sarraut, *Ministre des Colonies*. Chap. 1^{er} à 27 bis: adoption. Chap. 28 (protectoat des îles Wallis): MM. Albert Sarraut et le Général Stuhl, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 29 à 68: adoption. Chap. 69 à 72: mémoire. **Enseignement technique**: M. Cuminal, *Rapporteur*. Chap. 1^{er} à 13: adoption. Chap. 14: réservé. Chap. 13 à 40: adoption. Chap. 41 à 43: mémoire. **Ecole centrale des arts et manufactures**: MM. Gaston Menier, de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*, et François-Saint-Maur. Chap. 1^{er} à 4: adoption. **Légion d'honneur**: M. François-Saint-Maur, *Rapporteur*. Chap. 1^{er} à 17: adoption. Chap. 18: mémoire. Chap. 19 à 22: adoption. Chap. 23 et 24: mémoire. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [5 mai], p. 808. —

Suite de la discussion. Art. 1^{er} (suite): Suite de l'état A: **Marine militaire**: MM. Farjon, *Rapporteur*; Bergeon, Rio, *Président de la Commission de la marine*, et Georges Leygues, *Ministre de la Marine*. Chap. 1^{er} à 3: Adoption. Chap. 4 (Personnels en service à Paris): MM. Rio, *Président de la Commission de la marine*; Marcel Régnier, *Rapporteur général*; Georges Leygues, *Ministre de la Marine*, et Farjon, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 5 à 12 bis: adoption. Chap. 13 (Frais de réception à l'occasion de missions officielles): MM. Rio, *Président de la Commission de la marine*, et Georges Leygues, *Ministre de la Marine*. Adoption. Chap. 14 à 47: adoption. Chap. A à G: adoption. Chap. H (Artillerie navale. Salaires): MM. Lucien Voillin et Farjon, *Rapporteur*. Adoption. Chap. I à O: adoption. Chap. R à U: mémoire. **Santé publique**: MM. Emile Sari, *Rapporteur*; Hervey, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; François-Saint-Maur et Auguste Mounié, MM. Fernand Merlin, *Président de la Commission de l'hygiène*; Raymond Martin et Charles Daniélou, *Ministre de la Santé publique*. Chap. 1^{er} à 15 bis: adoption. Chap. 16 (Construction d'habitations à bon marché): MM. François-Saint-Maur, Camille Rebourg et Charles Daniélou, *Ministre de la Santé publique*. Adoption. Chap. 16 bis, 16 ter et 17: adoption. Chap. 18: mémoire. Chap. 19 à 21: adoption. Chap. 22: mémoire. Chap. 23 à 31: adoption. Chap. 32 (Assistance médicale gratuite): M. François-Saint-Maur. Adoption. Chap. 33: adoption. Chap. 34: réservé. Chap. 35 à 44: adoption. Chap. 45: mémoire. Chap. 46 à 49: adoption. Chap. 50 (supprimé par la Commission) (Subventions à des œuvres antialcooliques): Demande de rétablissement du chapitre par M. Fernand Merlin: MM. Fernand Merlin, *Président de la Commission de l'hygiène*; Emile Sari, *Rapporteur*; Paul Strauss, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Hervey et Charles Daniélou, *Ministre de la Santé publique*. Chap. 50: réservé. Chap. 51 à 62: adoption. Chap. 63: mémoire. Chap. 64 à 67: adoption. Chap. 68 (Etablissement thermal d'Aix-les-Bains): MM. François-Saint-Maur et Daniélou, *Ministre de la Santé publique*. Adoption. Chap. 69 à 71 ter: adoption. Chap. 72 à 74: mémoire. **Imprimerie nationale**: Chap. 1^{er} à 15: adoption. Chap. 16 et 17: mémoire. Chap. 18: adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [8 mai], p. 844. — Suite de la discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Art. 1^{er} (suite): Suite de l'état A: **Service des poudres**: M. Guy de Wendel, *Rapporteur*. Chap. 1^{er} à 8: adoption. Chap. 9: mémoire. Chap. 10 à 16: adoption. Chap. 17 à 21: mémoire. Chap. 22 et 23: adoption. Chap. 24 à 29: mémoire. Chap. 30 (Bâtiments affectés à l'exploitation industrielle): Amendement de M. le Général Stuhl: MM. le général Stuhl, Louis Tissier, Babaud-Lacroze, Boivin-Champeaux, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Guy de Wendel, *Rapporteur*; Jean Taurines, Guinand, *Secrétaire général du Ministère de la Guerre*, Commissaire du Gouvernement, et Blanchard, *Directeur du Service des Poudres*, *Commissaire du Gouvernement*. Retrait. Adoption du chap. 30. Chap. 31 et 32: adoption. Chap. 33 et 34: mémoire. Chap. 35 et 36: adoption. Chap. 37 et 38: mémoire. Suspension et reprise de la séance. **Pensions**: MM. Babaud-Lacroze, *Rapporteur*; le Général Hirschauer et Miellet, *Ministre des Pensions*. Chap. 1^{er} à 13: adoption. Chap. 14: réservé. Chap. 15 à 26: adoption. Chap. 27 à 29: mémoire. **Chemins**

de fer (Budget des Travaux publics): M. Jean Valadier, *Rapporteur*. Chap. 26 à 36: adoption. Chap. 41: adoption. Chap. 51: adoption. Chap. 53 bis: adoption. Chap. 106 à 112: adoption. Chap. 113 (études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat): MM. Chassaing et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption. Chap. 115 à 120: adoption. Observations de MM. Jean Valladier et Lamoureux, *Ministre du Budget*. **Travaux publics:** MM. François Milan, *Rapporteur du Budget des Travaux publics*; A. de La Grange, *Rapporteur spécial pour les forces hydrauliques et les mines*; Fernand David, Yves Le Trocquer, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Lefas, Paganon, *Ministre des Travaux publics*, et François-Saint-Maur. Chap. 1^{er} à 25: adoption. Chap. 37 à 40: adoption. Chap. 42 à 50: adoption. Chap. 52: mémoire. Chap. 53: adoption. Chap. 54 à 62: adoption. Chap. 63: (carte géologique de la France), M. A. de La Grange. Adoption. Chap. 64 et 65: adoption. Chap. 66 à 68: mémoire. Chap. 69 (entretien des routes et ponts): MM. Rio et Paganon, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chap. 70 (routes et ponts classés dans la voirie nationale): M. Connevoit. Adoption. Chap. 71 à 74: adoption. Chap. 75: mémoire. Chap. 76 à 81: adoption. Chap. 82 (voies de navigation intérieure): MM. le Comte de Blois, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Paganon, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chap. 83: adoption. Chap. 84: mémoire. Chap. 85 (assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche): MM. Léon Perrier et Paganon, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chap. 86: mémoire. Chap. 87 à 100: adoption. Chap. 101: mémoire. Chap. 102 et 103: adoption. Chap. 104: mémoire. Chap. 105: adoption. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [9 mai], p. 868. — Suite de la discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Art. 1^{er} (suite) de l'état A. **Agriculture:** MM. Edouard Néron, d'Andlau et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Chap. 1^{er} (Traitements du Ministre et du personnel de l'administration centrale): Amendement de M. Manuel Fourcade et plusieurs de ses collègues; MM. Manuel Fourcade, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Chauveau, *Rapporteur*; Garrigou, Joseph Faure et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Retrait. Adoption du chap. 1^{er}. Chap. 2 et 3: adoption. Chap. 4 (Mérite agricole et médailles agricoles): MM. Hayaux et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Chap. 5: mémoire. Chap. 6 à 18: adoption. Chap. 19 (encouragements à l'Agriculture): Amendement de MM. Chassaing, Malsang et Marrou: MM. Chassaing et Chauveau, *Rapporteur*. Retrait. Adoption du chap. 19. Chap. 20 à 23: adoption. Chap. 24 à 26: réservés. Chap. 27: mémoire. Chap. 28 à 32 ter: adoption. Chap. 33 (constitution d'un stock de sûreté de blé et de farine): Amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon, Chauveau, *Rapporteur*; Marcel Régnier, *Rapporteur général*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Hervey et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Amendement pris en considération et renvoyé à la Commission des finances. En conséquence, chap. 33 réservé. Chap. 33 bis, 34 à 38: adoption. Chap. 38 bis (Subventions à la caisse de solidarité contre les calamités agricoles): MM. Joseph Faure, François-Saint-Maur, Marcel Donon, Chassaing, Gadaud, Charles Dumont et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Chap. 39 à 43: adoption. Chap. 44 (Traitements du personnel des services sanitaires vétérinaires): Amendement de M. Beaumont: MM. Beaumont et Queuille,

Ministre de l'Agriculture. Retrait. Adoption du chap. 44. Chap. 45 à 54: adoption. Chap. 55 (Personnel des haras): amendements: 1^o de M. Yves Le Trocquer; 2^o de M. Boivin-Champeaux et plusieurs de ses collègues. MM. le Comte d'Harcourt, Boivin-Champeaux, Chauveau, *Rapporteur*; Marcel Régnier, *Rapporteur général*; Fernand David, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; le marquis de Ludre et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Rejet. Adoption du chap. 55. Chap. 56 à 61: adoption. Chap. 62 et 63: mémoire. Chap. 64 à 69: adoption. Chap. 70 (Etudes de travaux d'hydraulique, de génie rural et d'électrification des campagnes): MM. Albert Mahieu et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Chap. 71 à 80: adoption. Chap. 81 à 85: mémoire. Chap. 86 à 106 et dernier: adoption. **Marine marchande:** MM. Charabot, *Rapporteur*; Rio, *Président de la Commission de la marine*; Gasnier-Duparc et Eugène Frot, *Ministre de la Marine marchande*. Chap. 1^{er} (Traitements du personnel de l'administration centrale): MM. Rio, *Président de la Commission de la marine*; Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption. Chap. 2 et 3: adoption. Chap. 4 (Administrateurs de l'inscription maritime): M. Farjon. Adoption. Chap. 5: adoption. Chap. 6 (Personnels des écoles nationales de navigation maritime): M. Rio, *Président de la Commission de la marine*, et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Chap. 7 à 19: adoption. Chap. 20 (Fonctionnement de l'enseignement maritime): MM. Rio, *Président de la Commission de la marine*; Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Charabot, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 21 à 28: adoption. Chap. 29 (Encouragement à l'industrie des grandes pêches maritimes): amendement de M. Gasnier-Duparc: MM. Gasnier-Duparc, Charabot, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Retrait. Adoption du chap. 29. Chap. 30 (Subventions aux œuvres de mutualité intéressant la pêche): amendement de M. Rio: MM. Rio, *Président de la Commission de la marine*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Eugène Frot, *Ministre de la Marine marchande*. Adoption. En conséquence, adoption du chap. 30 modifié. Chap. 31 (Frais de contrôle des caisses régionales de crédit maritime mutuel): amendement de M. Rio: MM. Rio, *Président de la Commission de la marine*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. En conséquence, adoption du chap. 31 modifié. Chap. 32 à 38: adoption. Chap. 39: réservé. Chap. 40 à 43 et dernier: mémoire. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [10 mai], p. 896. — Suite de la discussion. Art. 1^{er} (suite): suite de l'état A: **Régions libérées:** MM. André Lebert, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Henry Merlin, *Président de la Commission de l'administration*. Chap. 1^{er} et 2: adoption. Chap. 3: mémoire. Chap. 4 à 9: adoption. Chap. 10: mémoire. Chap. 11 à 23: adoption. Chap. 24 à 27: mémoire. **Intérieur:** MM. Edouard Néron, Schrameck, *Rapporteur*; Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*; François-Saint-Maur, Louis Linyer et le Général Stuhl. Chap. 1^{er} à 8: adoption. Chap. 9 (Traitements des fonctionnaires administratifs des départements): MM. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'administration*; Schrameck, *Rapporteur*; Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*, et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption. Chap. 10: adoption. Chap. 11 (Majorations de traite-

ments des fonctionnaires administratifs des départements): MM. Schrameck, *Rapporteur*, et Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chap. 12 (Administration préfectorale): MM. Schrameck, *Rapporteur*, et Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chap. 13: adoption. Chap. 14 à 18: adoption. Chap. 19 (Sûreté générale. Personnel): MM. Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*, et Schrameck, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 20 et 21: adoption. Chap. 22 (Sûreté générale. Matériel): MM. Desjardins et Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chap. 23 à 31: adoption. Chap. 32: réservé. Chap. 33 à 35: adoption. Chap. 36 (Subventions aux départements et subvention exceptionnelle au département de la Corse): MM. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'administration*; Le Gorgeu, Louis Linyer et Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chap. 37 (Subventions aux départements pour l'achèvement des chemins vicinaux): MM. Chassaing et Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chap. 38: adoption. Chap. 39 (Classement dans la grande vicinalité des chemins de petite vicinalité): Amendement de M. Coucoureux: MM. Coucoureux, Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*, et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption. En conséquence, adoption du chap. 39. Chap. 40: adoption. Chap. 41 (Participation de l'Etat aux dépenses de la défense contre l'incendie): MM. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'administration*; Schrameck, *Rapporteur*, et Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chap. 42 (Responsabilité civile des communes): MM. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*, et Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chap. 43: mémoire. Chap. 44: adoption. Chap. 45 (Dépenses du comité supérieur de l'aménagement de la région parisienne): Amendement de M. Mounié: MM. Auguste Mounié, Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*; Schrameck, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. En conséquence, adoption du chap. 45. Chap. 46 à 53: adoption. Chap. 54: mémoire. Chap. 55 à 63: mémoire. Chap. 64 à 69: mémoire. Chap. 70 à 82: adoption. Chap. 83 et 84 et dernier: mémoire. **Commerce et Industrie:** MM. Tournan, *Rapporteur*; Edouard Néron, Gasnier-Duparc et Louis Serre, *Ministre du Commerce*. Chap. 1^{er} à 16: adoption. Chap. 17: mémoire. Chap. 18 à 21: adoption. Chap. 22 (Office national des matières premières utilisées en droguerie): Amendement de MM. Chassaing, Malsang et Marrou: MM. Chassaing, Charabot et Tournan, *Rapporteur*. Rejet. Adoption du chap. 22. Chap. 23 à 32: adoption. Chap. 33 à 37 et dernier: mémoire. **Travail et Prévoyance sociale:** MM. Edmond Cavillon, *Rapporteur*; Betoulle, Charles Dumont et Louis Linyer. MM. Auguste Mounié, Le Gorgeu, François - Saint - Maur, Albert Mahieu, Fèvre, Connevoit et François Albert, *Ministre du Travail*. Chap. 1^{er} à 5: adoption. Chap. 6 (Contrôle général des assurances sociales): MM. François Albert, *Ministre du Travail*, et Edmond Cavillon, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 7 à 12: adoption. Chap. 13 (Dépenses de fonctionnement des Conseils et Commissions): MM. François Albert, *Ministre du Travail*, et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption. Chap. 14 à 22: adoption. Chap. 23 (Services de la main-d'œuvre): M. Fernand Merlin. Adoption. Chap. 24 à 32: adoption. Chap. 33: mémoire. Chap. 34 et 35: adoption. Chap. 36: réservé. Chap. 37:

adoption. Chap. 38 et 39: mémoire. Chap. 40: adoption. Chap. 41: mémoire. Chap. 42 à 56: adoption. Chap. 57 et 58: mémoire. Chap. 59 à 65: adoption. Chap. 66 à 68: mémoire. Chap. 69 à 75: adoption. Chap. 76 et 77 et dernier: mémoire. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [11 mai], p. 924. — Suite de la discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Art. 1^{er} (suite). Suite de l'état A: **Education nationale**: MM. Jean Philip, *Rapporteur*; Gautherot, Fernand Merlin, *Président de la Commission de l'Hygiène*; Auguste Mounié, Jossot, *Président de la Commission de l'Enseignement*; le Général Bourgeois, Cadot, Alexandre Bachelet, Henry Merlin, de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*, et le Comte de Blois, Chap. 1^{er}: adoption. Chap. 2 (Services généraux de l'administration centrale): MM. Desjardins et de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 3 et 4: adoption. Chap. 5 (Archives nationales. Personnel): MM. Lefas et de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 6: adoption. Chap. 7: (Archives nationales. Matériel): MM. André Bonmorat, Jean Philip, *Rapporteur*; Marcel Régner, *Rapporteur général*, et de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 8 à 40: adoption. Chap. 41 (Ecole des chartes. Indemnités): Amendement de M. Dentu: MM. Dentu et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Rejet, au scrutin. Adoption du chap. 41. Chap. 42 à 49: adoption. Chap. 50 (Muséum d'histoire naturelle): MM. Henri Laudier et de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 51 à 64: adoption. Chap. 65 (Réunion des bibliothèques nationales de Paris): Amendement de M. Dentu: MM. Dentu et Jean Philip, *Rapporteur*. Retrait. Adoption du chap. 65. Chap. 66 et 67: adoption. Chap. 68 (Bibliothèques municipales): Amendement de M. Dentu: MM. Dentu et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Adoption du chap. 68. Chap. 69 à 72: adoption. Chap. 73 (Recherches scientifiques): Amendement de MM. Jossot et Cuminat: MM. Jossot, *Président de la Commission de l'Enseignement*; Louis Tissier, Jean Philip, *Rapporteur*, et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Rejet. Adoption du chap. 73. Chap. 74 à 77: adoption. Chap. 78: réservé. Chap. 79 (Frais généraux de l'enseignement secondaire): MM. Henri Laudier et de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 80: adoption. Chap. 81: réservé. Chap. 82 à 85: adoption. Chap. 86 à 88: réservés. Chap. 89 à 100: adoption. Chap. 101 (Musée pédagogique. Traitements): Amendement de M. Voillin: MM. Lucien Voillin et Jean Philip, *Rapporteur*. Rejet. Adoption du chap. 101. Chap. 102: adoption. Chap. 103 (Musée pédagogique. Matériel): M. Betoulle. Adoption. Chap. 104 et 104 bis: adoption. Chap. 105 (Ecole normale supérieure d'enseignement primaire de Fontenay-aux-Roses): Amendement de M. Bachelet: MM. Alexandre Bachelet, Jean Philip, *Rapporteur*; Lamoureux, *Ministre du Budget*; Jossot, *Président de la Commission de l'Enseignement*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*. Retrait. Adoption du chap. 105. Chap. 106 et 106 bis: adoption. Chap. 107 (Ecole normale supérieure d'enseignement primaire de Saint-Cloud): Amendement de M. Bachelet: M. Alexandre Bachelet. Retrait. Adoption du chap. 107. Chap. 108 et 108 bis: adoption. Chap. 109 (Ecoles normales primaires): Amendement de M. Bachelet: MM. Alexandre Bachelet et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Adoption du chap. 109. Chap. 110 (Ecoles normales primaires): M. Jossot,

Président de la Commission de l'Enseignement. Adoption. Chap. 111 à 114: adoption. Chap. 115 (Ecoles primaires élémentaires): MM. de Monti de Rezé, Henri Laudier, de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*, et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Chap. 116 à 123: adoption. Chap. 124 (Subventions aux communes pour les caisses des écoles): MM. Jossot, *Président de la Commission de l'Enseignement*; de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 125 (Service des constructions scolaires de l'enseignement primaire): MM. Daniel-Vincent et de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 126 à 131: adoption. Observations de MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Chap. 132 (Office national pour le service des allocations aux pupilles de la nation): MM. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*; François-Saint-Maur, le marquis de Ludre, de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*, et Raynaldy. Amendement de M. Thoumyre: MM. Robert Thoumyre et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Adoption du chap. 132. Chap. 133 à 141: adoption. Chap. 142 à 144: mémoire. Chap. 145 à 147: adoption. Chap. 148 (Enseignement supérieur): MM. Pflieger et Guy La Chambre, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*. Adoption. Chap. 149 à 154: adoption. Chap. 155: réservé. Chap. 156 à 182: adoption. Chap. 183 et 184 et dernier: mémoire. **Education physique**: Chap. 1^{er} (Traitements du sous-secrétaire d'Etat et du personnel de l'administration centrale): MM. François-Saint-Maur et Ducos, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 2 à 11: adoption. Chap. 12 à 14 et dernier: mémoire. **Postes, Télégraphes et Téléphones**: MM. Pierre-Robert, *Rapporteur*; Paul Laffont et Laurent Eynac, *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones*. Chap. 1^{er} et 1^{er} bis: adoption. Chap. 2 (Personnel des services extérieurs): MM. Lamoureux, *Ministre du Budget*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Laurent Eynac, *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones*, et Pierre-Robert, *Rapporteur*. Adoption (nouveau chiffre de la Commission). Chap. 3 (Personnel auxiliaire temporaire des services extérieurs): MM. Laurent Eynac, *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones*, et Pierre-Robert, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 4: adoption. Chap. 5 (nouveau chiffre de la commission): adoption. Chap. 6 à 12: adoption. Chap. 13 (nouveau chiffre de la Commission): adoption. Chap. 14 à 22: adoption. Chap. 23 et 24: mémoire. Chap. 25: adoption. Chap. 26: mémoire. Chap. 27: adoption. Chap. 28: réservé. Chap. 29: mémoire. Chap. 30 à 37: adoption. Chap. 38 (Travaux complémentaires de premier établissement. Matériel télégraphique et téléphonique): MM. le Comte de Blois et Laurent Eynac, *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones*. Adoption. Chap. 39 (Travaux complémentaires de premier établissement. Travaux d'extension): MM. Laurent Eynac, *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Adoption. Chap. 40 et 41: adoption. Chap. 42 et 43: mémoire. Chap. 44 et dernier: adoption. **Caisse nationale d'épargne**: Chap. 1^{er} à 11: adoption. Chap. 12 à 14: mémoire. Chap. 15: adoption. **Justice. Services judiciaires**: MM. Lisbonne, *Rapporteur*; Léon Bérard, Manuel Fourcade et Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*. Chap. 1^{er} à 10: adop-

tion. Chap. 11: réservé. Chap. 12 à 27: adoption. Chap. 28 à 30 et dernier: mémoire. **Justice. Services pénitentiaires**. Chap. 1^{er} à 3: adoption. Chap. 4 (Services extérieurs. Personnel): M. Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chap. 5 à 10: adoption. Chap. 11 (Ouvriers libres temporaires des établissements pénitentiaires): MM. Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*, et Lisbonne, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 12 à 25: adoption. Chap. 26 à 28: mémoire. Chap. 29 et dernier: adoption. **Guerre**: MM. Emile Sari, *Rapporteur*; le général Bourgeois, Lucien Voillin, Hachette, Edouard Daladier, *Président du Conseil*, *Ministre de la Guerre*. Chap. 1^{er} à 50: adoption. Chap. 51 (nouveau chiffre de la Commission). Adoption. Chap. 52 à 65: adoption. Chap. 66 à 69: mémoire. Chap. 70 à 85: adoption. Chap. 86 à 88: mémoire. Chap. 89 à 95: adoption. Chap. 96 et 97: mémoire. Chap. A à K: adoption. Chap. L et M: mémoire. Chap. N à Z: adoption. Chap. AB: adoption. Chap. AC et AD et dernier: mémoire. **Service des territoires d'outre-mer**: Chap. 1^{er} à 38: adoption. Chap. 39 à 41: mémoire. Chap. 42 à 72: adoption. Chap. 73 à 75: mémoire. Chap. 76 à 78: adoption. Chap. 79 et 80: mémoire. Chap. 81 à 95: adoption. Chap. 96 à 98 et dernier: mémoire. **Beaux-Arts**: MM. Manuel Fourcade, *Rapporteur*; André Morizet et de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*. Chap. 1^{er} à 8: adoption. Chap. 9: réservé. Chap. 10 et 11: adoption. Chap. 12: réservé. Chap. 13 à 26: adoption. Chap. 27: réservé. Chap. 28 à 51: adoption. Chap. 52 (Monuments historiques appartenant à l'Etat): MM. le Comte de Blois et de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 53 à 74: adoption. Chap. 75 à 77: mémoire [12 mai], p. 965. — **Loi de finances**: Vote sur l'ensemble de l'article 1^{er} réservé. Discussion générale: MM. Raynaldy, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; René Héry, Georges Bonnet, *Ministre des Finances*; Edouard Néron, Desjardins, Gaston Menier et Henry Chéron. Renvoi à la suite de la discussion à la prochaine séance [15 mai], p. 1025. — Suite de la discussion: Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. **Loi de finances**: Suite de la discussion générale: MM. Robert Thoumyre, Marcel Régner, *Rapporteur général*, et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Suspension et reprise de la séance. Reprise de la discussion du Budget de 1933. Suite de la discussion générale: M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [16 mai], p. 1049. — Suite de la discussion: **Loi de finances**: Suite de la discussion générale: MM. Camille Rebol, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*; Curral et Georges Bonnet, *Ministre des Finances*. Clôture de la discussion générale. Examen de chapitres réservés du budget des dépenses. **Santé publique**: Chap. 50 (Subventions à des institutions de bienfaisance): Amendement de M. Strauss et plusieurs de ses collègues: MM. Paul Strauss et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Rejet. Adoption du chap. 50 (nouvelle rédaction). **Beaux-Arts**: Chap. 9 (Ecole nationale supérieure des beaux-arts). Amendements de M. Savignol et plusieurs de ses collègues: MM. Savignol et Manuel Fourcade, *Rapporteur du budget des beaux-arts*. Retrait. Adoption du chap. 9 modifié. Chap. 12 (Ecole nationale supérieure des arts décoratifs). Adoption du chap. 12 modifié. Chap. 27 (Conservatoire national de musique et de déclamation). Adoption du chap. 27 modifié. **Loi de finances**: Art. 1^{er} précédemment ré-

servé. Art. 2 à 12: adoption. Art. 13 et 14: réservés. Art. 15 à 18, 20 à 23: adoption. Art. 23 bis. Amendement de M. Tissier: M. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Disjonction de l'art. 23 bis. Art. 24: adoption. Art. 25: M. Rio, *Président de la Commission de la Marine*. Article réservé. Art. 26: MM. Jean Philip, *Rapporteur du Budget de l'Education nationale*; François-Saint-Maur, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Suite de l'art. 26: MM. Desjardins, Anatole de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*; le Comte Louis de Blois, Léon Bérard et Gautherot. Adoption du début du 1^{er} alinéa de l'art. 26. Amendement de M. Desjardins à la fin du 1^{er} alinéa de l'article 26: M. Desjardins. Rejet. Adoption de la fin du 1^{er} alinéa de l'art. 26. Amendement de M. Lefas (disposition additionnelle au 1^{er} alinéa) soumis à la prise en considération: MM. Lefas, Marcel Régner, *Rapporteur général*; Anatole de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*, et Jossot, *Président de la Commission de l'Enseignement*. Rejet. Amendement de MM. Patizel et Henry Merlin (disposition additionnelle au 1^{er} alinéa): M. Patizel. Adoption. Adoption de l'ensemble du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa de l'art. 26: Amendement (disposition additionnelle) de M. Millès-Lacroix: MM. Daraignez et Anatole de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*. Retrait. Adoption du 2^e alinéa de l'art. 26. Adoption de l'ensemble de l'art. 26. **Education nationale**: Chapitres réservés précédemment: Chap. 78 (Lycées de garçons): adoption. Chap. 81 (Traitements des fonctionnaires et professeurs des collèges communaux de garçons): adoption. Chap. 86 (Lycées et cours secondaires de jeunes filles): adoption. Chap. 87 (Traitements des fonctionnaires et professeurs des collèges communaux de jeunes filles): adoption. Chap. 88 (Subventions aux villes et aux sociétés): adoption. Chap. 155 (Subventions pour insuffisance de recettes des lycées nationaux): adoption. **Loi de finances** (suite): Amendement de M. Morizet (article additionnel à l'art. 26): M. André Morizet. Retrait. Art. 26 bis et 26 ter: adoption. Amendement de MM. Boivin-Champeaux, le général Bourgeois et Mounié (article additionnel 26 quater): MM. Boivin-Champeaux et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Disjonction et renvoi à la Commission de l'administration générale. Art. 25 précédemment réservé: Amendement de M. Martin-Binachon: MM. Martin - Binachon, Henri Roy, Louis Tissier et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Disjonction. Art. 27: Adoption. Amendement de M. Paul Jourdain (article additionnel 27 A): M. Paul Jourdain. Adoption. Amendement de M. Voilin et de plusieurs de ses collègues (art. 27 bis de la Chambre): MM. Lucien Voilin, Marcel Régner, *Rapporteur général*, et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Disjonction. Amendement de M. Mounié et de plusieurs de ses collègues (art. 27 ter de la Chambre): MM. Auguste Mounié, Marcel Régner, *Rapporteur général*; Lucien Voilin et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Disjonction au scrutin. **Santé publique**: Chap. 34 réservé précédemment (Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables): adoption. **Loi de finances** (suite): Amendement de M. Léon Perrier (art. 28 de la Chambre): MM. Léon Perrier, le général Stuhl, *Rapporteur du Budget des colonies*; Dauthy, Albert Sarraut, *Ministre des colonies*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Hervev. Disjonction. Art. 29, 29 bis (nouveau), 30 et 30 bis (nouveau): adoption. **Ministère de**

l'Agriculture: Chap. 33 réservé précédemment (Dépenses nécessitées par l'application de la loi sur la constitution d'un stock de sûreté de blé): Amendement de M. Donon et de plusieurs de ses collègues: M. Marcel Donon. Retrait. Adoption du chap. 33. **Loi de finances** (suite): Art. 31: adoption. Amendement de M. Sari (article additionnel 31 bis): MM. Emile Sari, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Louis Linyer. Disjonction et renvoi à la Commission de législation civile et criminelle. Amendement de MM. Henry Chéron et Léon Perrier (article additionnel 31 ter): MM. Henry Chéron, François-Saint-Maur, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Coucoureux, Babaud-Lacroze, Léon Perrier, James Hennessy, Henri Laudier et Henry Chéron. Disjonction et renvoi à la Commission de l'administration générale et, pour avis, à la Commission des finances. Art. 32: adoption. Art. 33: MM. Chassaing et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Art. 34: adoption. **Intérieur**: Chap. 32 précédemment réservé (Subvention à la ville de Paris pour la police municipale): adoption. **Loi de finances** (suite): Art. 35 à 47: adoption. Art. 48 (de la Chambre): rejet. **Enseignement technique**: Chap. 14 précédemment réservé (Ecoles pratiques de commerce et d'industrie): adoption. **Loi de finances** (suite): Art. 49: M. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Réservé. Art. 50 à 56: adoption. Art. 57: Amendement de MM. Fernand David, Joseph Faure et plusieurs de leurs collègues; non soutenu. Observations de M. Marcel Régner, *Rapporteur général*. Adoption de l'art. 57. Art. 58: M. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Amendement de M. Cassez: M. Cassez. Adoption. Adoption de l'art. 58 modifié. Art. 59, 61, 63 à 67: adoption. Art. 68: Amendement de M. Odin non recevable. Observation de M. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption de l'art. 68. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [17 mai], p. 1070. — Suite de la discussion. **Loi de finances** (suite): Art. 69. Adoption des deux premiers alinéas. Amendement de M. Justin Godart à la fin du 2^e alinéa: MM. Justin Godart, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Betoulle et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Rejet. Adoption des trois derniers alinéas. Adoption de l'ensemble de l'art. 69. Amendement de M. Guillemot (art. additionnel 69 bis): MM. Guillemot, Marcel Régner, *Rapporteur général*, et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Retrait. Art. 70. Amendement (disjonction de l'article) de M. Desjardins: MM. Desjardins, James Hennessy, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Henry Merlin, François Milan et François-Saint-Maur. Rejet. Adoption de l'art. 70. Amendement de MM. Louis Martin et Lesaché (art. additionnel 70 bis): MM. Louis Martin et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Rejet. Art. 49 précédemment réservé: MM. Connexot, Marcel Régner, *Rapporteur général*, A. de La Grange, Lucien Voilin et Pierre Cot, *Ministre de l'Air*. Adoption de l'art. 49 modifié. Art. 71: MM. Lefas, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Anatole Manceau. Adoption. Art. 72: MM. J. Loubet, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Disjonction. Art. 73: Amendement de M. Hachette (disjonction des art. 73 à 79 inclus). Amendement de M. Coucoureux (disjonction des art. 73 à 79 inclus). Amendement de MM. Tanguy, Renaudot, Leblanc, Brunet, Bergeon et Damecour (disjonction des art. 73, 74 et 75): MM. Ha-

chette, Tanguy, Coucoureux, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; J. Loubet et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption des amendements (vote de la disjonction des art. 73 à 79 inclus). Amendement de M. Justin Godart (art. 79 bis): non soutenu. Art. 80: adoption. Art. 81: amendement (disjonction de l'article) de M. Coucoureux. Amendement (disjonction de l'article) de M. Jean Bose: MM. Coucoureux, Marcel Régner, *Rapporteur général*; Jean Bose, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; le comte Louis de Blois, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Babaud-Lacroze et Abel Lefèvre. Rejet, au scrutin, des amendements. Adoption de l'art. 81. Amendement de M. Edouard Néron (art. 81 bis): MM. Edouard Néron, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Art. 93: amendement (disjonction de l'article) de M. Coucoureux. Amendement (disjonction de l'article) de M. Jean Bose: MM. Coucoureux, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Jean Bose. Retrait des amendements. Adoption de l'art. 93. Art. 95: adoption. Art. 96: MM. Henri Laudier et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Joyelet: MM. Joyelet et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Retrait. Art. 97: MM. Henri Laudier, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Abel Lefèvre, Neuville et Lesaché. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Bazille: MM. Gaston Bazille et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Retrait. Art. 98: adoption. Art. 99: Amendement (suppression de l'article) de M. Justin Godart: MM. Justin Godart, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Fernand Merlin, Marcel Régner, *Rapporteur général*, et Bender. Rejet. Adoption de l'art. 99. Art. 99 bis: amendement (suppression de l'article) de M. Justin Godart: retrait. Adoption de l'art. 99 bis. Art. 100 et 101: adoption. Art. 102: MM. Hervev et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Amendement (article additionnel 102 bis) de M. Ammand Calmel et un grand nombre de ses collègues: MM. Ammand Calmel, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Hervev. Adoption, au scrutin. Art. 103 à 108: adoption. Art. 109: amendement de MM. Albert Mahieu et Edmond Cavillon (soumis à la prise en considération): MM. Albert Mahieu, Edmond Cavillon, Charles Duanont, Laurent-Eynac, *Ministre des Postes*, et Pierre Robert, *Rapporteur du Budget des postes*. Rejet. Adoption de l'art. 109. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [18 mai], p. 1110. — Suite de la discussion. **Loi de finances** (suite): Art. 118 A: adoption des deux premiers alinéas. Amendement (disposition additionnelle au 2^e alinéa) de M. le Général Bourgeois et plusieurs de ses collègues: MM. le Général Bourgeois, le Comte Louis de Blois, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Tournan, Hervev, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Henri Laudier et Edouard Daladier, *Président du Conseil*, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Amendement (disposition additionnelle au 2^e alinéa) de M. Rio et plusieurs de ses collègues: MM. Rio, *Président de la Commission de la marine*; Marcel Régner, *Rapporteur général*. Adoption. Amendement (disposition additionnelle au 2^e alinéa) de MM. Laudier, Betoulle et plusieurs de leurs collègues, soumis à la prise en considération: MM. Henri Laudier et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Rejet. Amendement, sur le 3^e alinéa, de MM. Millès-Lacroix, Daraignez et Lourties: MM.

Eugène Millières-Lacroix et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Disjonction et renvoi à la Commission des finances. Adoption du 3^e alinéa. Amendement (disposition additionnelle au 3^e alinéa) de M. Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Marcel Régner, *Rapporteur général*, et Gallet. Retrait. Adoption du 4^e alinéa. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'art. 118 A. Art. 133: adoption. Art. 134: Amendement (disjonction de l'article) de M. Bénazet et plusieurs de ses collègues: MM. Paul Bénazet, Edouard Daladier, *Président du Conseil*, *Ministre de la Guerre*, et le Comte Louis de Blois. Retrait. Amendement de M. François-Saint-Maur au 1^{er} alinéa: MM. François-Saint-Maur, Edouard Daladier, *Président du Conseil*, *Ministre de la Guerre*. Rejet. Amendement de M. de Ludre au 1^{er} alinéa: M. de Ludre. Retrait. Adoption de l'art. 134. Art. 135, 136 et 137: adoption. Art. 138: Amendements (disjonction de l'article) de MM. le Général Stuhl et Armbruster et de M. Paul Bénazet et plusieurs de ses collègues: MM. le Général Stuhl, Paul Bénazet, le Général Hirschauer, Edouard Daladier, *Président du Conseil*, *Ministre de la Guerre*, et Daniel-Vincent. Rejet, au scrutin, des amendements. Amendement de M. Le Moignic (nouvelle rédaction de l'article): MM. Le Moignic et Edouard Daladier, *Président du Conseil*, *Ministre de la Guerre*. Rejet. Amendement de MM. Jacquy, Hachette et Desjardins: MM. Jean Jacquy et Edouard Daladier, *Président du Conseil*, *Ministre de la Guerre*. Retrait. Amendement de MM. Le Gorgeu, Calmel et Portmann: M. Le Gorgeu. Retrait. Adoption de l'art. 138. Amendement (article additionnel 138 bis) de MM. Le Moignic: M. Le Moignic. Retrait. Amendement (article additionnel 138 ter) de MM. Le Moignic et Le Gorgeu. Retrait. Art. 139: Amendement (disjonction de l'article) de MM. le général Stuhl et Armbruster: M. le général Stuhl. Rejet. Adoption des deux premiers alinéas. Amendement de M. Le Trocquer au dernier alinéa: M. Yves Le Trocquer. Rejet. Adoption du dernier alinéa. Adoption de l'ensemble de l'art. 139. Art. 140 et 141: adoption. Art. 110: Amendement de M. Tissier au 1^{er} alinéa: MM. Louis Tissier, Pierre-Robert, *Rapporteur du Budget des postes*; Laurent Eynac, *Ministre des Postes*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Thoumyre. Rejet. Adoption des cinq premiers alinéas. Amendement de MM. Lancien, Gallet et plusieurs de leurs collègues au 6^e alinéa. Amendement de M. Bose au 6^e alinéa. MM. Lancien, Jean Bose et Pierre-Robert, *Rapporteur du Budget des postes*. Adoption de l'amendement de M. Lancien, auquel se rallie M. Bose. Adoption du 6^e alinéa modifié. Adoption de l'ensemble de l'art. 110 modifié. Art. 111: adoption. Art. 112: Amendement de M. Voilin et plusieurs de ses collègues: MM. Lucien Voilin, François-Saint-Maur et le général Stuhl. Adoption, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Portmann au 3^e alinéa: MM. Georges Portmann et Pierre-Robert, *Rapporteur du Budget des postes*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'art. 112 modifié. Art. 113 et 114: adoption. Art. 115: M. Lancien. Amendement de MM. Mahieu et de La Grange: MM. Albert Mahieu et Laurent Eynac, *Ministre des Postes*. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. Tissier: M. Louis Tissier. Retrait. Adoption du premier alinéa de l'article. Amendement de M. Lancien et plusieurs de ses collègues au dernier alinéa: MM. Lancien, Pierre-Robert, *Rapporteur du Budget des postes*, et Albert Mahieu. Retrait. Nouveau texte de la Commission des finances: adoption.

Adoption de l'ensemble de l'art. 115 (nouvelle rédaction). Art. 115 bis: adoption. Amendement (article additionnel 115 ter) de MM. Hervey et Henry Chéron: M. Hervey. Adoption. Art. 116 (Monopole d'importation et du raffinage du pétrole): Amendement (rétablissement du texte de la Chambre) de MM. Tissier, Lancien et Veysière. Amendement (rétablissement du texte de la Chambre) de M. Voilin et plusieurs de ses collègues: MM. Louis Tissier, Camille Reboul, Joseph Faure et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Art. 116 (suite): MM. Henri Roy, Camille Reboul et Connevot. Disjonction, au scrutin, de l'article. Art. 117: adoption. Art. 118: Amendement de MM. Le Gorgeu, Bachelet et Louis Martin: MM. Le Gorgeu, Marcel Régner, *Rapporteur général*; Alexandre Bachelet et Louis Martin. Disjonction de l'article. Art. 118 B: MM. Albert Peyronnet et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Art. 118 bis: Amendement de MM. Valadier, Louis Barthou et plusieurs de leurs collègues: M. Lisbonne. Adoption de l'art. 118 bis. Art. 131: Amendement (disjonction de l'article) de MM. Vallier et René Besnard: MM. Vallier, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; Lisbonne, *Rapporteur du Budget de la justice*; Louis Martin, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Adoption de l'article 131. **Justice (Services judiciaires)**. Chap. 11 réservé précédemment (Tribunaux de première instance. Personnel. Traitements): adoption. **Postes, télégraphes et téléphones**. Chap. 28 réservé précédemment (Versements au fonds de réserve): adoption. Suspension et reprise de la séance. **Loi de finances**. Art. 120: Amendement de MM. Monsservin, Coucoureux et Desjardins: MM. Desjardins et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'art. 120 modifié. Amendement (article additionnel 120 bis) de M. Le Gorgeu et plusieurs de ses collègues: M. Le Gorgeu. Adoption de l'amendement (art. 120 bis). Amendement (article additionnel 120 ter) de M. Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Marcel Régner, *Rapporteur général*; Gallet et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Retrait. Art. 122: adoption. Art. 122 A: Amendement (rejet de l'article) de M. Louis Martin. Amendement (disjonction de l'article) de M. Thoumyre. MM. Louis Martin, Robert Thoumyre, Marcel Régner, *Rapporteur général*; Paul Strauss, Louis Tissier. Adoption de l'amendement de M. Louis Martin (suppression de l'article 122 A). Art. 122 bis: Amendement (disjonction de l'article) de M. Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Marcel Régner, *Rapporteur général*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Labrousse. Retrait. Adoption des art. 122 bis à 122 decies (texte de la Chambre). Adoption de l'art. 122 undecies (texte de la Chambre modifié). Art. 125 bis: Amendement (suppression de l'article) de M. Justin Godart: MM. Justin Godart, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Amendement (rétablissement du texte de la Chambre) de M. Thoumyre: MM. Robert Thoumyre et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Adoption de l'article 125 bis modifié. Art. 125 ter: disjonction. Art. 126: Amendement (rétablissement du texte de la Chambre) de M. Voilin et plusieurs de ses collègues: MM. Lucien Voilin, Marcel Régner, *Rapporteur général*; Connevot, Delthil, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Henry

Merlin et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Rejet, au scrutin. Adoption du texte de la Commission. Amendement (disjonction additionnelle) de M. Philip: adoption. Adoption de l'art. 126 modifié. Art. 128: Amendement (disjonction de l'article) de M. Laudier et plusieurs de ses collègues: MM. Henri Laudier, Marcel Régner, *Rapporteur général*, et Paul Strauss. Retrait. Disjonction de l'art. 128. Art. 129 bis: adoption. **Travail**: Chap. 36 réservé précédemment (Subventions aux sociétés de secours mutuels): adoption. Art. 129 ter et 132. Adoption. Art. 143: Amendement de MM. Le Trocquer et le général Hirschauer: M. Yves Le Trocquer. Adoption. Adoption de l'art. 143 modifié. Amendement (article additionnel 143 bis) de M. Tissier: M. Louis Tissier. Disjonction et renvoi à la Commission des finances. Art. 147: adoption. **Agriculture**: Chap. 24 réservé précédemment (Encouragements à la culture du lin): Amendement de MM. Le Trocquer et Cavillon: M. Yves Le Trocquer. Adoption. **Loi de finances (suite)**: Art. 148: adoption. **Agriculture**: Chap. 25 réservé précédemment (Encouragements à la culture du chanvre): Amendement de MM. Louis Linnyer et Cavillon: M. Edmond Cavillon. Adoption. **Loi de finances (suite)**: Art. 149: adoption. **Agriculture**: Chap. 26 réservé précédemment (Primes à la culture de l'olivier): M. Louis Martin. Adoption. **Loi de finances (suite)**: Art. 149 bis (nouveau): Amendement de M. Bazile et un grand nombre de ses collègues. Disjonction de l'article et renvoi à la commission de l'agriculture. Art. 149 ter (nouveau): adoption. Amendement (article additionnel 149 quater, quinques et sexes) de M. Lugol et plusieurs de ses collègues: MM. Lugol, Marcel Régner, *Rapporteur général*, Edmond Cavillon et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption des art. 149 quater et 149 quinques. Art. 149 sexes: MM. Lugol, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Retrait de l'amendement. Art. 150: adoption. **Marine marchande**: Chap. 39 réservé précédemment (Subvention à l'établissement national des invalides de la marine). Adoption. **Loi de finances (suite)**: Art. 151: adoption. Art. 151 A (nouveau): Amendement (disjonction de l'article) de M. Taurines: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*; Jean Taurines, Marcel Régner, *Rapporteur général*; Henry Chéron, Gautherot, Marcel Michel, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Bruguière. Disjonction, au scrutin. Art. 151 bis: Amendement (disjonction de l'article) de M. Taurines: M. Jean Taurines. Disjonction de l'article. **Pensions**: Chap. 14 réservé précédemment (Retraite du combattant): adoption. **Loi de finances (suite)**: Art. 152 et 153: adoption. **Finances**: Chap. 36 réservé précédemment (Pensions diverses): adoption. Chap. 37 réservé précédemment (Pensions militaires): adoption. Chap. 38 réservé précédemment (Pensions civiles): adoption. Chap. 41 réservé précédemment (Majorations pour titulaires ayant élevé jusqu'à l'âge de seize ans un nombre d'enfants égal ou supérieur à trois): adoption. Chap. 49 réservé précédemment (Pensions d'invalidité): adoption. MM. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. **Loi de finances (suite)**: MM. Marcel Régner, *Rapporteur général*, et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Art. 1^{er} (réservé): adoption. Art. 13 et 14 (réservés): adoption. MM. James Hennessy et Edouard Daladier, *Président du conseil*, *Ministre de la Guerre*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [19 mai], p. 1151. — Dépôt d'un projet de loi,

adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1933. Renvoi à la Commission des Finances, N° 320 [26 mai], p. 1221. — M. Marcel Régner dépose le rapport, N° 324. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Marcel Régner, *Rapporteur général*; Lémery, Georges Bonnet, *Ministre des Finances*; Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Louis Michel, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*, et James Hennessy. Discussion des articles: Art. 1^{er}: Etat A (chapitres modifiés par la Chambre des Députés): **Finances**: Chap. 2 et 29: adoption. Chap. 36, 37, 38 et 41: réservés. Chap. 53 bis, 72, 88 bis: adoption. Chap. 133: adoption du chapitre modifié. Chap. 137 à 139: adoption. Chap. 143, 144, 145, 146, 150 et 163: adoption des chapitres modifiés. **Services judiciaires**: Chap. 1^{er}: adoption. **Services pénitentiaires**: Chap. 4: adoption. **Affaires étrangères**: Chap. 1^{er}: adoption. Chap. 3: adoption du chapitre modifié. Chap. 4, 14, 22 et 38: adoption. **Intérieur**: Chap. 9 (Traitements des fonctionnaires administratifs des départements): M. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Chap. 10, 19, 21: adoption des chapitres modifiés. Chap. 22 (Sûreté générale. Matériel): MM. Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Marcel Régner, *rapporteur général*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 45: adoption. **Guerre**: Chap. 1^{er}, 39 et 40: adoption des chapitres modifiés. **Marine militaire**: Chap. H (Artillerie navale): MM. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Adoption du chapitre modifié. **Education nationale**: Chap. 7: adoption. Chap. 23 (Examens et concours de l'enseignement supérieur): MM. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 27, 41, 65 et 73: adoption des chapitres modifiés. Chap. 77 (Frais généraux de l'enseignement secondaire): M. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Chap. 121 (Frais généraux de l'enseignement primaire): M. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Chap. 132: réservé. Chap. 138: adoption du chapitre modifié. **Enseignement technique**: Chap. 1^{er}: adoption du chapitre modifié. Chap. 14: réservé. Chap. 28: adoption du chapitre modifié. **Beaux-Arts**: Chap. 9, 12 et 27: adoption des chapitres modifiés. Chap. 30: adoption. Chap. 34, 45 et 63: adoption des chapitres modifiés. **Air**: Chap. 9 et 10: adoption des chapitres modifiés. Chap. 19: adoption. Chap. 20: (Contrôle des entreprises subventionnées): MM. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 23, 29, 43 et 46: adoption des chapitres modifiés. Chap. 93: adoption. Chap. 94: adoption du chapitre modifié. **Travail et Prévoyance sociale**: Chap. 6 (Contrôle général des assurances sociales): MM. François-Albert, *Ministre du Travail*, et Edmond Cavillon, *Rapporteur*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 13 et 17: adoption des chapitres modifiés. Chap. 42: réservé. **Santé publique**: Chap. 15 bis (Allocations aux familles dont les soutiens sont appelés sous les drapeaux): MM. Charles Daniélou, *Ministre de la Santé publique*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 16: adoption du chapitre modifié. Chap. 16 bis (Construction de maisons à bon marché): MM. Paul Strauss, Marcel Régner, *Rapporteur*

général; Landier et Charles Daniélou, *Ministre de la Santé publique*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 16 ter et 25: adoption des chapitres modifiés. Chap. 34: réservé. **Colonies**: Chap. 28, 29 et 30 bis: adoption. **Agriculture**: Chap. 1^{er}, 2, 6 et 11: adoption des chapitres modifiés. Chap. 19 (Encouragements à l'agriculture): Amendement de MM. Chassaing, Malsang et Marrou: MM. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Marcel Régner, *Rapporteur général*; Chassaing et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. En conséquence, adoption du chap. 19. Chap. 29 et 30: adoption des chapitres modifiés. Chap. 31 (Opérations de grainage des vers à soie): MM. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 55 (Personnel des haras): Amendement de M. Damecour et plusieurs de ses collègues: MM. Damecour, Marcel Régner, *Rapporteur général*, et James Hennessy. Adoption. En conséquence, adoption du chap. 55 modifié. Chap. 56, 57, 59 à 61, 65, 66 et 68: adoption des chapitres modifiés. **Travaux publics**: Chap. 26, 28 et 32: adoption des chapitres modifiés. Chap. 44: adoption. Chap. 46: adoption du chapitre modifié. Chap. 51: adoption. Chap. 78 et 80: adoption des chapitres modifiés. **Régions libérées**: Chap. 1^{er}, 13 et 16 bis: adoption. **Marine marchande**: Chap. 1^{er} (Personnels de l'administration centrale): MM. Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Eugène Frot, *Ministre de la Marine marchande*. Adoption. Chap. 23: adoption du chapitre modifié. Chap. 29: adoption. Chap. 30: adoption du chapitre modifié. **Pensions**: Chap. 19 et 20: adoption. **Imprimerie nationale**: Chap. 14 et 18: adoption des chapitres modifiés. **Postes, Télégraphes et Téléphones**: Chap. 2, 3, 6, 12, 17 et 19: adoption des chapitres modifiés. Chap. 26: mémoire. Chap. 28: réservé. Chap. 33, 35, 37, 38 et 40: adoption des chapitres modifiés. **Loi de finances**: Vote sur l'ensemble de l'art. 1^{er} réservé. Art. 13 et 14: réservés. Art. 21: adoption de l'article modifié. Art. 25, précédemment disjoint par le Sénat (Règles d'avancement des contrôleurs de l'administration de la marine): Amendement (reprise du texte de la Chambre) de M. Martin-Binachon: MM. Martin-Binachon et Henry Roy. Rejet. Disjonction de l'article. Art. 27 A (Assurances sociales): MM. François-Albert, *Ministre du Travail*, et Edmond Cavillon, *Rapporteur*. Disjonction. Art. 27 bis (Pensions de la caisse nationale des retraites): Amendement (reprise du texte de la Chambre) de M. Voilin et plusieurs de ses collègues: MM. Lucien Voilin et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Rejet. En conséquence, rejet de l'art. 27 bis. Chap. 42 du Travail: adoption du chapitre modifié. Chap. 27 ter: adoption. Chap. 34 de la Santé publique: adoption. Art. 28 (Droits de vote attachés aux actions de la Société des Nouvelles-Hébrides): Amendements: 1^o de M. Hervey; 2^o de M. Léon Perrier; MM. Hervey, Léon Perrier, *le général Stuhl*, *Rapporteur*; Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Lesaché. Rejet. Disjonction, au scrutin, de l'art. 28. Art. 48 (Ecoles pratiques): Amendement de M. Jossot: MM. Jossot et Cuminal. Adoption. En conséquence, adoption de l'article modifié. Chap. 44 de l'Enseignement technique: adoption du chapitre modifié. Art. 58: adoption. Proposition de la commission ayant pour objet de discuter l'art. 59 bis A avant l'art. 59 bis: adoption. Art. 59 bis A (Faculté d'émission des grands réseaux): Amendement (reprise du texte de la Chambre) de M. Voilin: MM. Lucien Voilin, Jean Valadier, *Rapporteur*; Philippoteaux, Paganon, *Ministre des Tra-*

voux publics, et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Rejet. Disjonction de l'article. Art. 59 bis: adoption de l'article modifié. Art. 59 ter: adoption. Art. 59 quater (Dispositions relatives aux chemins de fer): MM. Chassaing et Paganon, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Art. 59 quinquies: adoption. Amendement (article nouveau) de M. Chassaing: non recevable. Art. 73 à 79 (Mode de perception de l'impôt sur le revenu des créances): Demande de disjonction par MM. Tanguy et plusieurs de ses collègues: MM. Yves Tanguy et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Rejet. Art. 73: Amendement de M. Jean Bosc et MM. Jean Bosc et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 74: Amendement de M. Lesaché: MM. Lesaché et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Rejet. Amendement de M. Jean Bosc: adoption. En conséquence, adoption de l'article. Art. 75: Amendement de M. Lesaché: retrait. Adoption de l'article. Art. 76: Amendement de M. Jean Bosc: adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 77: Amendement de M. Lesaché: retrait. Amendement de M. Jean Bosc: adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 78 et 79: adoption. Observations de MM. Marcel Régner, *Rapporteur général*, et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Art. 96: adoption de l'article modifié. Amendement (reprise de l'article additionnel 102 bis précédemment adopté par le Sénat) de M. Calmel et un grand nombre de ses collègues: M. Armand Calmel. Renvoi à la Commission. Art. 107 et 110: adoption. Art. 416 (Monopole du pétrole): Amendement (reprise du texte de la Chambre) de M. Reboul et plusieurs de ses collègues: MM. Camille Reboul et Henri Roy. Rejet. Disjonction, au scrutin, de l'art. 416. Art. 118 (Majoration des pensions): Amendements (reprise du texte de la Chambre): 1^o de M. Le Gorgeu; 2^o de M. Voilin et plusieurs de ses collègues: MM. Le Gorgeu, Louis Martin, Babaud-Lacroze, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Rejet. Disjonction, au scrutin, de l'art. 118. Chap. 36 à 38 et 41 des Finances: adoption des chapitres modifiés. Art. 118 A (Réduction de 5 p. 100 sur certaines dépenses): M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Demande de suppression de l'article par M. Landier et plusieurs de ses collègues: MM. Landier et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 118 B. 120 bis et 122 undécies: adoption des articles modifiés. Art. 125 ter: adoption. Art. 126 (Marchés de guerre): Amendement de M. Voilin et plusieurs de ses collègues: MM. Lucien Voilin, Marcel Régner, *Rapporteur général*, et Henri Merlin. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article modifié. Art. 128 (Habitations à bon marché): Amendement (reprise du texte de la Chambre) de M. Landier et plusieurs de ses collègues: MM. Landier, Marcel Régner, *Rapporteur général*, et Lucien Lamoureux, *Ministre du budget*. Rejet. Disjonction de l'article. Art. 143 (Contrôle administratif du Ministère de l'Air): adoption de l'article modifié. Amendement de MM. de La Grange, Lugol et Hayez: MM. de La Grange, Appel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics*; Henry Merlin et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Chap. 132 de l'Education nationale: adoption du chapitre modifié. Chap. 28 des Postes, Télégraphes et Téléphones: adoption du chapitre modifié. Adoption des art. 1^{er}, 13 et 14. Explication de vote: M. le Comte de Blois. Observations de MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des fi-*

nances, et Edouard Daladier, *Président du Conseil, Ministre de la Guerre*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mai], p. 1230. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1933. Renvoi à la Commission des finances, N° 333 [31 mai], p. 1282. — M. Marcel Régnier dépose et donne lecture du rapport, N° 334. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}: Etat A: **Finances**: Chap. 36, 37, 38 et 41: réservés. Chap. 133: adoption. Adoption du chap. 143 modifié. Chap. 144: adoption. Adoption des chapitres 146 et 150 modifiés. Chap. 163: adoption. **Guerre**: Adoption du chap. 39 modifié. **Marine militaire**: Chap. 11: adoption. **Education nationale**: Chap. 23 et 73: adoption. Adoption du chap. 138 modifié. **Enseignement technique**: Chap. 14: réservé. Adoption du chap. 28 modifié. **Beaux-Arts**: Chap. 9, 12 et 27: Amendement de M. Savignol et plusieurs de ses collègues (rétablissement des chiffres de la Chambre): MM. Savignol et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption. En conséquence, adoption des chapitres. **Travail et Prévoyance sociale**: Chap. 6: adoption. Adoption du chapitre 13 modifié. Chap. 42: réservé. **Santé publique**: Adoption des chap. 46, 46 bis et 46 ter modifiés. **Agriculture**: Adoption des chap. 1^{er} et 2 modifiés. Chap. 65 et 66: adoption. Adoption du chap. 68 modifié. **Travaux publics**: Adoption du chap. 26 modifié. Chap. 28, 32 et 46: adoption. Adoption du chap. 80 modifié. **Postes, télégraphes et téléphones**: Adoption des chap. 2, 3, 6, 12, 17, 49, 26 et 28 modifiés. Chap. 33 et 35: adoption. Adoption des chap. 37, 38 et 40 modifiés. **Loi de finances**: Vote sur l'ensemble de l'art. 1^{er} réservé. Art. 2 bis: adoption. Art. 14: réservé. Art. 21: adoption. Art. 25, repris par la Chambre (Contrôleurs de la marine): Amendement de M. Martin-Binachon (reprise du texte de la Chambre): MM. Martin-Binachon, Henri Roy, Georges Leygues, *Ministre de la Marine*, et le comte Louis de Blois. Rejet. Disjonction, au scrutin, de l'art. 25. Art. 27 bis, repris par la Chambre (Sociétés de secours mutuels): Amendement de M. Voilin (reprise du texte de la Chambre): MM. Lucien Voilin et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Rejet. Rejet de l'art. 27 bis. **Travail**: Adoption du chap. 42 modifié. **Loi de finances** (suite): Art. 28, repris par la Chambre (Droits de vote attachés aux actions privilégiées de la Société des Nouvelles Hébrides): Amendement de M. Hervey (demande de disjonction): MM. Hervey et Albert Sarraut, *Ministre des Colonies*. Retrait. Adoption de l'article. Adoption de l'art. 48 modifié. **Enseignement technique**: Adoption du chap. 14 modifié. **Loi de finances** (suite): Art. 59 bis et 59 bis A (Dispositions relatives aux chemins de fer): M. Paganon, *Ministre des Travaux publics*. Renvoi à la commission. Art. 74: adoption. Art. 108 bis et 108 ter: adoption. Art. 116, repris par la Chambre (Monopole du pétrole): Amendement de MM. Reboul et Voilin (reprise du texte de la Chambre): MM. Camille Reboul, Henri Roy, Lucien Lamoureux, *Ministre du budget*: A. de La Grange et Edouard Daladier, *Président du Conseil, Ministre de la Guerre*. Retrait. Disjonction de l'art. 116. Art. 118, repris par la Chambre (Péréquation des pensions): Amendement de MM. Le Gorgeu, Bachelet et Louis Martin: MM. Le Gorgeu, Lucien Lamoureux, *Ministre du Bud-*

get: Marcel Régnier, *Rapporteur général*, et Alexandre Bachelet. Rejet. Amendement de M. Voilin et plusieurs de ses collègues: M. Alexandre Bachelet. Rejet. Adoption de l'art. 118 modifié. **Finances**: Adoption des chap. 36, 37, 38 et 41 modifiés. **Loi de finances** (suite): Rétablissement de l'art. 118 B. Art. 122 *undecies*: adoption. Art. 126 (Marchés de guerre): Amendement de MM. Babaud-Lacroze et plusieurs de ses collègues: MM. Lucien Voilin et Babaud-Lacroze. Adoption. En conséquence, adoption de l'art. 126. Adoption de l'art. 128 modifié. Art. 131 bis nouveau de la Chambre (Suppression du conseil de préfecture interdépartemental de Versailles): M. Henry Merlin. Renvoi à la commission de l'administration. Amendement (article additionnel) de MM. Lesaché, Jossot et Héry (soumis à la prise en considération): MM. Lesaché et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Disjonction. Art. 59 A bis (Dispositions relatives aux chemins de fer): MM. Jean Valadier, *Rapporteur du budget des chemins de fer*: Lucien Voilin, Philippoteaux, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Paganon, *Ministre des Travaux publics*. Adoption de l'article modifié. Adoption de l'art. 59 bis modifié. Observations de M. Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption des art. 1^{er} et 14 modifiés. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mai], p. 1282. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1933. Renvoi à la Commission des finances, N° 339 [31 mai], p. 1299. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport, N° 340. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}: Etat A. **Finances**: Chap. 36, 37, 38 et 41: réservés. Adoption du chap. 143 modifié. **Guerre**: adoption du chap. 39 modifié. **Education nationale**: Adoption du chap. 138 modifié. **Enseignement technique**: Chap. 14: réservé. **Travail**: Chap. 42: réservé. **Agriculture**: Adoption des chap. 1^{er} et 2 modifiés. Chap. 68: adoption. **Travaux publics**: Chap. 26: adoption. Adoption du chap. 80 modifié. **Postes, télégraphes et téléphones**: Adoption des chap. 2, 3, 6, 12, 17, 26, 28, 37, 38 et 40 modifiés. **Loi de finances**: Vote sur l'ensemble de l'art. 1^{er} réservé. Chap. 14: réservé. Art. 25, repris par la Chambre (Contrôleurs de la marine): disjonction. Art. 27 bis, repris par la Chambre (Caisse nationale des retraites): rejet. **Travail**: Adoption du chap. 42 modifié. **Loi de finances** (suite): Art. 48: adoption. **Enseignement technique**: Chap. 14: adoption. **Loi de finances** (suite): Art. 118: adoption. **Finances**: Chap. 36, 37, 38 et 41: adoption. Observations de M. Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption des art. 1^{er} et 14 modifiés. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mai], p. 1308. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, accepté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'exercice 1933. Renvoi à la Commission des finances, N° 343. M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport, N° 344. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}: Etat A: **Agriculture**: Chap. 1^{er}: MM. Labrousse, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Marcel Régnier, *Rapporteur général*, et Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 2: adoption. **Travaux publics**: Adoption du chap. 80 modifié. **Postes, Télégraphes et Téléphones**: Adoption des chap. 2 et 28 modifiés. **Travail**: Chap. 42: réservé. **Loi de finances**: Vote sur l'ensemble de l'art. 1^{er} réservé. Art. 25 (Contrôleurs de la marine): disjonction. Art. 27 bis (Caisse des retraites pour la vieillesse): adoption de l'article modifié. **Travail**: Chap. 42: M. Edmond Cavillon, *Rapporteur du Budget du travail*.

l'article modifié. Observations de M. Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption des art. 1^{er} et 14 modifiés. Sur l'ensemble: MM. Henry Chéron, Gautherot, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Marcel Régnier, *Rapporteur général*; Betoulle et le comte Louis de Blois. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mai], p. 1299. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'exercice 1933. Renvoi à la Commission des finances, N° 341 [31 mai], p. 1308. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport, N° 342. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}: Etat A: **Finances**: Chap. 36, 37, 38 et 41: réservés. **Education nationale**: Chap. 138: adoption. **Enseignement technique**: Chap. 14: réservé. **Travail**: Chap. 42: réservé. **Agriculture**: Chap. 1^{er}: Amendement de M. Labrousse: MM. Labrousse et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Rejet. Adoption du chap. 1^{er} modifié. Adoption du chap. 2 modifié. **Travaux publics**: Adoption du chap. 80 modifié. **Postes, Télégraphes et Téléphones**: Adoption du chap. 2 modifié. Chap. 3, 6, 12, 17 et 26: adoption. Adoption du chap. 28 modifié. Chap. 37: adoption. **Loi de finances**: Vote sur l'ensemble de l'art. 1^{er} réservé. Art. 14: réservé. Art. 25 (Contrôleurs de la marine): disjonction. Chap. 27 bis (Caisse nationale des retraites): rejet. **Travail**: Adoption du chap. 42 modifié. **Loi de finances** (suite): Art. 48: adoption. **Enseignement technique**: Chap. 14: adoption. **Loi de finances** (suite): Art. 118: adoption. **Finances**: Chap. 36, 37, 38 et 41: adoption. Observations de M. Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption des art. 1^{er} et 14 modifiés. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mai], p. 1308. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, accepté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'exercice 1933. Renvoi à la Commission des finances, N° 343. M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport, N° 344. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}: Etat A: **Agriculture**: Chap. 1^{er}: MM. Labrousse, Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*; Marcel Régnier, *Rapporteur général*, et Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 2: adoption. **Travaux publics**: Adoption du chap. 80 modifié. **Postes, Télégraphes et Téléphones**: Adoption des chap. 2 et 28 modifiés. **Travail**: Chap. 42: réservé. **Loi de finances**: Vote sur l'ensemble de l'art. 1^{er} réservé. Art. 25 (Contrôleurs de la marine): disjonction. Art. 27 bis (Caisse des retraites pour la vieillesse): adoption de l'article modifié. **Travail**: Chap. 42: M. Edmond Cavillon, *Rapporteur du Budget du travail*.

Adoption du chapitre modifié. **Loi de finances** (suite) : Observations de M. Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption de l'art. 1^{er} modifié. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mai], p. 1311. Promulgation : Loi du 31 mai 1933 (*J. O.* du 1^{er} juin, p. 5702; *Erratum: J. O.* du 3 juin 1933, p. 5878; *Erratum: J. O.* du 8 juin 1933, p. 6007; *Erratum: J. O.* du 15 juin 1933, p. 6238; *Erratum: J. O.* du 14 octobre 1933, p. 10558).

Loi de finances (Budget de l'Exercice 1933).

Article 1^{er}. — Crédits ouverts.

Articles 2 et 3. — Autorisation de perception.

Article 4. — Imputation en recettes du produit des reversements effectués par l'Office national des combustibles liquides à titre de frais de perception de la taxe d'importation sur les pétroles.

Article 5. — Contrôle des caisses d'épargne. — Augmentation du prélèvement sur le fonds de garantie.

Article 6. — Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux colonies.

Article 7. — Contribution des colonies aux dépenses administratives de la Caisse intercoloniale des retraites.

Article 8. — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'institut national d'agronomie coloniale.

Article 9. — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'agence générale des colonies.

Article 10. — Participation de l'Afrique occidentale française aux avances à faire par l'Etat à la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.

Article 11. — Création d'un privilège en faveur des concessionnaires de canaux d'irrigation concédés par l'Etat.

Article 12. — Rajustement du droit fixe perçu pour l'immatriculation des bateaux de rivière.

Article 13. — Autorisation d'un prélèvement sur le compte de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

Article 14. — Evaluations des voies et moyens.

Article 15. — Recettes et dépenses des budgets annexes.

Article 16. — Fonctionnement industriel du service des poudres.

Articles 17 et 18. — Autorisation d'engagement au titre de la deuxième section du budget annexe des poudres.

Article 19. — Postes, télégraphes et téléphones. — Ratification de décrets portant fixation de taxes.

Article 20. — Modification des crédits d'engagement pour les programmes votés des postes, télégraphes et téléphones.

Article 21. — Nouveau programme de travaux. — Autorisation d'engagement.

Article 22. — Montant des bons et obligations amortissables pour la couverture des dépenses de la 2^e section au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

Article 23. — Administration centrale des finances. — Maintien d'un emploi de chef de bureau et de l'emploi de chef du service d'apurement des comptes spéciaux du Trésor.

Article 24. — Prélèvement sur le produit des amendes et redevances, prévues par la loi du 4 juillet 1931, sur la viticulture, des frais de contrôle de cette loi.

Article 25. — Gratuité des études dans les établissements d'enseignement secondaire.

Article 26. — Rattachement au Ministère de l'Éducation nationale du laboratoire aérotechnique de Saint-Cyr.

Article 27. — Création d'une chaire de physique mathématique au Collège de France.

Article 28. — Extension à divers personnels des dispositions de l'article 49 de la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales.

Article 29. — Bonification aux pensions de la caisse nationale des retraites.

Article 30. — Assistances aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Modification de l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905.

Article 31. — Majoration des droits de vote attachés aux actions privilégiées de la société française des Nouvelles-Hébrides détenues par le gouvernement général de l'Indochine.

Article 32. — Report des crédits ouverts pour favoriser l'assurance contre la grêle et le fonctionnement d'une caisse de solidarité.

Article 33. — Effectif des étalons nationaux.

Article 34. — Liquidation des avances consenties par l'Etat au département de la Loire pour l'achèvement du canal d'irrigation du Forez.

Article 35. — Constitution d'un stock de blé.

Article 36. — Inscrits maritimes. — Assurances sociales. — Organisation de la Caisse nationale de répartition.

Article 37. — Nomenclature des services votés.

Article 38. — Prorogation des délais d'exécution des programmes vicinaux de 1929 et 1931.

Article 39. — Subvention à la ville de Paris pour les dépenses de la police municipale.

Article 40. — Fixation du nombre maximum, pour l'année 1933, des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité, par application de l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925.

Article 41. — Budget de la guerre. — Constructions et matériels neufs. — Autorisations d'engagement en vue de la construction des casernements destinés à la garde républicaine mobile.

Article 42. — Marchés concernant la mobilisation industrielle. — Autorisation d'engagement.

Article 43. — Fixation du montant maximum des dépenses à effectuer à l'aide des versements des corps de troupe pour l'habillement et le couchage.

Article 44. — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel.

Article 45. — Répartition, par décret, des crédits globaux afférents à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire.

Article 46. — Fixation de l'effectif des officiers de la marine.

Article 47. — Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers marinières.

Article 48. — Effectifs des personnels technique et ouvrier des constructions navales et de l'artillerie navale.

Article 49. — Fixation du nombre maximum des admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la marine et des congés spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique maritime.

Article 50. — Autorisation d'imputer par anticipation sur les crédits de l'exercice 1934 les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1933 dans les constructions prévues par les programmes navals.

Article 51. — Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées.

Article 52. — Etats des constructions neuves de la marine.

Article 53. — Fixation du nombre des écoles pratiques de commerce et d'industrie à créer en 1933, par transformation.

Article 54. — Fabrications de l'aéronautique. — Travaux et installations. — Autorisations d'engagement.

Article 55. — Budget de l'Air. — Constructions et matériels neufs. — Autorisation d'engagement.

Article 56. — Crédit d'engagement pour études et expériences aéronautiques.

Article 57. — Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des officiers et assimilés, des congés définitifs, des congés avec solde et des mises en position de disponibilité à accorder au personnel des forces aériennes de terre.

Article 58. — Autorisation de transférer par décret aux budgets de la Guerre, de la Défense des territoires d'outre-mer, de la Marine et des Colonies les crédits inscrits au budget de l'Air.

Article 59. — Attribution au fonds de majoration et de solidarité des assurances sociales, à concurrence de 3 millions de francs, de la part attribuée à l'Etat sur le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéfices de la Banque de France.

Article 60. — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel.

Article 61. — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution par l'Office national du crédit agricole d'avances pour l'électrification des campagnes.

Article 62. — Maximum des fonds que le ministre des finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution de prêts à long terme.

Article 63. — Maximum des fonds que le ministre des finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution de prêts à moyen terme pour favoriser l'intensification de la production agricole.

Article 64. — Prorogation de l'autorisation d'émission de bons à court terme pour les besoins des mines domaniales de potasse d'Alsace.

Article 65. — Emission d'obligations par les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général.

Article 66. — Autorisation d'engagement pour l'achat de matériel roulant.

Article 67. — Travaux de lignes nouvelles à exécuter en 1933.

Article 68. — Maximum des travaux complémentaires de premier établissement à exécuter en 1933.

Article 69. — Avances à demander aux compagnies pour études et travaux de chemins de fer en 1933.

Article 70. — Participation de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée à la constitution de la Compagnie nationale du Rhône.

Article 71. — Avances du Trésor à l'administration du chemin de fer et du port de la Réunion.

Articles 72, 73 et 74. — Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées.

Article 75. — Renseignements à fournir aux Chambres.

Article 76. — Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux. — Modification de l'assiette de l'impôt pour les entreprises françaises contrôlées par des entreprises étrangères ou les contrôlant.

Article 77. — Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux. — Taxe spéciale sur le chiffre d'affaires. — Sociétés coopératives de consommation.

Article 78. — Impôt général sur le revenu. — Contrôle par les signes extérieurs.

Article 79. — Impôts échelonnés et impôt général sur le revenu, droits de mutation, avoirs à l'étranger. — Amnistie.

Articles 80, 81, 82, 83, 84, 85 et 86. — Modification du mode de perception de l'impôt sur le revenu des créances.

Article 87. — Extension aux membres des conseils de surveillance des sociétés anonymes des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des dispositions relatives à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Article 88. — Évaluation des meubles transmis par décès. — Modification de l'article 20 de la loi du 30 juin 1923.

Article 89. — Paiement de la taxe successorale et des droits de mutation. — Crédit des droits.

Article 90. — Obligation pour les compagnies d'assurances de donner avis à l'administration de l'enregistrement de la souscription des polices d'assurances contre l'incendie concernant des biens mobiliers appartenant à des personnes décédées ou à leurs conjoints.

Article 91. — Régime fiscal des alcools et produits pouvant être employés aux mêmes usages que l'alcool éthylique.

Article 92. — Institution d'un régime spécial aux forains en matière de taxes sur les automobiles et les remorques.

Article 93. — Abrogation de l'article 58 de la loi du 28 février 1933, qui a majoré le droit de circulation pour les véhicules automobiles qui appartiennent à des personnes possédant plus de deux véhicules.

Article 94. — Modification du mode de perception de la surtaxe instituée par l'article 65 de la loi du 28 février 1933.

Article 95. — Ouverture de débits de boissons dans les communes qui en sont dépourvues depuis la guerre.

Article 96. — Application de l'article 54 de la loi du 30 mars 1929 relative aux débits de boissons.

Article 97. — Réorganisation du contrôle de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Article 98. — Répression des fraudes en matière de taxe unifiée sur les vins, cidres, poirés, vendanges, fruits à cidre et à poiré.

Articles 99, 100, 101 et 102. — Modifications au régime de surveillance des

alcools dénaturés. — Unification des tarifs de la taxe unique.

Article 103. — Réglementation des acquisitions d'immeubles par les ministères, services et offices.

Article 104. — Paiement de certaines créances de prestations en nature au moyen de services ou de matériel.

Article 105. — Répression des abus de franchise commis sous le couvert de la loi sur les assurances sociales.

Article 106. — Fixation du poids maximum des lettres et paquets clos.

Article 107. — Taux des redevances versées par la Caisse nationale d'épargne au budget annexe des P. T. T. au titre des opérations d'épargne effectuées par les bureaux de poste.

Article 108. — Rajustement des taxes postales applicables aux imprimés.

Articles 109, 110, 111, 112, 113, 114 et 115. — Taxes sur les appareils récepteurs de radiodiffusion.

Article 116. — Prorogation du délai imparti à la commission chargée de l'examen des offices dépendant de l'Etat.

Article 117. — Nomination d'une commission pour la recherche des conditions pratiques d'organisation du monopole d'importation des pétroles.

Article 118. — Extension à l'Alsace et à la Lorraine des dispositions d'ordre fiscal contenues dans la présente loi.

Article 119. — Fixation du pourcentage de majoration des pensions.

Article 120. — Réduction de 5 p. 100 sur certaines dépenses de l'Etat.

Article 121. — Arrondissement au franc inférieur du montant des paiements effectués par l'Etat.

Article 122. — Abrogation de l'article premier du décret du 1^{er} mars 1852 (maintien en activité jusqu'à 75 ans du premier président de la Cour d'Appel de Paris, du président du Tribunal civil de la Seine, ainsi que des magistrats du Parquet de rang correspondant.

Article 123. — Extension du régime de retraite institué par la loi du 21 mars 1928 aux cantonniers du nouveau réseau de routes nationales.

Article 124. — Cumul d'une pension et d'un traitement.

Article 125. — Modification au régime des bénéfices de campagne en matière de pension.

Articles 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134 et 135. — Mesures propres à remédier aux attributions de pensions ou de retraites d'invalidité abusivement octroyées.

Article 136. — Institution d'une loterie.

Article 137. — Affectation à la Caisse autonome d'amortissement des sommes dues à l'Etat.

Article 138. — Institution d'une commission chargée d'étudier la possibilité de reviser les marchés de guerre.

Article 139. — Réduction des subventions prévues par l'article 59 de la loi du 5 décembre 1922.

Article 140. — Substitution du système de la majoration des rentes au régime de la majoration des cotisations pour les anciens combattants mutualistes.

Article 141. — Mise au point des subventions aux sociétés mutuelles d'anciens combattants.

Article 142. — Modification à la composition des tribunaux de première instance.

Article 143. — Indemnités spéciales aux fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine.

Article 144. — Aménagement de casernes pour la garde républicaine mobile.

Articles 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151 et 152. — Réduction à concurrence de 5.000 unités du nombre des officiers de l'armée active.

Article 153. — Ministère de l'Air. — Organisation provisoire d'un contrôle administratif.

Article 154. — Primes à la production du lin.

Article 155. — Primes à la culture du chanvre.

Article 156. — Primes à la culture de l'olivier.

Article 157. — Suppression du comité central de préconciliation des dommages de guerre.

Articles 158 et 159. — Reclassement du personnel de l'administration des régions libérées.

Articles 160 et 161. — Modification du montant de la subvention allouée à l'établissement national des invalides de la marine. — Institution d'un fonds de compensation.

Article 162. — Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles.

Article 163. — Interdiction de perception, autres que celles autorisées par les lois en vigueur.

Promulgation: Loi du 31 mai 1933 (J. O. du 1^{er} juin, p. 5.702).

BUREAU DU SENAT.

Bureau provisoire [10 janvier], p. 1.

Bureau définitif [12 janvier], p. 19.

BUREAUX. — Tirage au sort des Bureaux [10 janvier], p. 3. — Organisation des Bureaux [11 janvier] (J. O. du 12 janvier, p. 383).

BUREAUX (Convocation des).

Convocations du jeudi 26 janvier 1933.

2^e Bureau (4 septembre 1919). — Nomination d'un membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool industriel, en remplacement de M. Debierre, à quinze heures. — Local du 2^e Bureau.

3^e Bureau (4 septembre 1919). — Nomination d'un membre de la même Commission, en remplacement de M. Buhon, à quinze heures. — Local du 3^e Bureau.

4^e Bureau (4 septembre 1919). — Nomination d'un membre de la même Commission, en remplacement de M. Petitjean, à quinze heures. — Local du 4^e Bureau.

8^e Bureau (4 septembre 1919). — Nomination d'un membre de la même Commission, en remplacement de M. Maurice Sarraut, à quinze heures. — Local du 8^e Bureau.

9^e Bureau (4 septembre 1919). — Nomination de deux membres de la même Commission, en remplacement de MM. Delpierre et Gauvin, à quinze heures. — Local du 9^e Bureau.

Le 2^e Bureau (4 septembre 1919) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant le

monopole de l'alcool industriel: M. CAMILLE REBOUL, en remplacement de M. DEBBIERRE.

Le 3^e Bureau (4 septembre 1919) a nommé membre de la même Commission: M. LÉONUS BÉNARD, en remplacement de M. BUHAN.

Le 4^e Bureau (4 septembre 1919) a nommé membre de la même Commission: M. RAYNALDY, en remplacement de M. PETITJEAN.

Le 9^e Bureau (4 septembre 1919) a nommé membres de la même Commission: MM. A. DE LA GRANGE et GASTON GAUDAIRE, en remplacement de MM. DELPIERRE et GAUVIN [28 janvier].

Convocations du mardi 7 février 1933.

6^e Bureau (12 janvier 1926). — Nomination d'un membre de la Commission nommée le 23 mars 1926, chargée de l'examen de la proposition de loi sur les récompenses nationales, en remplacement de M. Lemarié, à quatorze heures trente minutes. — 3^e Bureau. M. Desjardins, nommé.

7^e Bureau (12 janvier 1926). — Nomination d'un membre de la même Commission, en remplacement de M. de Las Cases, à quatorze heures trente minutes. — 7^e Bureau. M. Beaumont, nommé.

Convocations du mardi 21 mars 1933.

3^e Bureau (4 novembre 1924). — Nomination de deux membres de la Commission chargée de l'examen de la proposition de résolution de M. Charles Chaumet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le Règlement du Sénat et à faire nommer par les bureaux les membres des Commissions générales, en remplacement de MM. Eugène Penancier et Michaut, à quatorze heures trente minutes. — 3^e Bureau. MM. Gaston Gaudaire et Hamelin, nommés.

5^e Bureau (4 novembre 1924). — Nomination d'un membre de la même Commission, en remplacement de M. Claude Rajon, à quatorze heures trente minutes. — 5^e Bureau. M. Pierre-Robert, nommé.

9^e Bureau (4 novembre 1924). — Nomination d'un membre de la même Commission, en remplacement de M. Charles Chaumet, à quatorze heures trente minutes. — 9^e Bureau. M. Jules Hayaux, nommé.

BUREAUX DE BIENFAISANCE (Dénomination des). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 148 [16 mars], p. 498.

C

CADASTRE (Réfection et tenue à jour du). — Voir PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (Commission de surveillance de la). — Lettre de M. le Président de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à ladite commission de surveillance [19 janvier], p. 32. — M. Dancœur est élu membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [9 février], p. 145.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (Commission de surveillance). — Dépôt

1933. — SÉNAT, SESSION ORD. — ANNALES (NOUV. SÉRIE, ANNALES, T. 118.)

du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1932 de cet établissement, N° 415 [27 juin], p. 1467.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE. — Voir COMMISSION PLENIÈRE DE LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE (Secours algériennes de la). — Voir ALGÉRIE.

CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES. — Lettre de M. le Ministre de l'Éducation nationale demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au conseil d'administration de la Caisse nationale des monuments historiques. Fixation ultérieure de la date de l'élection [14 mars], p. 478. — Résultat du scrutin: M. STOURM, élu [17 mars], p. 533.

CAISSE DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES. — Lettre de M. le Ministre de l'Éducation nationale demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au conseil d'administration de la caisse des recherches scientifiques. Fixation ultérieure de la date de l'élection [14 mars], p. 478. — Résultat du scrutin: M. LÉON PERRIER, élu [17 mars], p. 533.

CAISSES DES ÉCOLES (Réforme des). — Voir ÉCOLES PRIMAIRES AGRÉÉES ET RÉFORME DES.

CALAMITES PUBLIQUES (Crédit supplémentaire pour). — Voir CRÉDIT SUPPLÉMENTAIRE.

CANADA (Conserves de poisson originaires du). — Voir DOUANES, N° 7.

CASSIS (Sirops et liqueurs de). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chauveau tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 4 mars 1928 sur les sirops et liqueurs de cassis. Renvoi à la Commission du Commerce, N° 37 [3 février], p. 119. — M. Georges Ulmo dépose le rapport, N° 312 [15 mai], p. 1025. — 1^{re} délibération: Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [15 juin], p. 1348.

GEREALES (Défense des). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Victor Boret tendant à assurer la défense des céréales. Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 395 [22 juin], p. 1406.

CEREALES PANIFIABLES (Stockage et vente coopératifs des). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touman et d'un certain nombre de ses collègues tendant à l'organisation nationale du stockage et de la vente coopératifs des céréales panifiables. Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 16 [20 janvier], p. 72. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [9 février], p. 138.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (Crédit supplémentaire exercice 1932. Dépenses administratives). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1932. Renvoi à la Commission des finances, N° 139 [14 mars], p. 478. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 174 [23 mars], p. 560. — Discussion: Discussion générale: M. Desjardins. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [24 mars], p. 587. — Promulgation: Loi du 28 mars 1933 (J. O. du 30 mars 1933, p. 3198).

CHAMBRES D'AGRICULTURE (Sessions des). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Faure et de plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'art. 27 de la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture en ce qui concerne l'époque de leurs sessions. Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 168 [21 mars], p. 554.

CHAMBRES DÉPARTEMENTALES D'AGRICULTURE (Elections aux). — Proposition de loi de M. Guillemot ayant pour objet de compléter et de modifier la loi du 3 janvier 1924 et le décret du 30 mars 1929 relatifs aux élections aux chambres d'agriculture (N° 468, année 1930). — Promulgation: Loi du 6 juillet 1933 (J. O. du 7 juillet 1933, p. 7062).

CHAMP DE TIR DE GAVRES. — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITION DE), N° 6.

CHATEAUNEUF - LES - MARTIGUES (Bouches-du-Rhône). — Voir ENSUÈS-LA-REDONNE.

CHAUSSURES (Maintien des droits antérieurs sur les — Martinique). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 23 juin 1932 rejetant la délibération de la commission coloniale du conseil général de la Martinique, en date du 14 janvier 1932, demandant l'inscription au tarif spécial de la colonie des chaussures de toutes sortes en maintenant sur ces articles les droits antérieurs à l'application de la loi du 28 novembre 1931. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, N° 239 [11 avril], p. 738. — M. Victor Lourties dépose le rapport, N° 309 [11 mai], p. 980. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1650. — Promulgation: Loi du 5 août 1933 (J. O. du 5 août 1933, p. 8910).

CHEMINS DE FER.

Lignes de Châteaumeillant à la Guerche et de Sancoins à Lapeyrouse. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée avec la Société générale des chemins de fer économiques pour l'exploitation des lignes d'intérêt général de Sancoins à Lapeyrouse et de Châteaumeillant à la Guerche (N° 808, année 1932). M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 48 [9 février], p. 138. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission des finances par M. Jean Valadier, N° 83. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [18 février], p. 181. — Promulgation: Loi du 4 mars 1933 (J. O. du 5 mars 1933, p. 2234).

(Régime des grands réseaux de). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à adapter aux nécessités actuelles, dans l'ordre technique et économique, le régime des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général. Renvoi à la Commission des travaux publics et, pour avis, à la Commission des finances, N° 522 [7 juillet], p. 1702. — M. Gaston Bazile dépose et lit le rapport, N° 533. Avis de la Commission des finances, par M. Jean Valadier, N° 534. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Babin-Chevaye, Paganon, *Ministre des Travaux publics*, et Jean Valadier, *Rapporteur de la Commission des finances*, Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: MM. Chassaing,

Paganon, *Ministre des Travaux publics*, et Rambaud. Adoption. Art. 3: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 1734. — Promulgation: Loi du 8 juillet 1933 (*J. O.* du 23 juillet, p. 7670).

Limites entre les réseaux de l'Est et d'Alsace et Lorraine. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention relative à la fixation de nouvelles limites entre les réseaux de l'Est et d'Alsace et Lorraine. M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 316 [18 mai], p. 1110. — M. Jean Valadier dépose l'avis de la Commission des finances, N° 486 [5 juillet], p. 1633. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [6 juillet], p. 1653. — Promulgation: Loi du 8 juillet 1933 (*J. O.* du 23 juillet, p. 7672).

CHEQUE POSTAL (Généralisation de l'usage du). — Proposition de loi de M. de Monzie, ayant pour objet de généraliser l'usage du chèque postal par son emploi obligatoire dans certains règlements fiscaux (voir TABLE DE 1927, p. 180). — M. Hamelin dépose le rapport, N° 102 [25 février], p. 361. — M. Tournan dépose l'avis de la Commission des finances, N° 183 [23 mars], p. 561. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Rejet de la proposition de loi [4 avril], p. 686.

CHEQUES.

(Introduction dans la législation française de dispositions en vue de l'unification du droit en matière de). — Dépôt d'un projet de loi portant introduction dans la législation française des dispositions de la loi uniforme annexée à la convention signée à Genève, le 19 mars 1931, en vue de l'unification du droit en matière de chèques. Renvoi à la Commission de législation, N° 298 [4 mai], p. 780.

(Unification du droit en matière de). — Voir CONVENTIONS DE GENÈVE DU 19 MARS 1931.

CHERTE DE LA VIE. — Proposition de loi de MM. Henry Chéron, Henri Roy, Marcel Régnier, Léon Perrier et Rio, tendant à faciliter aux municipalités, en matière d'alimentation, la création d'organes destinés à lutter contre la cherté de la vie (N° 772, année 1932). — Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, des conclusions du rapport de M. Raynaldy [17 janvier], p. 26. — 1^{re} délibération. Observations de M. Henry Chéron. Renvoi de la délibération à une séance ultérieure [30 mars], p. 646. — 1^{re} délibération. Observations de MM. Babaud-Lacroze et Henry Chéron. Renvoi de la délibération à la prochaine séance [4 avril], p. 688. — 1^{re} délibération. Observations de MM. Gaston Menier, Henry Chéron, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*. Renvoi de la délibération à la prochaine séance [7 avril], p. 734. — 1^{re} délibération. Discussion générale: M. Raynaldy, *Rapporteur de la Commission de l'Administration*. Avis de la Commission du commerce, par M. Paul Laffont, N° 254. Suite de la discussion générale: MM. Gaston Menier, Henry Chéron et Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*. Discussion des articles: Art. 1^{er} et 2: adoption. Art. 3: MM. François-Saint-Maur et Raynaldy, *Rapporteur de la Commission de l'Administration*. Adoption. Art. 4: adoption. Amendement (article nouveau) de M. Gaston Menier: MM. Gas-

ton Menier et James Hennessy. Retrait. Amendement (article nouveau) de MM. Lesaché et Anatole Manceau: non soutenu. Art. 5: adoption. Art. 6: MM. François-Saint-Maur et Henry Chéron. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [11 avril], p. 746.

CHEVAUX (Typho-anémie des). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à protéger l'agriculture contre la typho-anémie des chevaux et à organiser la lutte contre cette maladie contagieuse. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 249 [11 avril], p. 739.

CHEVAUX ET MULETS (Suppression de 10.000). — Voir INTERPELLATIONS, N° 5.

CHEVAUX, MULETS ET ANES (Droits sur les). — [Guadeloupe] Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1932 portant rejet de la délibération de la commission coloniale du conseil général de la Guadeloupe du 8 septembre 1932 demandant, par dérogation aux dispositions de la loi du 13 juillet 1932, le maintien au tarif spécial de la colonie des droits sur les chevaux, mulets et ânes. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 439 [30 juin], p. 1571. — M. Victor Lourties dépose le rapport, N° 441 [30 juin], p. 1579.

CITATION DIRECTE. — Proposition de loi de M. Bozerian destinée à réprimer les abus de la citation directe en matière correctionnelle (Voir TABLE DE 1885, p. 511). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

CLOCHES DE CHAPELLERIE. — Voir DOUANES, N° 9.

CODE DES ASSURANCES SOCIALES (Modification du — Départements recouverts). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de certaines dispositions du code des assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (N° 707, année 1932). — M. Pfléger dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport, N° 134 [9 mars], p. 468. — M. Pfléger dépose un rapport supplémentaire, N° 178 [23 mars], p. 560. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [4 avril], p. 686.

CODE CIVIL.

(Article 1244 du — Règlement des billets de fonds de commerce). — Voir BILLETTS DE FONDS DE COMMERCE.

(Application aux Antilles et à la Réunion de la loi modifiant l'art. 1444 du). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicables aux Antilles et à la Réunion les dispositions de la loi du 14 juillet 1929 qui modifie l'art. 1444 du Code civil. Renvoi à la commission des colonies, N° 175 [23 mars], p. 560.

(Art. 176, 177, 178. Oppositions au mariage). — Proposition de loi tendant à modifier ou à compléter les art. 176, 177 et 178 du Code civil relatifs à la mainlevée des oppositions à mariage (N° 230, année 1930). — Promulgation: Loi du 15 mars 1933 (*J. O.* du 17 mars, p. 2690).

Abrogation de la disposition finale de l'art. 155. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chopin tendant à abroger la disposition finale de l'art. 155 du Code civil

(Constatation du dissentiment des père et mère dans l'acte de mariage). Renvoi à la commission de législation civile et criminelle, N° 45 [9 février], p. 138. — M. de Courtois dépose le rapport, N° 101 [25 février], p. 361. — Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. *Nouvel intitulé:* « Proposition de loi tendant à abroger la disposition finale du premier alinéa, de l'article 155 et à modifier l'article 157 du Code civil (dissentiment des père et mère du futur époux mineur) » [16 mars], p. 499.

Demande en partage par voie de requête collective (Application de l'art. 882 du). — Proposition de loi de MM. Dauthy et Brunel ayant pour objet de généraliser l'application des dispositions de l'art. 882 du Code civil sur la forme de la demande en partage par la voie de requête collective (Voir TABLE DE 1930). — M. Veysière dépose le rapport, N° 99 [21 février], p. 280. — Retrait de l'ordre du jour de la proposition ci-dessus [22 juin], p. 1403. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. *Nouvel intitulé:* « Proposition de loi tendant à généraliser l'application des dispositions de l'article 822 du Code civil et à modifier celles de l'article 817 du même code sur la forme de la demande en partage par voie de requête collective. » [5 juillet], p. 1632.

Modification de l'art. 184 (Action en nullité du mariage). — Proposition de loi de M. Mazière tendant à modifier l'art. 184 du Code civil (Action en nullité du mariage) (Voir TABLE DE 1912, p. 388). — Promulgation: Loi du 19 février 1933 (*J. O.* du 21 février 1933, p. 1739).

Art. 228 et 313 (Désaveu de paternité). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les art. 228 (alinéa 3) et 313 (alinéa 2) du Code civil (N° 191, année 1930). — Promulgation: Loi du 19 février 1933 (*J. O.* du 21 février 1933, p. 1739).

Modification des art. 102 à 111 (Domicile). — Proposition de loi de M. Léon Champentier, tendant à modifier les art. 102 à 111 du Code civil (Transformation de la déclaration du domicile, de facultative en obligatoire et établissement de sanctions contre les contrevenants) (Voir TABLE DE 1921, p. 245). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

Art. 1384. — Responsabilité des membres de l'enseignement public. — Voir ENSEIGNEMENT PUBLIC.

Capacité de la femme mariée et régimes matrimoniaux. — Projet de loi portant modification des textes du Code civil relatifs à la capacité de la femme mariée et aux régimes matrimoniaux (Voir TABLE DE 1932). — M. René Renoult dépose le rapport, N° 404 [24 juin], p. 1418.

CODE DE COMMERCE (Lettres de change et billets à ordre). — Projet de loi portant introduction dans le Code de commerce des dispositions de la loi uniforme annexée à la convention signée à Genève, le 7 juin 1930, en vue de l'unification du droit en matière de lettres de change et de billets à ordre (N° 418, année 1932). — Renvoi.

pour avis, à la Commission du commerce [2 février], p. 119. — M. Marcel Plaisant dépose le rapport, N° 41 [7 février], p. 124.

CODE DISCIPLINAIRE ET PENAL DE LA MARINE MARCHANDE (Modifications des art. 46, 55, 74 et 75). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les art. 46, 55, 74 et 75 de la loi du 17 décembre 1926 portant Code disciplinaire et pénal de la marine marchande (N° 101, année 1931). — M. Cabart-Danneville dépose l'avis, N° 182 [23 mars], p. 560. — M. Boivin-Champeaux dépose un rapport supplémentaire, N° 233 [7 avril], p. 712. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 juin], p. 1336.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE (Art. 192. — Droit d'appel aux automobilistes). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'art. 192 du Code d'instruction criminelle (n° 73, année 1931). — M. de Courtois dépose le rapport, N° 22 [24 janvier], p. 76. — Ajournement de la 1^{re} délibération [16 mars], p. 499. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. de Courtois. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [28 mars], p. 610.

CODE PENAL

(Abrogation du deuxième paragraphe de l'art. 324 du). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation du deuxième paragraphe de l'art. 324 du Code pénal (Voir TABLE DE 1913, p. 392). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

Modification de l'art. 401 du (Filouterie d'aliments dans les hôtels). — Voir FILOUTERIE D'ALIMENTS DANS LES HÔTELS.

Complément aux art. 336 et 338 (Adultère et concubine au domicile conjugal). — Proposition de loi de M. Julien Goujon, complétant les art. 336 et 338 du Code pénal qui répriment l'adultère et l'entretien d'une concubine au domicile conjugal (Voir TABLE DE 1910, p. 341). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

Modification des art. 337, 338 et 339; suppression du paragraphe 2 de l'art. 324 (Adultère de la femme). — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à modifier les art. 337, 338, 339 du code pénal (adultère de la femme) et à supprimer le paragraphe 2 de l'art. 324 du code pénal (excusabilité du meurtre de la femme adultère) (Voir TABLE DE 1912, p. 392). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

Articles 401, 405 et 408. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter les art. 401, 405 et 408 du Code pénal (Voir TABLE DE 1929, p. 196). — M. Delthil dépose le rapport, N° 180 [23 mars], p. 560. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Observations de MM. Eugène Penancier, *Garde des Sceaux*, Ministre de la Justice; Delthil, *Rapporteur*, et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Renvoi de la proposition de loi à la Commission [20 juin], p. 1378.

CODE DE PROCEDURE CIVILE (Modification des art. 61, 64, 68, 70 et 456 et suppression de l'art 1029 du. — Assignation et actes d'appel). — Proposition de loi de M. Catalogne tendant à modifier les art. 61, 64, 68, 70 et 456 du Code de procédure civile et à supprimer l'art. 1029 du même code (Voir TABLE DE 1924, p. 205). — Promulgation: Loi du 12 janvier 1933 (*J. O.* du 14 janvier 1933, p. 418).

CODE RURAL (Transport des animaux domestiques). — Voir TRANSPORT DES ANIMAUX.

CODE DU TRAVAIL.

Extension des pouvoirs des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter les dispositions du chap. IV du titre II du Code du travail et de la loi du 25 mars 1928 et à étendre les pouvoirs des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (N° 57, année 1930). — Promulgation: Loi du 3 juin 1933 (*J. O.* du 8 juin 1933, p. 6006; *Erratum: J. O.* du 9 juin 1933, p. 6054).

Repos hebdomadaire. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter les dispositions du Code du travail relatives au repos hebdomadaire (N° 138, année 1931). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à compléter les dispositions du Code de travail relatives au repos hebdomadaire. Renvoi à la Commission du commerce, N° 329. Urgence déclarée [29 mai], p. 1271.

Modification de la section II du chap. III du titre 1^{er} du livre II: travail de nuit; enfants et femmes. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la section II (enfants et femmes) du chap. III (travail de nuit) du titre 1^{er} du livre II du Code du travail (Voir TABLE DE 1929, p. 201). — M. Bender dépose le rapport, N° 400 [23 juin], p. 4410.

Modification du livre IV: Conciliation en matière de différends collectifs du travail. — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant modification du titre IV du Code du travail (règlement de la conciliation et de l'arbitrage en matière de différends collectifs du travail), et tendant à organiser l'obligation d'une tentative de conciliation en matière de différends collectifs du travail (N° 430 de 1929) (voir année 1931). — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [30 juin], p. 1559.

Modification de l'art. 47 du. — Façonniers travaillant à domicile. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'art. 47 du Code du travail et à étendre le bénéfice de cette disposition aux façonniers travaillant à domicile pour des négociants, notamment aux tisseurs et aux passementiers (N° 551, année 1932). — M. Pierre-Robert dépose le rapport, N° 397 [22 juin], p. 1406. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Observations de MM. Pierre-Robert, *Rapporteur de la Commission du commerce*, et Edouard Néron. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [7 juillet], p. 1733. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1933 (*J. O.* du 21 juillet 1933, p. 7591).

Modification du chap. 1^{er} du titre III du livre 1^{er} du. — Répartition du pourboire).

— Proposition de loi tendant à modifier le chapitre 1^{er} du titre III du livre 1^{er} du Code du travail (du paiement des salaires) en vue de réglementer le contrôle et la répartition du pourboire (Voir TABLE DE 1929, p. 542). — Promulgation: Loi du 19 juillet 1933 (*J. O.* du 21 juillet 1933, p. 7591).

CODE DU TRAVAIL MARITIME (Modification des art. 79 à 86 et de l'art. 121 de la loi du 13 décembre 1926). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les art. 79 à 86 et l'art. 121 de la loi du 13 décembre 1926 portant Code du travail maritime (N° 100, année 1931). — M. Emile Sari dépose le rapport, N° 27 [26 janvier], p. 100. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Emile Sari, *Rapporteur*. Observations de M. Gasnier-Duparc et Emile Sari, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 juin], p. 1334.

COMITE CONSULTATIF DES ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres au comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Fixation ultérieure de la date de l'élection [17 janvier], p. 25. — MM. NÉRON et CHAUVEAU sont élus [14 février], p. 152.

COMITE CONSULTATIF DES ASSURANCES SUR LA VIE. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au comité consultatif des assurances sur la vie. Fixation ultérieure de la date de l'élection [22 février], p. 306. — Résultat du scrutin: M. ANATOLE MANCEAU, élu [16 mars], p. 513.

COMITE CONSULTATIF DES ENTREPRISES DE CAPITALISATION ET D'EPARGNE. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne. Fixation ultérieure de la date de l'élection [22 février], p. 306. — Résultat du scrutin: M. EDMOND CAVILLOU, élu [16 mars], p. 513.

COMITE CONSULTATIF DES MINES. — Lettre de M. le Ministre des Travaux publics demandant au Sénat de procéder à la nomination de trois membres au comité consultatif des mines. Fixation ultérieure de la date de l'élection [2 mai], p. 767. — Résultat du scrutin: MM. PIERREAU, RAYNALDY et le GÉNÉRAL STURL, élus [22 juin], p. 1406.

COMMIS D'INSPECTION DEPARTEMENTALE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des commis d'inspection départementale de l'assistance publique et classant cet emploi dans la 2^e catégorie des emplois réservés. Renvoi à la commission de l'hygiène, N° 503 [6 juillet], p. 1666.

COMMISSAIRES AUX COMPTES (Désignation des). — Proposition de loi de M. Lesaché et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la désignation des commissaires aux comptes dans les sociétés anonymes dont les titres font l'objet de négociations publiques (N° 361, année 1932). — Renvoi pour avis à la Commission des finances [17 janvier], p. 26.

COMMISSIONS ANNUELLES.

Commission de l'Air (nommée au scrutin de liste dans les bureaux le 3 février

1933). — *Président*: M. LE GÉNÉRAL BOURGEOIS. — *Vice-présidents*: MM. GASTON MENIER, MARTIN-BINACHON. — *Secrétaires*: MM. MAUGER, A. DE LA GRANGE. — *Membres*: MM. ROBERT BELLANGER, ROBERT BELMONT, PAUL BÉNAZET, BERGON, RENÉ BÉSNARD, COMTE DE BLOIS, BOIVIN-CHAMPEAUX, ALFRED BRARD, CABART-DANNEVILLE, EDMOND CAVILLON, CHASSAING, DELTHIL, LE MARQUIS DE DION, FARJON, GASTON GAUDAIRE, LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER, JACQUY, LANCIEU, LAUDIER, LEFEBVRE DU PREY, LE MOIGNIC, LOUIS LINYER, ALBERT MAHIEU, LOUIS MARTIN, MESSIMY, CAMILLE REBOUL, RIO, EMILE ROUSSEL, EMILE SARI, SCHRAMECK, LOUIS TISSIER [J. O. du 4 février, p. 119].

Commission de l'Algérie (nominée au scrutin de liste dans les bureaux le 3 février 1933). — *Président*: M. LE GÉNÉRAL BOURGEOIS. — *Vice-présidents*: MM. HERVEY, DUROUX. — *Secrétaires*: MM. CUTTOLI, MAURICE ORDINAIRE. — *Membres*: MM. LE COMTE DE BLOIS, HENRY BOURDEAUX, DEMELLIER, FOURMENT, LEBLANC, MAUGER, MESSIMY, ALBERT MEUNIER, AUGUSTE MOUNIÉ, SAURIN, T. STEEG, VALLIER, MAURICE VIOLETTE [J. O. des 4 février, p. 119, et 8 février, p. 1343].

Commission des colonies. — Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant les colonies, protectorats et possessions ressortissant au Ministère des Colonies nommée le jeudi 19 janvier 1933). — 1^{er} Bureau: MM. DELTHIL, GASTON GAUDAIRE, T. STEEG. — 2^e Bureau: MM. CORNUDET, HAMELIN, TOURNAN. — 3^e Bureau: MM. BOIVIN-CHAMPEAUX, LANCIEU, ROLLAND. — 4^e Bureau: MM. FOUCHER, LABOULBÈNE, MESSIMY. — 5^e Bureau: MM. DUDOUYT, LEBLANC, ALBERT MAHIEU. — 6^e Bureau: MM. HENRY BÉRENGER, JEAN PHILIP, MARIO ROUSTAN. — 7^e Bureau: MM. LÉONUS BÉNAZET, LE MOIGNIC, AUGUSTE MOUNIÉ. — 8^e Bureau: MM. GARNIER-DUPARC, LUGOL, MARTIN-BINACHON. — 9^e Bureau: MM. MACHETTE, SCHRAMECK, VEYSSIÈRE [J. O. du 20 janvier, p. 597]. — La commission a nommé:

Président: M. T. STEEG;

Vice-Présidents: MM. MARIO ROUSTAN et CORNUDET;

Secrétaires: MM. TOURNAN et BOIVIN-CHAMPEAUX [J. O. du 25 janvier, p. 834].

Commission de comptabilité. — Commission chargée de l'examen de la comptabilité des fonds alloués pour les dépenses administratives du Sénat (nominée le jeudi 19 janvier 1933). — 1^{er} Bureau: MM. GASTON GAUDAIRE, FRANÇOIS-SAINT-MAUR. — 2^e Bureau: MM. DESJARDINS, RAMBAUD. — 3^e Bureau: MM. J. LOUBET, CAMILLE REBOUL. — 4^e Bureau: MM. FOUCHER, RENÉ HÉRY. — 5^e Bureau: MM. COUCOUREUX, MONTENOT. — 6^e Bureau: MM. GAUTHIEROT, LAVERGNE. — 7^e Bureau: MM. ANTOINE BORREL, ALFRED GRAND. — 8^e Bureau: MM. DENTU, MARTIN-BINACHON. — 9^e Bureau: MM. EVEN, FÈVRE [J. O. du 20 janvier, p. 597]. — La Commission a nommé: *Président*: M. J. LOUBET; *Secrétaire-Rapporteur*: M. RENÉ HÉRY [J. O. du 25 janvier, p. 835].

Commission des départements libérés de l'invasion (nominée au scrutin de liste dans les bureaux le 3 février 1933). — *Président*: M. LUGOL. — *Vice-Présidents*: MM. BABAUD-LACROZE, HENRY BOURDEAUX. — *Secrétaires*: MM. LECOURTIER, PIERRIN. — *Membres*: MM. ARMBRUSTER, DECROZE, DEMESMAY, HAYEZ, RENÉ HÉRY, LUCIEN HUBERT, JACQUY, GASTON JAPY, JOYELET, A. DE LA GRANGE, LAVERGNE, LECLERC, HENRY MERLIN, LOUIS MICHEL, PATIZEL, PHILIPPOTEAUX, POL-CHRYVALIER, AUGUSTE POTIÉ, VALLIER, VASSEUX, VILLEMANT, JULES WOLFF [J. O. du

4 février, p. 119]. — M. RENÉ HÉRY a été nommé *Vice-Président* en remplacement de M. BABAUD-LACROZE [J. O. du 8 avril, p. 3651].

Commission des mines (nominée au scrutin de liste dans les bureaux le 3 février 1933). — *Président*: M. RAYNALDY. — *Vice-Présidents*: MM. HAYEZ, CADOT. — *Secrétaires*: MM. PAVIN DE LAFARGE, DE COURTOIS. — *Membres*: MM. GASTON BAZILE, PAUL BERSEZ, BORGEOT, BRUGUIER, CENCELME, CHOPIN, COCHARD, COUCOUREUX, DEMESMAY, FARJON, FAYOLLE, MANUEL FOURCADE, LAVERGNE, LEFEBVRE DU PREY, EDOUARD NÉRON, PERRAU, PIEYRE, PUJES, MAURICE DE ROTH-SCHILD, JEAN TAURINES, LOUIS TISSIER, FRANÇOIS DE WENDEL [J. O. du 4 février, p. 119].

Commission des pétitions. — Commission chargée de l'examen des pétitions (nominée le jeudi 19 janvier 1933). — 1^{er} Bureau: M. LEBŒUF. 2^e Bureau: M. LE GORGEU. 3^e Bureau: M. SERLIN. 4^e Bureau: M. PORTMANN. 5^e Bureau: M. JULES HAYAUX. 6^e Bureau: M. LE BAIL. 7^e Bureau: M. VILLEMANT. 8^e Bureau: M. JEAN LEMAISTRE. 9^e Bureau: M. GUILLEMOT [J. O. du 20 janvier, p. 596]. — La Commission a nommé: *Président*: M. JULES HAYAUX; *Secrétaire*: M. GEORGES PORTMANN; *Rapporteur*: M. SERLIN [J. O. du 25 janvier, p. 835].

COMMISSIONS DIVERSES.

Commission pour la recherche des abus (nominée le mardi 27 juin 1933). — 1^{er} bureau: MM. POL-CHEVALIER, LEBŒUF. — 2^e bureau: MM. DARAGNEZ, HAMELIN. — 3^e bureau: MM. PROVOST-DUMARCHAIS, LEFAS. — 4^e bureau: MM. RENÉ HÉRY, LABOULBÈNE. — 5^e bureau: MM. TISSIER, MILLIÈS-LACROIX. — 6^e bureau: MM. DUPREY, GAUTHIEROT. — 7^e bureau: MM. HENRY CHÉRON, LABROUSSE. — 8^e bureau: MM. RAYNALDY, ALBERT MEUNIER. — 9^e bureau: MM. JEAN DURAND, ROGÉ [J. O. du 28 juin, p. 6698]. — La Commission a nommé: *Président*: M. JEAN DURAND; *Vice-Président*: M. RAYNALDY; *Secrétaire*: M. ROGÉ [J. O. du 30 juin, p. 6773].

Commission des comptes définitifs. — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITIONS DE), N° 5.

Commission des économies. — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITIONS DE), N° 2 et 3.

Commission plénière de La Caisse nationale de crédit agricole. — Lettre de M. le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à la Commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole. Fixation ultérieure de la date de l'élection [31 janvier], p. 110. — MM. PIERRIN et FERNAND DAVID sont élus Membres de la Commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole [7 février], p. 134.

Commission supérieure des dommages de guerre (Composition de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la composition de la Commission supérieure des dommages de guerre et de la section spéciale de la Commission supérieure des dommages de guerre. Renvoi à la Commission des départements libérés de l'invasion, N° 470 [5 juillet], p. 1629. — M. Lugol dépose le rapport, N° 493 [5 juillet], p. 1636. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [8 juillet], p. 1784. — Promulgation: Loi du 31 juillet 1933 [J. O. des 31 juillet et 1^{er} août 1933, p. 8100].

COMMISSIONS D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE (Témoignages reçus par les). — Proposition de loi de MM. Helmer, Lhopiteau et Bonneval, portant modification de la loi du 23 mars 1914 relative aux témoignages reçus par les commissions d'enquête parlementaire (Voir TABLE de 1925, p. 232). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

COMMISSION SUPERIEURE D'AMENAGEMENT, D'EMBELLISSEMENT ET D'EXTENSION DES VILLES. — Lettre de M. le Ministre de l'Intérieur demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la Commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes. Fixation ultérieure de la date de l'élection [14 mars], p. 478. — Résultat du scrutin: M. CHAPSAL, élu [15 juin], p. 1349.

COMMISSIONS GENERALES (Nomination des membres des). — [31 janvier], p. 110.

Commission de l'administration générale, départementale et communale (année 1933). — *Président*: M. HENRY MERLIN. — *Vice-Présidents*: MM. MONSSERVIN, LABOULBÈNE. — *Secrétaires*: MM. BABAUD-LACROZE, LOUIS LINYER. — *Membres*: MM. ANDRIEU, BÉTOULLE, FERDINAND BOUGÈRE, BERTRAND CARRÈRE, CATALOGNE, ALPHONSE CHAUTEMPS, CORNUDET, COUCOUREUX, COYRARD, DEMELLIER, DENTU, DUCLAUX-MONTEIL, JEAN DURAND, FLAYELLE, GADAUD, GARRIGOU, GASTON GAUDAIRE, GAUTHIEROT, ALFRED GRAND, PAUL JOURDAIN, PAUL LAFFONT, LEBŒUF, MAULION, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, ANDRÉ MORIZET, RAOUL PÉRET, PIEYRE, RAMBAUD, SERLIN, JEAN TAURINES, VILLAUT-DUCHESNOIS [31 janvier], J. O., p. 110.

Commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats (année 1933). — *Président*: M. HENRY BÉRENGER. — *Vice-Présidents*: MM. MAURICE ORDINAIRE, LÉMERY. — *Secrétaires*: MM. CORNUDET, JEAN PHILIP. — *Membres*: MM. AMIARD, LOUIS BARTHOU, BERGON, RENÉ BÉSNARD, BIENVENU-MARTIN, GÉNÉRAL BOURGEOIS, MARQUIS DE CHAMBRUN, VICTOR DALBIEZ, FERNAND DAVID, DESJARDINS, CHARLES DUMONT, ECCARD, ALBERT FOUILLOUX, FOURMENT, ANDRÉ HONNORAT, LUCIEN HUBERT, PAUL JOURDAIN, DE KERGUÉZEC, FRANÇOIS LABROUSSE, YVES LE TROQUER, DE LUDRÉ, FERNAND MERLIN, MESSIMY, ALEXANDRE MILLERAND, MOLLARD, ALBERT PEYRONNET, MARCEL PLAISANT, RAYMOND POINCARÉ, RAYNALDY, T. STEEG, DÉSIRÉ VALLETTE [31 janvier], J. O., p. 110.

Commission de l'agriculture (année 1933). — *Président*: M. GASTON CARRÈRE. — *Vice-Présidents*: MM. CASSEZ, MARCEL DONON. — *Secrétaires*: MM. BEAUMONT, JOSEPH FAURE. — *Membres*: MM. ARMBRUSTER, DE BAUDRY-D'ASSON, VICTOR BORET, BORGEOT, BOUVART, CADOT, ARMAND CALMEL, CHOPIN, DANECOUR, DAUZIER, FERNAND DAVID, DELHOUME, DIÉBOLT-WEBER, JEAN DURAND, FONTANILLE, FOUCHER, GÉGAUFF, GUILLEMOT, JACQUY, VICTOR JUDET, MANDO, LOUIS MICHEL, MONTENOT, DE MONI DE REZÉ, NEUVILLE, PIERRIN, AUGUSTE POTIÉ, PROVOST-DUMARCHAIS, CAMILLE REBOUL, ROUART, TOURNAN [31 janvier], J. O., p. 110. — M. TANGUY est nommé Membre en remplacement de M. BOUVART [4 avril 1933], J. O., p. 686.

Commission de l'Armée (année 1933). — *Président*: M. MESSIMY. — *Vice-Présidents*: MM. le général BOURGEOIS, GASTON MENIER. — *Secrétaires*: MM. le Comte d'ALSACE, Prince d'ÉPINAY, PAUL PELISSE. — *Membres*: MM. AURAY, ROBERT BELMONT, PAUL BÉNAZET, RENÉ BÉSNARD, le Comte DE BLOIS, CAILLIER, CONNEVOT, VICTOR DALBIEZ, DANIEL-VINCENT, DUPREY, FAUGÈRE, DE FONTAINES,

GASTON GAUDAIRE, le Comte d'HARCOURT, HAYEZ, le général HIRSCHAUER, LAURAIN, LEBCEUF, LECLERC, LECOURTIER, LE MOIGNIC, le Comte de LEUSSE, LOUBAT, DE LUDRE, MAUGER, NEYRET, N... PUIS, RAMBAUD, STOURM, GUY DE WENDEL [31 janvier], *J. O.*, p. 111. — M. CENCLERME a été nommé Membre en remplacement de M. EUGÈNE PENANCIER [19 février], *J. O.*, p. 1724. — M. ANDRÉ MORIZET a été nommé Membre en remplacement de M. LECLERC [27 juin], *J. O.*, p. 1463.

Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Postes (année 1933). — *Président*: M. AMIARD. — *Vice-Présidents*: MM. CHARLES DELONCLE, DUROUX. — *Secrétaires*: MM. DECRÖZE, VICTOR LOURTIËS. — *Membres*: MM. BABIN-CHEVAYE, BENDER, PAUL BERSEZ, FERDINAND BOUGÈRE, CAILLIER, DEMESMAY, JOSEPH FAURE, FÈVRE, GAUCHIER, HAMELIN, JAMES HENNESSY, JAMIN, GASTON JAPY, PAUL LAFFONT, LEFÈVRE DU PREY, LUGOL, MANDO, MARROU, PERDRIX, PIERRE-ROBERT, MARCEL PLAISANT, GEORGES PORTMANN, ADRIEN RICHARD, EDOUARD ROUSSEL, MARIO ROUSTAN, N..., ROBERT THOUYRE, TOY-RIONT, GEORGES ULMO, VALLIER, VILLEMANT [31 janvier], *J. O.*, p. 111. — M. JUSTIN GÖBART a été nommé membre en remplacement de M. LOUIS SERRE [*J. O.* du 19 février], p. 1724.

COMMISSION DES DOUANES ET DES CONVENTIONS COMMERCIALES (année 1933). — *Président*: M. CHAPSAL. — *Vice-Présidents*: MM. EDOUARD NÉRON, EUGÈNE CHANAL. — *Secrétaire*: M. MARCEL DONON. — *Membres*: MM. LE COMTE HUBERT D'ANDLAU-HOMBOURG, BEAUMONT, LÉONUS BÉNARD, JEAN BOSCH, BOUVARD, CAPUS, CASSEZ, CORDEBAINE, DECRÖZE, DELHOUME, ALBERT FOUILLOUX, GORÉ, GASTON JAPY, VICTOR LOURTIËS, MARTIN-BINACHON, GASTON MENIER, MARCEL MICHEL, MONTENOY, EUGÈNE MULLER, MURET, ACHILLE NAUDIN, PHILIPPOTEAUX, PICHÉRY, CLÉMENT RAYNAUD, ROGÉ, ÉMILE ROUSSEL, STOURM, LOUIS TISSIER, TOY-RIONT, GEORGES ULMO, DESIRÉ VALETTE, VASSEUX [31 janvier], *J. O.*, p. 111. — M. ABEL LEFÈVRE est nommé Membre en remplacement de M. GORÉ, démissionnaire [*J. O.* des 20 et 21 février 1933, p. 1763]. — M. JEAN LEMAISTRE est nommé Membre en remplacement de M. BOUVART [*J. O.* du 4 avril 1933, p. 686].

Commission de l'enseignement (année 1933). — *Président*: M. JOSSOT. — *Vice-Présidents*: MM. CUMENAL, RENÉ HÉRY. — *Secrétaires*: MM. le Comte de LEUSSE, SAVIGNOL. — *Membres*: MM. le Comte HUBERT D'ANDLAU-HOMBOURG, ALEXANDRE BACHELET, GASTON BAZILE, LÉON BÉRARD, BÉTOULLE, CADOT, DE CAMAS, COYRARD, DARAINÉZ, DENTU, GARRIGOU, GASNIER-DUPARC, GAUTHEROT, JULES HAYAUZ, ANDRÉ HONNORAT, LABOULBÈNE, FRANÇOIS LABROUSSE, LAVERGNE, LEFAS, MALSANG, ALBERT MEUNIER, MARCEL MICHEL, MONSSERVIN, AUGUSTE MOUNIÉ, NEUVILLE, PELLETIER, RAOUËL PÉRET, GEORGES PORTMANN, PIERRE RAMEL, T. STREG, THÉBET [31 janvier], *J. O.*, p. 111.

Commission des finances. — M. DE BLOIS est nommé Membre en remplacement de M. HENRY CHÉRON [*J. O.* du 31 janvier], p. 111. — MM. BABAUD-LACROZE et ALFRED BRARD sont nommés Membres en remplacement de MM. GALLET et LOUIS SERRE [*J. O.* du 19 février], p. 1724. — **Budgets spéciaux.** — Sont nommés *Rapporteur du Budget du Commerce*: M. TOURNAN, en remplacement de M. LOUIS SERRE; *Rapporteur du Budget de la Guerre*: M. EMILE SARI, en remplacement de M. GALLET; *Rapporteur du Budget de la Santé publique*: M. ANATOLE MANCEAU, en remplacement de M. EMILE SARI [*J. O.* du 8 mars], p. 2329; *Rapporteur du Budget des Colonies*: M.

le Général STUHL; *Rapporteur du Budget du Travail et de la Prévoyance sociale*: M. EDMOND CAVILLON; *Rapporteur du Budget annexe des monnaies et médailles*: M. ALFRED BRARD [*J. O.* du 16 mars], p. 2666; *Rapporteur du Budget des Pensions*: M. BABAUD-LACROZE; *Rapporteur du Budget des Services pénitentiaires*: M. LISBONNE [*J. O.* du 23 mars], p. 2938; M. MARCEL RÉGNIER est élu *Rapporteur général de la Commission des finances*, en remplacement de M. HENRI ROY, démissionnaire [*J. O.* du 30 avril], p. 4558.

Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales (année 1933). — *Président*: M. FERNAND MERLIN. — *Vice-présidents*: MM. LANCIEU, AUGUSTE MOUNIÉ. — *Secrétaires*: MM. DAUTHY, MAUGER. — *Membres*: MM. ARM-BRUSTER, ALEXANDRE BACHELET, BUQUIN, CHASSAING, CHAUVEAU, DARAINÉZ, DHERBÉCOURT, DUDOUYT, DUPREY, EVEN, FAUGÈRE, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, GABAUD, JUSTIN GÖBART, LAVERGNE, LE GORGEU, LEREDU, LOUBAT, RAYMOND MARTIN, EDOUARD NÉRON, NEYRET, PELEGER, RAYNALDY, CAMILLE REBOUL, ROLLAND, EDOUARD ROUSSEL, SIREYJOL, PAUL STRAUSS, THÉRET, ROBERT THOUYRE, VIELLARD [31 janvier], *J. O.*, p. 111.

Commission de législation civile et criminelle (année 1933). — *Président*: M. MORAND. — *Vice-président*: M. ARMAND CALMEL. — *Secrétaires*: MM. BOUVIN-CHAMPEAUX, DE COURTOIS. — *Membres*: MM. LÉON BÉRARD, LÉON BON, JEAN BOSCH, HENRY BOURDEAUX, BRUCUIER, BRUNEL, CATALOGNE, ALPHONSE CHAUTEAUX, CURRAL, DAUTHY, DELTHIL, ECARD, MANUEL FOURCADE, GOIRAND, ALFRED GRAND, LAURAIN, PIERRE LAVAL, LE BAIL, LEBLANC, LESACHÉ, LOUIS LINYER, LISBONNE, LUGOL, LOUIS MARTIN, EUGÈNE MULLER, N..., PHILIPPOTEAUX, POL-CHEVALIER, RENÉ RENOUËT, VALLIER, VEYSSIÈRE, MAURICE VIOLLETTE [31 janvier], *J. O.*, p. 111. — M. ROBERT BELMONT est nommé Membre en remplacement de M. EUGÈNE PENANCIER [*J. O.* du 19 février], p. 1724. — M. DESJARDINS est nommé Membre en remplacement de M. MORAND, décédé [*J. O.* du 16 mai], p. 1049. — M. LUGOL est élu *Président* en remplacement de M. MORAND, décédé [*J. O.* du 20 mai], p. 5259. — M. MANUEL FOURCADE est élu *Vice-Président* [*J. O.* du 15 juin], p. 6252. — M. LECLERC est nommé Membre en remplacement de M. LÉON BON [27 juin], *J. O.*, p. 1463.

Commission de la marine (année 1933). — *Président*: M. RIO. — *Vice-Présidents*: MM. BERGERON, MARTIN-BINACHON. — *Secrétaires*: MM. EMILE SARI, JEAN ODIN. — *Membres*: MM. BABIN-CHEVAYE, LÉONUS BÉNARD, LÉON BON, BRINDEAU, CABART-DANNEVILLE, CUTTOLI, DONADÉI, DUDOUYT, DUPLANTIER, DUDOUYT, EVEN, GASNIER-DUPARC, GIORDAN, GIROUD, GUILLEMOT, HACHETTE, JAMES HENNESSY, DE KERGUÉZEC, LANCIEU, LE BAIL, LEBLANC, LE GORGEU, LÉMERY, LE MOIGNIC, PERRAUD, le Marquis de POMEREU, PUJES, SAURIN, LOUIS TISSIER, VEYSSIÈRE, VILLAUT-DUCHESNOIS [31 janvier], *J. O.*, p. 111. — M. HÉRY a été nommé membre en remplacement de M. DONADÉI [*J. O.*, 20 juin 1933], p. 1376.

Commission des Travaux publics (année 1933). — *Président*: M. MOLLARD. — *Vice-Présidents*: MM. FERNAND RABIER, MARCEL RÉGNIER. — *Secrétaires*: MM. MAURICE ORDINAIRE, ABEL LEFÈVRE. — *Membres*: MM. AURAY, GASTON BAZILE, ROBERT BELLANGER, PAUL BERSEZ, ANTOINE BORREL, BRINDEAU, BRINGER, EUGÈNE CHANAL, COCHARD, CONNEVOT, CURRAL, le Marquis de DION, DRIVET, ANDRÉ FALLIÈRES, le Comte d'HARCOURT, VICTOR JUBET, LAVOINNE, YVES LE TROCQUER, J. LOUBET, ALBERT MEUNIER, CHARLES MEUNIER, PAVIN DE LAFARGE, PERRAUD, LÉON PERRIER, PICHÉRY,

le Marquis de POMEREU, PUJES, RENAUDOT, YVES TANGUY, VOILLOT, FRANÇOIS DE WENDEL [31 janvier], *J. O.*, p. 111. — M. PATIZEL a été nommé Membre en remplacement de M. YVES TANGUY [*J. O.*, 4 avril 1933], p. 686. — M. DE COURTOIS a été nommé Membre en remplacement de M. FERNAND RABIER [*J. O.*, 20 juin 1933], p. 1376. — M. LE TROCQUER a été nommé *Vice-Président* [*J. O.*, du 30 juin], p. 6773.

COMMISSIONS MUNICIPALES ET DJEMAAS. — Voir ALGÉRIE.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT. — M. Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'une communication du Gouvernement (Déclaration ministérielle), N° 36 [3 février], p. 118.

COMMUNICATIONS. — Communication de lettres de MM. Fernand Rabier, Emile Sari, Marcel Donon et Lancien [12 janvier], p. 17. — Lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître la constitution du Bureau de la Chambre des Députés pour l'année 1933. — Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres au comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Fixation ultérieure de la date de l'élection. — Communication relative à la nomination des Commissions générales. — Communication relative à la nomination de la commission de comptabilité, à la nomination de la Commission chargée de l'examen des pétitions, à la nomination de la commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant les colonies. — Communication relative à la nomination de la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant les mines, à la nomination de la Commission chargée d'examiner les projets et propositions de loi ressortissant au Ministère de l'Air, à la nomination de la Commission chargée d'examiner les projets et propositions de loi relatifs à l'Algérie. — Communication relative à la nomination de la Commission d'instruction de la Cour de justice et à la désignation du Vice-Président chargé de présider la Cour de justice en cas d'empêchement du Président [17 janvier], p. 25 et 26. — Communication d'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations. Fixation ultérieure de la date de l'élection [19 janvier], p. 32. — Communication de M. le Président [28 janvier], p. 103. — Lettre de M. le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à la Commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole. Fixation ultérieure de la date de l'élection. — Communication de M. le Procureur général près la Cour de cassation relative au parquet de la Cour de justice [31 janvier], p. 116. — Lettre de M. le Président du Conseil demandant la convocation du Sénat pour le 3 février [3 février], p. 117. — Lettre de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à l'Office national des combustibles liquides [14 février], p. 150. — Communication relative aux vacances dans les Commissions de législation et du commerce [16 février], p. 177. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à

la désignation d'un de ses membres au Comité consultatif des assurances sur la vie et d'un autre de ses membres au Comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne. Fixation ultérieure de la date des élections [22 février], p. 306. — Lettre de M. le Ministre de l'Éducation nationale demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au Conseil supérieur de l'Office national des pupilles de la nation. Fixation ultérieure de la date de l'élection [27 février], p. 400. — Lettres de M. le Ministre de l'Éducation nationale demandant au Sénat de procéder à la désignation: 1^o d'un de ses membres au conseil d'administration de la Caisse nationale des monuments historiques; 2^o d'un autre de ses membres au conseil d'administration de la Caisse des recherches scientifiques. Fixation ultérieure de la date des élections. — Lettre de M. le Ministre de l'Intérieur demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la Commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes. Fixation ultérieure de la date de l'élection [14 mars], p. 478. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux membres du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. Fixation ultérieure de la date de l'élection [17 mars], p. 518. — Lettre de M. le Ministre de l'Éducation nationale demandant au Sénat de procéder à l'élection d'un membre au conseil national de l'Office national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions. Fixation ultérieure de la date de l'élection [11 avril], p. 739. — Lettre de M. le Ministre des travaux publics demandant au Sénat de procéder à la nomination de trois membres au Comité consultatif des mines. Fixation ultérieure de la date de l'élection [2 mai], p. 767. — Communication du rapport sur l'emploi des fonds provenant de la liquidation des consortiums et comptoirs d'achats créés pendant la guerre, pour l'exercice 1932 [29 mai], p. 1230. — Communication relative à la revue du 14 juillet [6 juillet], p. 1667.

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE (Crédit de 110 millions mis à la disposition du Ministre de la Marine marchande pour aide à la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, reportant au 31 mars 1933 la limite d'utilisation du crédit de 110 millions mis à la disposition du Ministre de la Marine marchande par la loi du 3 mars 1932. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de la marine, N° 173 [21 mars], p. 554. — M. Marcel Régnier dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport, N° 194 [28 mars], p. 614. — M. Brindeau dépose, au nom de la Commission de la marine, l'avis N° 200 [28 mars], p. 614. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Marcel Régnier. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission de la marine, par M. Brindeau. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 mars], p. 637. — Promulgation: Loi du 30 mars 1933 (*J. O.* du 31 mars 1933, p. 3230).

(Convention avec la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre de la Marine marchande à passer une convention avec la Compagnie générale transatlantique. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances, N° 477 [5 juillet], p. 1632. — M. Rio dépose et lit le rapport, N° 526. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'ur-

gence. Discussion immédiate ordonnée. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 1723. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1933 (*J. O.* du 25 juillet, p. 7752).

(Réorganisation de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés concernant la réorganisation de la Compagnie générale transatlantique, N° 476 [5 juillet], p. 1632. — M. Charabot dépose le rapport, N° 494 [5 juillet], p. 1642. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Charabot, *Rapporteur de la Commission des finances*; Bergeon, Rio, *Président de la Commission de la marine*, et Eugène Frot, *Ministre de la Marine marchande*. Discussion des articles: Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: MM. André Lebert et Eugène Frot, *Ministre de la Marine marchande*. Adoption. Art. 3 à 8: adoption. Sur l'ensemble: M. Louis Tissier. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 1718. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1933 (*J. O.* du 25 juillet, p. 7751).

COMPTES DEFINITIFS DES COLONIES (Exercice 1919). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1919) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat. (N° 716 de 1926) (Voir année 1932). — Discussion. Observations sur le renvoi de la discussion: MM. Hervey, *Rapporteur*, et François-Saint-Maur. Discussion générale: MM. Hervey, *Rapporteur*, et Albert Sarraut, *Ministre des Colonies*. — Adoption de l'article unique du projet de loi [7 février], p. 125. — Promulgation: Loi du 28 juin 1933 (*J. O.* du 2 juillet 1933, p. 6910; *Errata: J. O.* du 19 juillet 1933, p. 7534).

COMPTES DEFINITIFS DES COLONIES (Exercice 1920). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1920) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat (N° 293 de 1928) (Voir année 1932). — Discussion. Discussion générale: MM. Hervey, *Rapporteur*, et Albert Sarraut, *Ministre des Colonies*. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 février], p. 128. — Promulgation: Loi du 28 juin 1933 (*J. O.* du 2 juillet 1933, p. 6911; *Errata: J. O.* du 19 juillet 1933, p. 7534).

COMPTES DEFINITIFS DES COLONIES (Exercice 1921). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1921) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat (N° 27 de 1928) (Voir année 1932). — Discussion. Discussion générale: MM. Hervey, *Rapporteur*; Albert Sarraut, *Ministre des Colonies*; Abel Lefèvre et François-Saint-Maur. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 février], p. 130. — Promulgation: Loi du 28 juin 1933 (*J. O.* du 2 juillet 1933, p. 6911; *Errata: J. O.* du 19 juillet 1933, p. 7534).

COMPTES DEFINITIFS DES COLONIES (Exercice 1922). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1922) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat (N° 297 de 1928). — M. Hervey dépose le rapport, N° 170 [21 mars], p. 554. — 1^{re} délibération. Discussion générale: MM. Hervey, *Rapporteur*, et Paul-Boncour, *Ministre des Affaires étran-*

gères. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 1345. — Promulgation: Loi du 20 août 1933 (*J. O.* du 24 août 1933, p. 9110).

COMPTES DEFINITIFS.

Maroc (Protectorat du) (Exercice 1919). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'art. 8 de la loi du 16 mars 1914 et de l'art. 6 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du Budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'Exercice 1919 (Voir TABLE DE 1922, p. 293). — M. Gaston Gaudaire dépose le rapport, N° 85 [18 février], p. 198. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Observations de MM. Hervey et Paul-Boncour, *Ministre des Affaires étrangères*. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2 à 4: disjonction et renvoi de ces articles, pour avis, à la Commission des affaires étrangères. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 1343. — Promulgation: Loi du 24 juillet 1933 (*J. O.* des 31 juillet et 1^{er} août 1933, p. 8091).

Maroc (Protectorat du) (Exercice 1920). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'art. 8 de la loi du 16 mars 1914 et de l'art. 6 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du Budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'Exercice 1920 (Voir TABLE DE 1924, p. 454). — M. Gaston Gaudaire dépose le rapport, N° 86 [18 février], p. 198. — Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 1344. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1933 (*J. O.* des 31 juillet et 1^{er} août 1933, p. 8098).

Maroc (Protectorat du) (Exercice 1921). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'art. 8 de la loi du 16 mars 1914 et de l'art. 6 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du Budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'Exercice 1921 (Voir TABLE DE 1927, p. 472). — M. Gaston Gaudaire dépose le rapport, N° 87 [18 février], p. 198. — Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 1344. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1933 (*J. O.* des 31 juillet et 1^{er} août 1933, p. 8096).

Maroc (Protectorat du) (Exercice 1922). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'art. 8 de la loi du 16 mars 1914 et de l'art. 6 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du Budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'Exercice 1922 (Voir TABLE DE 1927, p. 472). — M. Gaston Gaudaire dépose le rapport, N° 88 [18 février], p. 198. — Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 1344. — Promulgation: Loi du 24 juillet 1933 (*J. O.* des 31 juillet et 1^{er} août 1933, p. 8092).

Maroc (Protectorat du) (Exercice 1923). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'art. 8 de la loi du 16 mars 1914 et de l'art. 6 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du Budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'Exercice 1923 (Voir TABLE DE 1927, p. 472). — M. Gaston Gaudaire dépose le rapport, N° 89 [18 février], p. 198. — Adoption de l'article

unique du projet de loi [15 juin], p. 1344. — Promulgation: Loi du 24 juillet 1933 (*J. O.* des 31 juillet et 1^{er} août 1933, p. 8087).

Maroc (Protectorat du) (Exercice 1924). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'art. 8 de la loi du 16 mars 1914 et de l'art. 6 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du Budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'Exercice 1924 (N° 545, année 1930). — M. Gaston Gaudaire dépose le rapport, N° 90 [18 février], p. 198. — Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 1344. — Promulgation: Loi du 24 juillet 1933 (*J. O.* des 31 juillet et 1^{er} août 1933, p. 8089).

Maroc (Protectorat du) (Exercice 1925). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'art. 8 de la loi du 16 mars 1914 et de l'art. 6 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du Budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'Exercice 1925 (N° 546, année 1930). — M. Gaston Gaudaire dépose le rapport, N° 91 [18 février], p. 198. — Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 1344. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1933 (*J. O.* des 31 juillet et 1^{er} août 1933, p. 8095).

Maroc (Protectorat du) (Exercice 1926). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'art. 8 de la loi du 16 mars 1914 et de l'art. 6 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du Budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'Exercice 1926 (N° 547, année 1930). — M. Gaston Gaudaire dépose le rapport, N° 92 [18 février], p. 198. — Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 1344. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1933 (*J. O.* des 31 juillet et 1^{er} août 1933, p. 8093).

COMPTOIRS D'ACHATS CREEES PENDANT LA GUERRE. — Communication du rapport sur l'emploi des fonds provenant de la liquidation des consortiums et comptoirs d'achats créés pendant la guerre, pour l'Exercice 1932 [29 mai], p. 1230.

CONFERENCE INTERNATIONALE DE LAUSANNE (Ouverture d'un crédit). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit pour la délégation française à la conférence internationale de Lausanne. Renvoi à la Commission des finances, N° 68 [16 février], p. 164. — M. Henry Bérenger dépose le rapport, N° 153 [16 mars], p. 498. — Discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [24 mars], p. 586. — Promulgation: Loi du 31 mars 1933 (*J. O.* du 1^{er} avril 1933, p. 3286).

CONFERENCE GENERALE DE LIMITATION ET DE REDUCTION DES ARMEMENTS (Ouverture d'un crédit pour la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit destiné à couvrir, pendant l'Exercice 1932, les dépenses nécessitées par la participation de la France à la conférence générale de limitation et de réduction des armements. Renvoi à la Commission des finances, N° 53 [14 février], p. 150. — M. Henry Bérenger dépose le rapport, N° 152 [16 mars], p. 498. — Discussion. Communica-

tion d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [24 mars], p. 586. — Promulgation: Loi du 31 mars 1933 (*J. O.* du 1^{er} avril 1933, p. 3286).

CONFERENCE GENERALE DE LIMITATION ET DE REDUCTION DES ARMEMENTS (Ouverture d'un crédit). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit destiné à couvrir, pendant le premier semestre de l'année 1933, les dépenses nécessitées par la participation de la France à la conférence générale de limitation et de réduction des armements. Renvoi à la Commission des finances, N° 435 [29 juin], p. 1543. — M. Henry Bérenger dépose le rapport, N° 489 [5 juillet], p. 1642. — Discussion. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 1702. — Promulgation: Loi du 29 juillet 1933 (*J. O.* des 31 juillet et 1^{er} août 1933, p. 8099).

CONFERENCE MONETAIRE ET ECONOMIQUE DE LONDRES. — Voir CRÉDITS DIVERS, N° 7.

CONSEIL D'ETAT STATUANT AU CONTENTIEUX (Organisation du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 30 décembre 1926 modifiant l'organisation du Conseil d'Etat statuant au contentieux (Voir TABLE DE 1927, p. 238). — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport de la Commission de législation, N° 247 [11 avril], p. 739.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'OFFICE NATIONAL DES PUPILLES DE LA NATION. — Lettre de M. le Ministre de l'Education nationale demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au Conseil supérieur de l'office national des pupilles de la nation. Fixation ultérieure de la date de l'élection [27 février], p. 400. — Résultat du scrutin: M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR, élu [14 mars], p. 492.

CONSEIL SUPERIEUR DES SOCIETES DE SECOURS MUTUELS. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux membres du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. Fixation ultérieure de la date de l'élection [17 mars], p. 518. — Résultat du scrutin: MM. EDMOND CAVILLON et CORBEDAINE, élus [9 juin], p. 1328.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (Autorité des). — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITION DE), N° 16.

CONSEIL DES MUSEES NATIONAUX (Modification à la composition du). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la composition du Conseil des musées nationaux. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 496 [6 juillet], p. 1647.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES (Compétence des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 20 novembre 1926 relatif à la compétence des Conseils de prud'hommes (Voir: TABLE DE 1929, p. 242). — M. Delthil dépose le rapport, N° 181 [23 mars], p. 560. — Ajournement de la 1^{re} délibération [9 juin], p. 1324. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi. *Nouvel intitulé: « Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ten-*

dant: 1° à la ratification du décret du 20 novembre 1926 relatif à la compétence des conseils de prud'hommes; 2° à la modification des articles 80 et 87 du livre IV du Code du travail et de la prévoyance sociale » [20 juin], p. 1383. — Promulgation: Loi du 29 juin 1933 (*J. O.* du 5 juillet 1933, p. 6998).

CONSEILS DE TUTELLE. — Proposition de loi de MM. d'Estoumelles de Constant, Léon Bourgeois et plusieurs de leurs collègues, relative à l'établissement des conseils de tutelle en France (Voir TABLE DE 1910, p. 363). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

CONSERVES DE LEGUMES (Augmentation de droits de douane sur certaines catégories de). — Voir DOUANES, N° 19.

CONSERVES DE POISSON ORIGINAIRES DU CANADA. — Voir DOUANES, N° 7.

CONSERVES DE POISSON DE PROVENANCE ETRANGERE (Contingentement des importations). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 9 décembre 1931 ayant pour objet le contingentement des importations des conserves de poisson de provenance étrangère, N° 715, du 15 juillet 1932 (*J. O.*, p. 1135). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1649. — Promulgation: Loi du 18 août 1933 (*J. O.* du 22 août, p. 9030).

CONTRATS (Louage de service et bail à loyer). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux contrats qui tiennent à la fois du louage de service et du bail à loyer (Voir TABLE DE 1919, p. 519). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

CONTRIBUTION FONCIERE (Exclusion de l'exemption temporaire). — Voir IMMEUBLES CONSTRUITS PAR LES SINISTRÉS DU SUD-OUEST

CONVENTIONS.

Convention franco-italienne du 20 janvier 1879 (Gares internationales de Modane et de Vintimille) (Avenant à la). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention franco-italienne du 20 janvier 1879, relative aux gares internationales de Modane et de Vintimille (N° 757, année 1932). — M. Charles Meunier dépose le rapport, N° 38 [3 février], p. 119. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 479. — Promulgation: Loi du 12 avril 1933 (*J. O.* du 13 avril, p. 3766).

Convention internationale du 25 août 1924 (Responsabilité du propriétaire du navire) (Approbation de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale sur la responsabilité du propriétaire du navire, signée à Bruxelles le 25 août 1924. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 71 [16 février], p. 164. — Renvoi, pour avis, à la Commission de la marine [28 juin], p. 1508.

Convention internationale du 10 avril 1926 (Privilèges et hypothèques maritimes) (Approbation de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la

convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, signée à Bruxelles, le 10 avril 1926. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 70 [16 février], p. 164. — Renvoi, pour avis, à la commission de la marine [28 juin], p. 1508.

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE (Chiffre d'affaires et taxe sur les échanges). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de la convention signée à Paris, le 3 octobre 1932, entre la France et l'Italie, pour éviter, à l'importation, les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et de taxe sur les échanges. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats, N° 107 [26 février], p. 366. — M. Raynaldy dépose le rapport, N° 163 [17 mars], p. 533. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [23 mars], p. 577. — M. Marcel Régnier dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis, N° 198 [28 mars], p. 614. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 mars], p. 623. — Promulgation: Loi du 13 avril 1933 (J. O. du 12 mai, p. 4934).

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE (Assistance aux indigents). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention d'assistance aux indigents, signée à Paris le 9 septembre 1931, entre la France et la Suisse. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et, pour avis, à la Commission de l'hygiène et à la Commission des finances, N° 323 [29 mai], p. 1230. — M. André Honorat dépose le rapport, N° 438 [30 juin], p. 1574. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 1742. — Promulgation: Loi du 27 juillet 1933 (J. O. du 28 juillet, p. 7878).

CONVENTION DE ROME (Protection de la propriété littéraire et artistique). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de la convention signée à Rome le 2 juin 1928, pour la protection de la propriété littéraire et artistique (N° 682, année 1932). — M. Neuville dépose, au nom de la Commission de l'enseignement l'avis, N° 210 [30 mars], p. 637. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Marcel Plaisant, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 juin], p. 1529. — Promulgation: Loi du 24 juillet 1933 (J. O. du 30 juillet, p. 8054).

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE (Exécution de jugements). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention entre la France et l'Italie sur l'exécution des jugements en matière civile et commerciale, signée à Rome le 3 juin 1930 (N° 774, année 1931). M. Marcel Plaisant a déposé, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport, N° 144, le 23 février 1932, J. O., p. 467. M. Pol-Chevalier dépose l'avis de la Commission de législation civile et criminelle, N° 374 [15 juin 1933], p. 1349. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 4742. — Promulgation: Loi du 23 juillet 1933 (J. O. du 26 juillet, p. 7814).

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LA BELGIQUE (Doubles impositions et règlement de certaines questions en matière fiscale). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention entre la France et la Belgique pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale, signée à Bruxelles le 16 mai 1931. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 417 [27 juin], p. 1477. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport, N° 536. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 1743. — Promulgation: Loi du 13 juillet 1933 (J. O. du 14 juillet 1933, p. 7364; *Errata*: J. O. du 30 août, p. 9262).

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE (Doubles impositions et règlement de certaines questions en matière fiscale). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention entre la France et l'Italie pour éviter les doubles impositions et régler certaines questions en matière fiscale, signée à Rome le 16 juin 1930, et de l'avenant à cette convention, signé le 16 novembre 1921. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 433 [29 juin], p. 1528. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport, N° 537. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 1745. — Promulgation: Loi du 13 juillet 1933 (J. O. du 14 juillet, p. 7366).

CONVENTION DU 9 DECEMBRE 1930 A GENEVE (Abordage dans la navigation intérieure) (Ratification de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention sur l'unification de certaines règles en matière d'abordage dans la navigation intérieure, en date à Genève du 9 décembre 1930, et signée par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la ville libre de Dantzig, la France, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 451 [4 juillet], p. 1605.

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE SUR LES ASSURANCES SOCIALES (Approbation de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue, le 2 novembre 1932, entre la France et l'Espagne sur les assurances sociales. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 462 [4 juillet], p. 1621.

CONVENTION CONCERNANT L'IMMATRICULATION DES BATEAUX DE NAVIGATION INTERIEURE DU 9 DECEMBRE 1930 A GENEVE (Approbation de la). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention concernant l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure, les droits réels sur ces bateaux et autres matières connexes, en date à Genève du 9 décembre 1930, et signée par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la ville libre de Dantzig, la France, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Yougo-

slavie. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 505 [6 juillet], p. 1667.

Convention radiotélégraphique internationale de Washington. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention radiotélégraphique internationale et de ses annexes, arrêtées par la Conférence internationale de Washington le 25 novembre 1927, N° 825, du 13 décembre 1932 (J. O., p. 1451). — M. Pierre-Robert dépose le rapport, N° 490 [5 juillet], p. 1635. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 1733. — Promulgation: Loi du 27 août 1933 (J. O. du 30 août, p. 9262).

Conventions de Genève du 19 mars 1931 (Unification du droit en matière de chèques). — Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification des conventions signées à Genève, le 19 mars 1931, en vue de l'unification du droit en matière de chèques. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 297 [4 mai], p. 780.

COOPERATIVES D'ARTISANS D'ART ET D'ARTISTES (Plan d'outillage national). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, réservant aux coopératives d'artisans d'art et d'artistes une partie des travaux d'art se rattachant au plan d'outillage national. Renvoi à la Commission des finances, N° 543 [7 juillet], p. 1754.

COTONS CARDES HYDROPHILES. — Voir USAGES COMMERCIAUX.

COUR D'APPEL D'ALGER (Création de postes de greffiers). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de onze postes de greffiers dans le ressort de la Cour d'appel d'Alger. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des finances, N° 513 [6 juillet], p. 1681.

COUR DE JUSTICE. — Résultat du scrutin pour la désignation du Vice-Président chargé de présider la Cour de justice en cas d'empêchement du Président: M. CUMINAL, élu [26 janvier], p. 99. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Procureur général près la Cour de cassation, par laquelle il fait connaître au Sénat que la Cour vient de désigner, pour remplir les fonctions de Procureur général près la Cour de justice en 1933, M. Scherdlin, et pour remplir les fonctions d'avocats généraux, MM. Le March' Hadour et Fleys [31 janvier], p. 110.

(Commission d'instruction de la). — Résultat du scrutin pour la nomination de neuf membres de la commission d'instruction de la Cour de justice: MM. EUGÈNE PENANCIER, ARMAND CALMEL, ALFRED GRAND, MORAND, LISBONNE, LOUIS MARTIN, MONSSERVIN, ANDRÉ MORIZET et MANUEL FOURCADE, élus. — Résultat du scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la commission d'instruction de la Cour de justice: MM. HENRY MERLIN, DE COURTOIS, HENRY BOURDEAUX, GAUTHEROT et BOUVIN-CHAMPEAUX, élus [26 janvier], p. 99, 100.

COURS D'ASSISES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 3 septembre 1926 relatif aux cours d'assises (Voir TABLE DE 1928, p. 264). — Vote de la question préalable sur ce projet de loi [7 mars], p. 440.

CREDITS DIVERS.

N° 1. — **Crédit de 1.700.000 fr. (Opérations scientifiques internationales).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 1.700.000 fr. pour participation du ministère de l'éducation nationale aux frais des trois grandes opérations scientifiques internationales: année polaire internationale, éclipse totale du soleil, détermination des longitudes mondiales. Renvoi à la Commission des finances, N° 130 [9 mars], p. 467. — M. Jean Philip dépose le rapport, N° 176 [23 mars], p. 560. — Discussion. Adoption au scrutin de l'article unique du projet de loi [30 mars], p. 622. — Promulgation: Loi du 31 mars 1933 (*J. O.* du 14 avril, p. 3830).

N° 2. — **Crédit de: 1° 3 millions de francs (Sinistrés de la catastrophe de Caluire-et-Cuire); 2° 12 millions de francs (Victimes des inondations dans les départements du Var et des Alpes-Maritimes).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture: 1° d'un crédit de 3 millions de francs pour secours aux sinistrés de la catastrophe de Caluire-et-Cuire; 2° d'un crédit de 12 millions de francs pour secours aux victimes des inondations du 29 septembre 1932 dans les départements du Var et des Alpes-Maritimes. Renvoi à la Commission des finances, N° 140 [14 mars], p. 478. — M. Schrameck dépose le rapport, N° 237 [7 avril], p. 735.

N° 3. — **Crédits pour couvrir les dépenses de la mission de M. Herriot aux Etats-Unis.** — Voir MISSION DE M. HERRIOT.

N° 4. — **Crédit pour la participation de la France à la Conférence générale de limitation et de réduction des armements (Ouverture d'un).** — Voir CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE...

N° 5. — **Crédits (Ouverture de. — Centenaire de la mort de Cuvier.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre de l'Education nationale à participer aux frais entraînés par la célébration, en 1932, du centenaire de la mort de Cuvier, et portant ouverture sur l'exercice 1932 de crédits afférents à cette participation, N° 792, déposé le 29 novembre 1932 (*J. O.*, p. 1354). — M. Jean Philip dépose le rapport, N° 472 [5 juillet], p. 1629. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 1702. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1933 (*J. O.* du 30 juillet, p. 8054).

N° 6. — **Crédit de 400.000 fr. (Ouverture d'un) (14^e Congrès de la fédération interalliée des anciens combattants).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 400.000 fr. destiné à subventionner la section nationale française de la fédération interalliée des anciens combattants en vue de l'organisation du 14^e congrès de cette fédération qui doit se tenir à Rabat en 1933. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères. N° 519 [7 juillet], p. 1701.

N° 7. — **Crédit (Conférence monétaire et économique de Londres).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit destiné à couvrir, pendant l'exercice 1933, les dépenses nécessitées par la participation de la France à la conférence monétaire et

économique de Londres. Renvoi à la Commission des finances, N° 363 [15 juin], p. 1342. — M. Henry Bérenger dépose le rapport, N° 429 [28 juin], p. 1508. — Discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [4 juillet], p. 1606. — Promulgation: Loi du 18 juillet 1933 (*J. O.* du 20 juillet, p. 7566).

N° 8. — **Crédits sur Exercice 1932 pour l'aménagement de la région parisienne.** — Voir RÉGION PARISIENNE.

CREDITS PROVISOIRES.

Crédits provisoires sur l'exercice 1933 applicables au mois de février. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture sur l'exercice 1933 de crédits provisoires applicables au mois de février 1933; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics. Renvoi à la Commission des finances, N° 34 [31 janvier], p. 111. — M. Henri Roy dépose et lit le rapport, N° 35. Demande de discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 janvier], p. 111. — Promulgation: Loi du 31 janvier 1933 (*J. O.* du 1^{er} février 1933, p. 1090; *Erratum: J. O.* du 4 février 1933, p. 1218).

Crédits provisoires sur l'exercice 1933 applicables au mois de mars. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture, sur l'exercice 1933, de crédits provisoires applicables au mois de mars 1933; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics et tendant au redressement budgétaire. Renvoi à la Commission des finances, N° 50 [14 février], p. 150. — M. Henri Roy dépose le rapport, N° 51 [14 février], p. 150. — M. Joseph Caillaux demande la déclaration d'urgence. Urgence déclarée [16 février], p. 177. — Discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Henri Roy, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Jean Durand, Japy, Henry Chéron et Lamoureux, *Ministre du Budget* [18 février], p. 181. — Suite de la discussion générale: M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances* [18 février], p. 199 et suiv. — Suite de la discussion: Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Suite de la discussion générale: MM. Fernand David, Lémery, Anatole Manceau, Lisbonne et Georges Bonnet. Suite de la discussion générale: MM. Lucien Voilin, Edouard Daladier, *Président du Conseil*, *Ministre de la Guerre*, et Robert Thoumyre. Discussion des articles: Art. 1^{er} et 2: réservés. Art. 3 à 36: adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [19 février], p. 206. — Suite de la discussion: Suite de la discussion des articles: Art. 39 (Taxe sur le chiffre d'affaires): Amendement (demande de disjonction de l'article) de M. Eugène Millières-Lacroix: MM. Eugène Millières-Lacroix et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Retrait. Adoption des deux premiers alinéas de l'article. Amendement de M. Jean Bosc: MM. Jean Bosc, Babaud-Lacroze, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Henri Roy, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Lesaché et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Amendement de

M. Lesaché: retrait. Adoption du troisième alinéa et de l'ensemble de l'art. 39. Amendement (article nouveau) de M. Eugène Millières-Lacroix, soumis à la prise en considération: MM. Eugène Millières-Lacroix et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Retrait. Art. 40: adoption. Art. 41 (Bénéfices des professions non commerciales). — Art. 59 à 62 des lois codifiées. Sur l'article: MM. Babaud-Lacroze, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Manuel Fourcade, Raynaldy, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption du deuxième alinéa de l'art. 59 des lois codifiées. Art. 60 des lois codifiées. Amendement de M. Lancien: MM. Lancien et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'art. 60 des lois codifiées). Art. 61 des lois codifiées. Amendement de M. Raynaldy: adoption. Adoption de l'art. 61 modifié des lois codifiées. Art. 62 des lois codifiées. Sur l'article: MM. Gasnier-Dupare, Henri Roy, *Rapporteur général*, Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'art. 62 des lois codifiées. Adoption de l'ensemble de l'art. 41 modifié. Art. 42 (Évaluation du revenu des propriétés foncières). Amendement (demande de disjonction de l'article) de M. Desjardins: MM. Desjardins et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Rejet. Observations de MM. Abel Lefèvre, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Schrameck, de Courtois et René Besnard. Scrutin sur l'art. 42: pointage. — Résultat du scrutin, après pointage, sur l'art. 42: adoption de l'article. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Morand, Lefas et Anatole Manceau: M. Desjardins. Retrait. Art. 43: adoption. Art. 45 (Impôt sur le revenu des créances). Amendement (demande de disjonction de l'article) de M. Robert Thoumyre: non soutenu. Adoption de l'art. 45. Art. 46 (Impôt sur le revenu des créances). Amendement (demande de disjonction de l'article) de M. Robert Thoumyre: M. Robert Thoumyre. Retrait. Adoption de l'art. 46. Art. 47 et 47 A: adoption. Art. 47 B: adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Farjon et de La Grange: MM. Farjon et Henri Roy, *Rapporteur général*. Retrait. Art. 47 C: adoption. Art. 47 D, 47 E, 48 et 49: adoption. Art. 49 bis nouveau (Recrutement de nouveaux fonctionnaires). Sur l'article: MM. Desjardins, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Henry Merlin et Robert Thoumyre. Adoption de l'art. 49 bis (nouveau). Art. 50 (Impôts dus par les sociétés). Sur l'article: MM. Edmond Caviwon et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption de l'art. 50. Art. 54: adoption. Amendement de M. Jean Taurines: M. Jean Taurines. Irrecevable. Art. 57 (Gérants de sociétés à responsabilité limitée). Amendement (demande de disjonction de l'article) de M. Anatole Manceau et plusieurs de ses collègues: MM. Anatole Manceau, Henri Roy, *Rapporteur général*; Chapsal, Lesaché, Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Robert Thoumyre. Rejet. Demande de renvoi à la Commission: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Veyssière et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Retrait. Amendement de M. Anatole Manceau et plusieurs de ses collègues: retrait. Observations de MM. Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Amendement de M. Lesaché: MM. Lesaché et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Rejet. Amendement (disposition additionnelle) de M. Robert Thoumyre: MM. Robert Thoumyre et Henri Roy, *Rapporteur général*. Rejet. Adoption

de l'ensemble de l'article 57 modifié. Art. 58 : adoption. Art. 59 (Spécialités pharmaceutiques) : Amendements (demandes de disjonction de l'article) présentés par M. Lancier, par M. Louis Marlin et par M. Armbruster : MM. Lancier, Louis Martin, Dauthy et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption, au scrutin. Art. 60 : adoption. Art. 61 (Majoration provisoire de l'impôt général sur le revenu) : Amendement de M. Laudier et plusieurs de ses collègues : MM. Laudier, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Dehoume, Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Marcel Michel. Rejet. Adoption de l'article 61. Art. 61 bis (Impôt général sur le revenu. Publicité) : Amendement de M. Lucien Voilin et plusieurs de ses collègues : MM. Lucien Voilin et Henri Roy, *Rapporteur général*. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article 61 bis. Art. 62 (Droits d'enregistrement et d'hypothèques) : Amendement (demande de disjonction de l'article) de M. Coucoureux : MM. Coucoureux et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Rejet. Adoption de l'article 62. Art. 63 (Timbre de dimension) : Amendement (demande de disjonction de l'article) de M. Renaudot : MM. Renaudot et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Rejet. Adoption de l'article 63. Art. 64 et 65 : adoption. Art. 66 (Licences d'importation afférentes à des produits contingents) (nouvelle rédaction de la Commission) : Amendement de M. Jean Bosc : MM. Jean Bosc, Marcel Régnier, *Rapporteur de la Commission des finances*, et Louis Serre, *Ministre du Commerce*. Rejet. Sur l'article : MM. Yves Le Trocquer et Chapsal. Amendement de MM. Damecour, Donon et Boivin-Champeaux : MM. Damecour et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Retrait. Amendement de M. Thoumyre : MM. Robert Thoumyre et Louis Serre, *Ministre du Commerce*. Retrait. Adoption du premier alinéa de l'article. Amendement de M. Japy : MM. Gaston Japy, Cadot, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Hayez. Rejet. Adoption du deuxième alinéa. Amendement de M. Le Trocquer et plusieurs de ses collègues : retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 66. Renvoi à la suite de la discussion à la prochaine séance [20 février], p. 230, 243. — Suite de la discussion des articles : Art. 67 (Taxation des automobiles affectées à des entreprises de transport) : Amendement de M. Morizet (demande de disjonction de l'article) : MM. André Morizet et Henri Roy, *Rapporteur général*. Rejet. Amendement de MM. Babaud-Lacroze et de plusieurs de ses collègues : M. Babaud-Lacroze. Retrait. Sur l'article : MM. Babin-Chevaye, Lugol, Auguste Mounié, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Laudier et Marcel Régnier. Reprise, par M. Babin-Chevaye, de l'amendement, précédemment retiré, de M. Babaud-Lacroze et plusieurs de ses collègues. Rejet. Adoption de l'article 67. Amendement (article nouveau) de MM. Babaud-Lacroze et Marcel Régnier, soumis à la prise en considération. Adoption. Observations de M. Henry Chéron. Amendement (article nouveau) de M. Marcel Régnier : M. Marcel Régnier. Réservé. Art. 69 (Taxes au poids et à l'encumberment des automobiles). Sur l'article : MM. Desjardins, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Tournan, Henri Roy, *Rapporteur général*; Dauthy, Henry Merlin, André Morizet et James Hennessy. Demande de disjonction de l'article, par M. André Morizet : Rejet. Adoption de l'article 69. Amendement (disposition additionnelle) de M. Tissier : MM. Louis Tissier et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Retrait. Amendement (article nouveau) de M. Marcel Régnier, précédemment réservé. Adoption. Art. 70 : adoption. Art. 73 (Droit de

consommation sur l'alcool) : Amendements présentés par M. Bazile et plusieurs de ses collègues et par M. Charabot (demandes de disjonction de l'article) : MM. Gaston Bazile, Charabot, Boivin-Champeaux, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Lefas et Lamoureux, *Ministre du Budget*; Auguste Potié et Damecour. Scrutin. Pointage. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Résultat du scrutin, après pointage, sur les demandes de disjonction de l'article 73 présentées par M. Bazile et plusieurs de ses collègues et par M. Charabot. Rejet. Adoption de l'article 73. Art. 73 bis (Surtaxe sur certains spiritueux) : Amendement de M. Bazile et de plusieurs de ses collègues : M. Lefas. Rejet. Adoption de l'article 73 bis. Amendement (disposition additionnelle) de M. Tissier : MM. Louis Tissier, Fernand Merlin, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Bruguière, Jean Bosc et Auguste Mounié. Rejet. Art. 74 (Acide carbonique liquide) : adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Bender et Rolland : MM. Rolland et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Renvoi à la commission. Art. 76 : réservé. Art. 77 (Pièces de nickel de 5 fr.) : sur l'article : MM. Armbruster, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Desjardins, Ferdinand Bougère et le Général Hirschauer. Adoption de l'article 77. Amendement (disposition additionnelle) de M. Duplantier : MM. Duplantier et Henri Roy, *Rapporteur général*. Renvoi à la commission de législation. Art. 78 : adoption. Amendement (article nouveau) de M. Milan (Suspension de l'application des lois sur les assurances sociales) : MM. François Milan, Paul Strauss, Fernand David, Le Gorgeu, Chauveau, François-Albert, *Ministre du Travail*; François-Saint-Maur et Justin Godart. Retrait. Reprise, par M. Justin Godart, de l'amendement de M. Milan : MM. Justin Godart et Laudier. Rejet, au scrutin. Amendement (article nouveau) de MM. Valadier et Chauveau : retrait. Art. 79 : adoption. Amendement (article nouveau) de M. Chéron et de plusieurs de ses collègues : MM. Henry Chéron et Léon Bénard : adoption. Amendement (article nouveau) de M. le comte de Blois, soumis à la prise en considération : MM. le Comte de Blois, Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Gauherot : rejet. Art. 80 (Suppression de la présomption d'origine) : Amendement de M. Lugol : MM. Lugol, Louis Tissier, Henri Roy, *Rapporteur général*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances* : rejet. Adoption du premier alinéa de l'article. Amendement de M. Lugol : rejet. Adoption du deuxième alinéa et de l'ensemble de l'article. Art. 80 bis (Revision des pensions militaires d'invalidité) : Amendements présentés par M. Lugol et par M. Taurines (demandes de suppression de l'article) : MM. Lugol, Jean Taurines, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Edouard Daladier, *Président du Conseil, Ministre de la Guerre*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [21 février], p. 270. — Suite de la discussion des articles : Art. 80 bis (Revision des pensions militaires d'invalidité) : Sur l'article : MM. Miellé, *Ministre des Pensions*; Robert Thoumyre, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Lamoureux, *Ministre du Budget*; Raynaldy, Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*, et Jean Taurines. Amendements présentés par M. Lugol et par M. Taurines (demandes de suppression de l'article) : MM. Lugol, Marcel Régnier,

Rapporteur général adjoint; Jean Taurines et Robert Thoumyre. Adoption, au scrutin. Art. 81 (Commission de suppression des abus en matière de pensions) : Amendement de M. Lugol (demande de suppression de l'article) : MM. Lugol et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Retrait. Amendement de M. Thoumyre : retrait. Amendement de M. Lefas : M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Adoption de l'article 81 modifié. Demande de discussion immédiate des articles relatifs aux anciens combattants : adoption. Art. 85 quater (Cumul des suppléments pour enfants) : Observations de MM. Lucien Voilin et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'article 85 quater. Art. 85 sexies (Limitation des rappels d'arrérages à une année) : adoption. Art. 86 (Bénéfices de campagne) : disjonction. Art. 86 bis (Suppression de la pension des veuves remariées) : Observations de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Disjonction de l'article. Art. 86 ter (Pensions temporaires) : Amendement de M. Voilin : retrait. Adoption de l'article. Art. 86 quater (Retraite du combattant) : disjonction. Art. 86 quinquies (Interdiction de cumuler la retraite du combattant avec un traitement). Amendement de M. Voilin (Demande de suppression de l'article) : retrait. Adoption de l'article. Art. 81 bis (Réduction de l'indemnité législative) : Amendement de M. Marcel Michel, MM. Marcel Michel, Léon Perrier, le Général Hirschauer et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Adoption de l'article 81 bis. Art. 82 (Commission des économies) : Observations de MM. Lamoureux, *Ministre du Budget*; Henry Merlin, Laudier et Alexandre Israël. Adoption de l'article 82. Disposition additionnelle à l'article 82 (nouvelle rédaction) : MM. Alexandre Israël, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Réservée. Art. 87 (Officiers atteints d'invalidité égale ou supérieure à 70 p. 100) : adoption. Art. 88 (Officiers invalides à 40 p. 100 au moins) : Adoption des deux premiers alinéas de l'article. Demande, par M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, de la disjonction des deux derniers alinéas : M. le Général Stuhl. Adoption. Art. 89 (Réduction du nombre des officiers. Motorisation de l'armée) : Amendement de MM. Mando et d'Harcourt : MM. Mando, le Comte d'Harcourt, le Comte de Blois, Lancier, le Général Hirschauer, Edouard Daladier, *Président du Conseil, Ministre de la Guerre*, et Daniel-Vincent. Rejet, au scrutin. Amendement de M. Messimy : MM. Messimy et Georges Bonnet, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption du premier alinéa. Amendement de MM. Le Trocquer et Charles Meunier : retrait. Observation de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Amendement de MM. Damecour, Beaumont, Cavillon et Lavoine : MM. Damecour et Beaumont. Rejet, au scrutin. Adoption des 2^e, 3^e, 4^e et 5^e alinéas et de l'ensemble de l'article 89. Déclaration de M. Lamoureux, *Ministre du Budget*. Observations de MM. Lucien Hubert et Ferdinand Bougère. Art. 83 (Réduction des traitements) : Amendement de M. Voilin et de plusieurs de ses collègues (demande de suppression de l'article) : MM. Lucien Voilin, Henri Roy, Borgeot, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Rejet, au scrutin. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa : Amendement de M. Le Gorgeu et de plusieurs de ses collègues : MM. Le Gorgeu et Abel Lefèvre. Retrait. Amendement de M. Perreau : M. Perreau. Re-

trait. Amendement de M. François-Saint-Maur : M. François-Saint-Maur. Retrait. Amendement de M. Louis Martin : M. Louis Martin. Retrait. Observations de MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Le Gorgeu, Perreau et Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*. Demande de renvoi à la Commission par M. Lisbonne : MM. Lisbonne et Lucien Voilin. Rejet, au scrutin. Amendement de M. Perreau : rejet, au scrutin. Nouvelle rédaction de la Commission : MM. Lucien Voilin et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. 3^e alinéa : Amendement de M. Delhoume : MM. Delhoume et Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*. Disjonction. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'art. 83. Amendement (article nouveau) : de M. Voilin : rejet. Amendement (article nouveau précédemment réservé) de M. Henri Merlin et de plusieurs de ses collègues : M. Henry Merlin. Adoption (devenant l'art. 83 bis). Art. 84 (nouvelle rédaction) (Revision des indemnités) : Amendement de M. Voilin et de plusieurs de ses collègues (demande de suppression de l'article) : MM. Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Adoption des trois premiers alinéas. Amendement de M. Le Gorgeu : M. Le Gorgeu. Rejet. Adoption du 4^e alinéa : Amendement de M. Ecard et de plusieurs de ses collègues : MM. Ecard, le Comte de Leusse, Guy de Wendel, Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Paul Jourdain. Rejet, au scrutin. Adoption du 5^e alinéa et de l'ensemble de l'art. 84. Art. 85 (Cumul d'une pension avec un traitement) : Amendement de MM. Le Gorgeu et Louis Martin (demande de disjonction de l'article) : MM. Le Gorgeu, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Amet, *Directeur de la Dette inscrite, Commissaire du Gouvernement*; Farjon et Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*. Rejet. Sur l'article : MM. André Honorat et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Suppression du 9^e alinéa. Adoption de l'art. 85. Renvoi de la suite de la discussion : MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Edouard Daladier, *Président du Conseil, Ministre de la Guerre*. Art. 85 A nouveau : adoption. Amendement (article nouveau) de M. Henry Merlin : M. Henry Merlin. Retrait. Amendement (article nouveau) de M. le Général Bourgeois : M. le Général Bourgeois. Adoption (devenant l'art. 85 B). Art. 85 bis : adoption. Art. 85 ter (ajournement de la deuxième tranche de la revision des pensions) : Amendement de MM. Le Gorgeu, Louis Martin et Bachelet (demande de suppression de l'article) : MM. Le Gorgeu, Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*; Louis Martin et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Adoption de l'art. 85 ter. Art. 85 quinquies : adoption. Art. 85 septies (exclusion de l'entrée en compte, pour la retraite, de toute période ne correspondant pas à des services effectifs) : sur l'article : MM. Louis Tissier, Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*; Le Moignie, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Abel Lefèvre et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption de l'art. 85 septies. Amendement (article nouveau après l'art. 79 bis) de M. Louis Martin : M. Louis Martin. Retrait. Art. 1^{er} (précédemment réservé). (Ouverture de crédits provisoires pour mars 1933) : sur l'article : M. Alexandre Millerand. Amendements présentés par M. Rio, par M. le Général Bourgeois et par M. Messimy : MM. Rio, *Président de la Commission de la marine*; le Général Bourgeois, *Président de la Commission de l'air*; Edouard Daladier, *Président du Conseil, Mi-*

nistre de la Guerre; Messimy, *Président de la Commission de l'armée*. et Martin-Binacchon. Adoption, au scrutin. Adoption de l'art. 1^{er} modifié. Art. 2 (précédemment réservé) : adoption. Art. 76 (précédemment réservé) : adoption. Sur l'ensemble : MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*; Louis Martin et Laudier. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [22 février], p. 307. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant : 1^o ouverture, sur l'exercice 1933, de crédits provisoires applicables au mois de mars 1933; 2^o autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, et tendant au redressement budgétaire. Renvoi à la Commission des finances, N^o 104 [26 février], p. 366. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport, N^o 105. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés : Art. 1^{er} : réservé. Art. 38 (repris par la Chambre) (Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux) : rejet. Art. 43 (point de départ de l'application des mesures prévues aux art. 39 à 42 et 54 à 61) : adoption (nouvelle rédaction de la Commission). Art. 45 (disjoint par la Chambre) (Impôt sur le revenu des créances). Sur l'article : MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*; Renaudot, J. Loubet et Abel Lefèvre. Demande de disjonction de l'article par M. Robert Thoumyre : M. Robert Thoumyre et M. Lamoureux, *Ministre du Budget*. Rejet. Adoption de l'art. 45. Art. 46 à 47 E (disjoints par la Chambre) (Impôt sur le revenu des créances) : adoption. Art. 49 (réorganisation du service des sociétés) : sur l'article : MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*, et Desjardins. Adoption de l'art. 49 (texte de la Chambre). Art. 54 (suppression de diverses exonérations) : adoption (nouvelle rédaction de la Commission). Art. 57 (gérants de sociétés à responsabilité limitée) : sur l'article : MM. Anatole Manceau, Lamoureux, *Ministre du Budget*, Lesaché et Babaud-Lacroze. Adoption de l'art. 57 (texte de la Chambre). Art. 59 (spécialités pharmaceutiques) : Amendement de M. Armbruster et plusieurs de ses collègues (demande de disjonction de l'article) : MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*; Lancien, Armbruster, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Gadaud, Auguste Mounié et Gaston Menier. Adoption, au scrutin, de la disjonction. Art. 60 (régime fiscal des automobiles d'ancienne fabrication) : adoption (texte de la Chambre). Art. 61 (majoration provisoire de l'impôt général sur le revenu). Sur l'article : MM. Laudier, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; et Louis Michel. Adoption de l'art. 61 (texte du Sénat). Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [26 février], p. 366. — Suite de la discussion des articles modifiés : Art. 66 (taxation des licences d'importation afférentes à des produits contingentés) : sur l'article : MM. Lesaché, Louis Serre, *Ministre du Commerce*; le Général Hirschauer et François-Saint-Maur. Adoption du premier alinéa. Deuxième alinéa : Amendement de M. Robert Thoumyre (demande de suppression) : MM. Robert Thoumyre et Louis Serre, *Ministre du Commerce*. Rejet. Adoption du deuxième alinéa. Adoption du troisième alinéa et de l'ensemble de l'art. 66 (texte de la Chambre). Art. 67 (assujettissement à la taxe sur le chiffre d'affaires des entrepreneurs de transport par automobile) : Amendement de M. Morizet : MM. André Morizet, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*; Babaud-Lacroze et Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission des finan-*

ces. Retrait. Adoption de l'art. 67 (texte de la Chambre). Art. 67 ter (exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires en faveur de certains transports automobiles) : Amendement de M. Mounié : MM. Auguste Mounié, Lamoureux, *Ministre du Budget*; et Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*. Rejet. Adoption de l'art. 67 ter (nouvelle rédaction de la Commission). Art. 72 (majoration des droits sur les gas-oils) : adoption (texte de la Chambre). Art. 73 bis (surtaxe sur certains spiritueux) : sur l'article : M. Louis Tissier. Adoption de l'art. 73 bis (texte de la Chambre). Art. 81 (commission de suppression des abus en matière de pensions) : sur l'article : MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*; et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption de l'art. 81 (nouvelle rédaction de la commission). Art. 83, 84 et 86 quinquies : réservés. Art. 84 bis (organisation d'un contrôle financier des offices et établissements autonomes de l'Etat) : Amendement de M. Hervey : adoption. Adoption de l'art. 84 bis modifié (nouvelle rédaction). Art. 84 ter (budget des offices) : adoption (nouvelle rédaction de la Commission). Art. 84 quater (comptabilité des offices) : Amendement de M. Hervey : MM. Hervey, Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission des finances*. Retrait. Disjonction de l'art. 84 quater. Art. 85 A (dérogation aux dispositions de l'art. 83) : réservé. Art. 85 B et 85 bis : disjonction. Art. 85 ter (ajournement de la 2^e tranche de la revision des pensions) : Amendement de M. Le Gorgeu (demande de disjonction de l'article) : MM. Le Gorgeu, Lamoureux, *Ministre du Budget*; Charles Dumont, Bachelet et Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*. Adoption de la disjonction. Art. 85 quinquies (prise en compte pour la retraite d'une somme forfaitaire de 400 fr.) : sur l'article : MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*; et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption de l'art. 85 quinquies (premier texte du Sénat). Art. 85 sixies (limitation à une année des rappels d'arrérages de pensions) : adoption (texte de la Chambre). Art. 85 septies (exclusion, pour la retraite, de toute période ne correspondant pas à des services effectifs) : adoption (premier texte du Sénat). Art. 86 quinquies (cumul de la retraite du combattant avec un traitement ou une solde) : Amendement de M. Taurines (demande de disjonction de l'article) : MM. Jean Taurines, Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*, et Robert Thoumyre. Retrait. Amendement de M. Taurines : M. Gallet. Rejet. Amendement de M. Milliès-Lacroix : MM. Eugène Milliès-Lacroix et Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission des finances*. Rejet. Adoption de l'art. 86 quinquies (premier texte du Sénat). Art. 1^{er} (Crédits provisoires pour mars 1933) : Sur l'article : MM. Rio, Messimy, le Général Bourgeois et Cabart-Danneville. Amendements présentés par : 1^o M. le Général Bourgeois et plusieurs de ses collègues; 2^o M. le Comte de Blois et plusieurs de ses collègues; 3^o M. Ecard et plusieurs de ses collègues : MM. le Général Bourgeois, de la Grange, Bénazet, le Comte de Blois, Ecard, Martin-Binacchon, Daladier, *Président du Conseil, Ministre de la Guerre*; Alexandre Millerand et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Fusion des trois amendements en un seul. Question de confiance posée sur le rejet de cet amendement. Explication des votes : MM. François-Saint-Maur, Farjon, le Général Hirschauer, Le Gorgeu, Gaston Menier et Louis Michel. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'art. 1^{er} (texte de la Chambre). Art. 83 (Réduction des traitements) : Sur l'article : MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*; Lisbonne, Lu-

cien Voilin, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Desjardins. Amendement de MM. Raynaldy et Gasnier-Duparc; MM. Raynaldy, Louis Tissier, Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission des finances*; Gasnier-Duparc et Louis Michel. Adoption. Observations de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Amendement de M. Louis Martin; MM. Louis Martin et François-Saint-Maur. Rejet. Amendement de M. Manceau; M. Anatole Manceau. Retrait. Observations de M. Sireyjol. Suppression du 8^e alinéa. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'art. 83 (nouvelle rédaction). Art. 84 (Révision des indemnités): Amendement de M. V. Ailin; MM. Lucien Voilin et Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*. Rejet, au scrutin. Amendement de M. Ecard et plusieurs de ses collègues: MM. Ecard, Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*, et Paul Jourdain. Rejet, au scrutin. Adoption de l'art. 84 (nouvelle rédaction de la Commission). Art. 85 A (Dérogation aux dispositions de l'art. 83): adoption (nouvelle rédaction de la Commission). Sur l'ensemble du projet de loi: MM. Maurice Ordinaire et Jacqy. Observations de M. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 février], p. 380. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture, sur l'Exercice 1933, de crédits provisoires applicables au mois de mars 1933; 2^o autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, et tendant au redressement budgétaire. Renvoi à la Commission des finances, N^o 112. M. Marcel Régnier dépose le rapport, N^o 113. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés: Art. 45 à 47 et 47 A à 47 E (disjoints par la Chambre) (Impôt sur le revenu des créances): disjonction prononcée. Art. 61 (Majoration provisoire de l'impôt général sur le revenu): Sur l'article: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption, au scrutin, de l'art. 61 (premier texte du Sénat). Art. 67 *ter* (Exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires en faveur de certains transports par automobiles): Sur l'article: MM. Auguste Mounié, Charles Dumont, Gadaud et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Amendement de MM. Mounié et Gadaud (demande de disjonction de l'article): rejet. Adoption de l'art. 67 *ter* (second texte du Sénat). Art. 72 *bis* nouveau (Droits sur les gas-oils): adoption. Art. 83 (Réduction des traitements): Sur l'article: MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*; Lisbonne, le Comte de Blois, Lucien Voilin, Abel Lefèvre et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption, au scrutin, de l'art. 83 (nouvelle rédaction de la Commission). Art. 84 (Révision des indemnités): Amendement de M. Guy de Wendel et plusieurs de ses collègues: MM. Guy de Wendel, Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*; Ecard, Louis Michel, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Adoption de l'art. 84 (nouvelle rédaction). Art. 84 *bis* et 84 *ter* (Contrôle financier des offices et établissements autonomes): adoption. Art. 84 *quater* (Compabilité des offices): Amendement de M. Hervey et plusieurs de ses collègues: adoption (devenant l'art. 84 *quater*). Art. 85 A (Dérogation aux dispositions de l'art. 83): adoption (premier texte du Sénat). Art. 86 *quinquies* (disjoint par la Cham-

bre) (Cumul de la retraite du combattant avec un traitement ou une solde): Amendement de M. Taurines (demande de disjonction de l'article): M. Jean Taurines. Rejet. Sur l'article: MM. Joseph Faure et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'art. 86 *quinquies* (premier texte du Sénat). Observations de M. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février], p. 420. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture, sur l'Exercice 1933, de crédits provisoires applicables au mois de mars 1933; 2^o autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics, et tendant au redressement budgétaire. Renvoi à la Commission des finances, N^o 114. M. Marcel Régnier dépose le rapport, N^o 115. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés. Art. 67 *ter* (Exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires en faveur de certains transports automobiles): adoption (texte de la Chambre). Art. 83 (Réduction des traitements): Sur l'article: MM. Borgeot, Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*, et Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption de l'art. 83 (nouvelle rédaction de la Commission). Art. 84 (Révision des indemnités): adoption (troisième texte du Sénat). Art. 85 A (Dérogation aux dispositions de l'art. 83): adoption (nouvelle rédaction de la Commission). Art. 86 *quinquies* (disjoint par la Chambre) (Cumul de la retraite du combattant avec un traitement ou une solde): disjonction prononcée. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février], p. 427. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture sur l'Exercice 1933 de crédits provisoires applicables au mois de mars 1933; 2^o autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics; et tendant au redressement budgétaire, N^o 117. M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport, N^o 118. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Edouard Daladier, *Président du Conseil*, *Ministre de la guerre*; Abel Lefèvre, Borgeot, Desjardins et Le Moigne. Discussion des articles modifiés: Art. 83 (Réduction des traitements): adoption, au scrutin (texte de la Chambre). Art. 84 (Révision des indemnités): adoption (texte de la Chambre). Observations de M. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février], p. 429. — Promulgation: Loi du 28 février 1933 (*J. O.* du 1^{er} mars 1933, p. 1994; *Errata*: *J. O.* du 2 mars 1933, p. 2074; *J. O.* du 17 mars 1933, p. 2690; *J. O.* du 23 juin 1933, p. 6470).

Crédits provisoires sur l'Exercice 1933 applicables aux mois d'avril et de mai. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture, sur l'Exercice 1933, de crédits provi-

soires, applicables aux mois d'avril et de mai 1933; 2^o autorisation de percevoir pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics. Renvoi à la Commission des finances, N^o 213 [31 mars], p. 655. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport, N^o 215. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion des articles: Art. 1^{er} et 2: réservés. Art. 3 à 5: adoption. Art. 6: Amendement de M. Edmond Cavillon; MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*, et Edmond Cavillon. Retrait. Sur l'article: M. Tournan. Amendement de M. Marcel Donon et de plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon, Borgeot, Albert Mahieu, Marcel Régnier et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption, au scrutin. Observations de MM. Albert Mahieu et Lucien Lamoureux. *Ministre du budget*. Adoption de l'art. 6 (texte de la Chambre). Art. 7: MM. Manuel Fourcade et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption. Art. 8: adoption. Art. 9: M. le Comte de Blois: adoption. Art. 9 *bis*: rejet. Art. 10 à 30: adoption. Art. 30 *bis*: MM. Philippoteaux et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Disjonction. Art. 31 et 32: adoption. Art. 33 (états A et B) à 42: adoption. Art. 1^{er} et 2, précédemment réservés: adoption. Adoption, au scrutin de l'ensemble du projet de loi [31 mars], p. 655. — Promulgation: Loi du 31 mars 1933 (*J. O.* du 1^{er} avril, p. 3287).

CREDITS DE L'EXERCICE 1932 A L'EXERCICE 1933 (Report de). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits de l'Exercice 1932 à l'Exercice 1933. Renvoi à la Commission des finances, N^o 436 [30 juin], p. 1548. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport, N^o 437. Demande de discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. le Comte de Blois et Edouard Daladier, *Président du Conseil*, *Ministre de la Guerre*. Art. 1^{er} (état A): adoption. Art. 2: adoption. Art. 3: Etat B: Sur le chap. 13 des services pénitentiaires: M. Lamoureux, *Ministre du Budget*. Adoption de l'état B et de l'ensemble de l'art. 3. Art. 4 à 13: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin], p. 1559. — Promulgation: Loi du 30 juin 1933 (*J. O.* du 1^{er} juillet, p. 6822).

CREDITS SPECIAUX (Exercices clos et périmés). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'Exercices clos et d'Exercices périmés (Voir TABLE DE 1932). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant ouverture de Crédits spéciaux d'Exercices clos et d'Exercices périmés. Renvoi à la Commission des finances, N^o 106 [26 février], p. 366. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N^o 160 [16 mars], p. 513. — Discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Adoption des articles (états A et B) et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [24 mars], p. 584. — Promulgation: Loi du 29 mars 1933 (*J. O.* du 30 mars, p. 3198).

CREDITS SUPPLEMENTAIRES.

Crédit supplémentaire de 3.150.000 fr. sur l'Exercice 1932 (Indemnités aux Alsaciens et aux Lorrains). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture d'un crédit supplémen-

taire applicable à l'Exercice 1932 pour faire l'attribution d'indemnités aux Alsaciens et aux Lorrains. Renvoi à la Commission des finances, N° 93 [19 février], p. 205. — M. Hervev dépose le rapport, N° 97 [20 février], p. 243. — Discussion. Adoption, au scrutin, de l'article unique [7 mars], p. 441. — Promulgation: Loi du 18 mars 1933 (J. O. du 21 mars, p. 2830).

Crédits sur Exercice 1932 (Ouverture et annulation de). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1932 au titre du Budget général et des Budgets annexes. Renvoi à la Commission des finances, N° 193 [28 mars], p. 614. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 197 [28 mars], p. 614. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Marcel Régnier. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er} (état A): adoption. Art. 2 (état B) à 13: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 mars], p. 628. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits, sur l'Exercice 1932, au titre du Budget général et des Budgets annexes. Renvoi à la Commission des finances, N° 212 [31 mars], p. 655. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 216. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Henry Merlin et Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*. Discussion des articles: Art. 1^{er}: Etat A: Intérieur: Chap. 114 bis (Calamités publiques): Amendements de M. Pelletier et de M. Reboul: MM. Pelletier, Camille Reboul, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*; René Besnard et Abel Lefèvre. Retrait. Adoption du chap. 114 bis modifié. Adoption de l'ensemble de l'art. 1^{er}. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars], p. 674. — Promulgation: Loi du 31 mars 1933 (J. O. du 1^{er} avril, p. 3278).

CREDIT SUPPLEMENTAIRE (Dépenses administratives de la Chambre des Députés) (Exercice 1932). — Voir CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

CREDIT SUPPLEMENTAIRE (Calamités publiques). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture au Ministre de l'Intérieur, au titre du Budget général de l'Exercice 1932, d'un crédit supplémentaire pour subventions et secours pour la réparation des dommages causés et la reconstitution des capitaux détruits par les calamités publiques au cours de l'année 1931 et d'un crédit supplémentaire pour secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques (Voir TABLE DE 1932). — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 184 [23 mars], p. 577. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*; le Comte Louis de Blois, Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Abel Gardey, François-Saint-Maur, Henry Merlin, Camille Reboul et René Renoult. Article unique: Amendement de M. Reboul (soumis à la prise en considération): M. Reboul. Rejet. Adoption, au scrutin, de l'ar-

ticle unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. *Nouvel intitulé: Proposition de loi tendant à l'ouverture au Ministre de l'Intérieur, au titre du Budget général de l'Exercice 1932, d'un crédit extraordinaire pour subventions pour la réparation des dommages causés aux départements, aux communes et aux établissements publics par les calamités publiques au cours des années 1931 et 1932* [30 mars], p. 623. — Promulgation: Loi du 7 mai 1933 (J. O. du 9 mai, p. 4822).

CREDIT MARITIME (Prorogation de la loi du 1^{er} avril 1928 sur le). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le crédit maritime, prorogeant la loi du 1^{er} août 1928. Renvoi à la Commission des finances, N° 512 [6 juillet], p. 1681. — M. Rio dépose le rapport, N° 562. Avis de la Commission des finances, par M. Charabot, N° 563. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [8 juillet], p. 1790. — Promulgation: Loi du 26 juillet 1933 (J. O. du 28 juillet, p. 7878).

CRUSTACES D'ORIGINE ETRANGERE (Importation de). — Voir DOUANES, N° 28.

D

DEFENSE DES COTES. — Voir POSTES MILITAIRES.

DELITS (Répression pénale de certains). — Proposition de loi de M. Charpentier ayant pour objet d'apporter des modifications à la répression pénale de certains délits (Voir TABLE DE 1924, p. 325). — Vote de la question préalable [31 mai], p. 1282.

DEMARCHAGE (Réglementation du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réglementation du démarchage (Voir TABLE DE 1931). — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [24 janvier], p. 76.

DEPARTEMENTS LIBERES DE L'INVASION. — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITIONS DE), N° 1.

DEPOTS DANS LES ETUDES NOTARIALES (Remboursement des). — Voir ETUDES NOTARIALES.

DIFFERENDS COLLECTIFS DU TRAVAIL (Conciliation en matière de). — Voir CODE DU TRAVAIL (MODIFICATION DU LIVRE IV).

DJEMAAS (Membres des). — Voir ALGÉRIE.

DOMAINE COMMUNAL (Dévolution du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant la dévolution du domaine communal en cas de suppression de commune à la suite du rachat de son territoire par l'Etat, en exécution de l'art. 46 de la loi du 17 avril 1919 (Voir TABLE DE 1932). Renvoi, pour avis, à la Commission des départements libérés de l'invasion [7 février], p. 134. — M. Raoul Péret dépose un rapport, N° 207 [30 mars], p. 622.

DOMMAGES DE GUERRE (Abrogation de clauses d'inaliénabilité). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à abroger les dispositions législatives frappant d'inaliénabilité certains titres délivrés en paiement d'indemnités pour dommages de guerre (N° 536, année 1932). M. André Lebert dépose le rapport,

N° 135 [9 mars], p. 468. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des départements libérés, par M. Lugol, N° 236. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 avril], p. 714. — Promulgation: Loi du 26 avril 1933 (J. O. du 21 avril, p. 4166).

DOMMAGES DE GUERRE (Indemnités aux titulaires des offices publics ou ministériels). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henry Bourdeaux tendant à modifier l'article 15 de la loi du 17 avril 1919 en ce qui concerne les indemnités de dommages de guerre attribuées aux titulaires des offices publics ou ministériels. Renvoi à la Commission des départements libérés de l'invasion, N° 167 [21 mars], p. 554. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [31 mars], p. 654.

DOUANES.

N° 1. — Ratification de décrets sur le régime douanier colonial. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier un certain nombre de décrets rendus en exécution de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales et, pour avis, à la Commission des colonies, protectorats et possessions ressortissant au Ministère des Colonies, N° 7 [19 janvier], p. 32. — M. Léonus Bénard dépose le rapport, N° 60 [16 février], p. 162. — M. Albert Mahieu dépose l'avis de la Commission des colonies, N° 367 [15 juin], p. 1343. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 1404. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1933 (J. O. du 22 juillet 1933, p. 7638).

N° 2. — (Réglementation du service des) (Nouvelle-Calédonie et dépendances). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 18 mai 1931 portant réglementation du service des douanes à la Nouvelle-Calédonie et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales et, pour avis, à la Commission des colonies, protectorats et possessions ressortissant au Ministère des colonies, N° 8 [19 janvier], p. 32. — M. Léonus Bénard dépose le rapport, N° 64 [16 février], p. 162. — M. Hamelin dépose l'avis de la Commission des colonies [11 avril], p. 739. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 mai], p. 1122. — Promulgation: Loi du 22 juin 1933 (J. O. du 24 juin 1933, p. 6510; *erratum: J. O. du 29 juin 1933, p. 6718.*)

N° 3. — Eaux gazeuses d'origine étrangère. Indochine. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 3 décembre 1930 approuvant une délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine fixant à 60 fr. en tarif général les droits de douane inscrits au tarif spécial indochinois sur les eaux gazeuses d'origine étrangère. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales et, pour avis, à la Commission des colonies, protectorats et possessions ressortissant au Ministère des Colonies, N° 9 [19 janvier], p. 32. — M. Léonus Bénard dépose le rapport, N° 59 [16 février], p. 162. — M. Hachette dépose, au nom de la Commission des colonies, l'avis, N° 192 [23 mars], p. 614. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet

de loi [2 mai], p. 768. — Promulgation: Loi du 25 mai 1933 (*J. O.* du 2 juin, p. 5846).

N° 4. — Régime des entrepôts. Régime des dépôts. Indochine. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier la délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine en date du 5 janvier 1931, promulguée par arrêtés du 18 juin 1931 du gouverneur général de l'Indochine, et portant: 1° organisation et réglementation du régime des entrepôts de douane en Indochine; 2° réforme du régime des dépôts en douane en Indochine. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales et, pour avis, à la Commission des colonies, protectorats et possessions ressortissant au Ministère des Colonies, N° 10 [19 janvier], p. 32. — M. Léonus Bénard dépose le rapport, N° 62 [16 février], p. 162. — M. Hamelin dépose l'avis de la Commission des colonies [28 mars], p. 608. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 mai], p. 768. — Promulgation: Loi du 25 mai 1933 (*J. O.* du 2 juin, p. 5846).

N° 5. — Rectification de l'art. N° ex. 627 bis du tarif des) (Cloches de chapellerie). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rectifier l'art. N° ex. 627 bis du tarif des douanes sur les cloches de chapellerie en soie artificielle tressées à la main (Voir TABLE DE 1932). — M. Jean Bose dépose le rapport, N° 12 [19 janvier], p. 32. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Delthil. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [14 février], p. 151. — Promulgation: Loi du 4 mars 1933 (*J. O.* du 7 mars, p. 2274).

N° 6. — Tarification douanière de l'essence de citronnelle. — Voir ESSENCE DE CITRONNELLE.

N° 7. — Conserves de poisson, originaires du Canada. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire bénéficier du tarif douanier conventionnel, résultant de l'accord franco-canadien du 15 décembre 1922, les conserves de poisson, originaires du Canada expédiées directement pour la France avant le 17 juin 1932, date de la dénonciation dudit accord. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 25 [26 janvier], p. 92. — M. Victor Lourties dépose le rapport, N° 75 [16 février], p. 177. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Victor Lourties. Adoption de l'article unique du projet de loi [4 avril], p. 687. — Promulgation: Loi du 5 mai 1933 (*J. O.* du 7 mai, p. 4766).

N° 8. — Modification des art. 055-056-0162 du tarif douanier concernant l'iode brut et ses dérivés. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à la modification des art. 055-056-0162 du tarif douanier concernant l'iode brut et ses dérivés. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales, N° 33. Urgence déclarée [31 janvier], p. 110. — M. Jean Bose dépose le rapport, N° 156 [16 mars], p. 498. — Discussion. Urgence précédemment déclarée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [30 mars], p. 639. — Promulgation: Loi du 15 avril 1933 (*J. O.* du 21 avril, p. 4166).

N° 9. — Chapeaux de paille. Revision du tarif douanier. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la revision du tarif douanier en ce qui concerne les chapeaux de paille (N° 868, année 1932). M. Jean Bose dépose le rapport, N° 40 [3 février], p. 119. — 1^{re} délibération. Demande, par la Commission du commerce, de renvoi pour avis: MM. Delthil, Amiard, *Président de la Commission du commerce*, et Edmond Cavillon. Retrait. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique: Amendement de MM. Delthil et Puis: MM. Delthil et Jean Bose, *Rapporteur de la Commission des douanes*. Rejet. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [16 février], p. 164. — Promulgation: Loi du 18 mars 1933 (*J. O.* du 21 mars, p. 2830).

N° 10. — Maintien au tarif spécial de la colonie de la Guadeloupe des droits sur les chevaux, mulets et ânes. — Voir CHEVAUX, MULETS.

N° 11. — Futailles vides en bois. — Tarif spécial de la Guadeloupe. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 26 octobre 1932 approuvant la délibération du Conseil général de la Guadeloupe et dépendances, en date du 11 juin 1932, demandant l'inscription au tarif spécial de cette colonie des futailles vides en bois. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 98 [21 février], p. 280. — M. Léonus Bénard dépose le rapport, N° 257 [11 avril], p. 757. — M. Rolland dépose l'avis de la Commission des colonies, N° 373 [15 juin], p. 1349. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 1405. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1933 (*J. O.* du 22 juillet, p. 7638).

N° 12. — (Maintien des droits de) (1° Guadeloupe, sur marchandises visées par décret du 18 juillet 1930; 2° Indochine, sur le froment, l'épeautre, le méteil et leurs dérivés). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier: 1° le décret du 10 février 1931 approuvant une délibération du Conseil général de la Guadeloupe tendant au maintien des droits de douane inscrits au tarif spécial de la colonie en ce qui concerne les marchandises visées par le décret du 18 juillet 1930; 2° le décret du 6 février 1931 approuvant en partie la délibération de la Commission permanente du Conseil de gouvernement de l'Indochine du 30 août 1930, tendant au maintien des droits de douane inscrits au tarif spécial indochinois sur le froment, l'épeautre, le méteil et leurs dérivés. (N° 760, année 1932). — M. Leblanc dépose l'avis de la Commission des colonies, N° 190 [28 mars], p. 608. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 mai], p. 768. Promulgation: Loi du 25 mai 1933 (*J. O.* du 2 juin, p. 5846).

N° 13. — (Recouvrement des droits de — Océanie). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 9 novembre 1932 relatif au recouvrement des droits de douane dans les établissements français de l'Océanie. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 230 [7 avril], p. 712. — M. Léonus Bénard dépose le rapport, N° 301 [8 mai], p. 844. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1649.

— Promulgation: Loi du 4 août 1933 (*J. O.* du 4 août 1933, p. 8606).

N° 14. — Amendes et confiscations (Répartition et produit des) (Saint-Pierre et Miquelon). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 12 juin 1932 fixant le mode de répartition du produit des amendes et confiscations en matière de douanes et déterminant l'exercice du droit de transaction dans la colonie de Saint-Pierre et Miquelon. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 229 [7 avril], p. 712. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1650. — Promulgation: Loi du 4 août 1933 (*J. O.* du 9 août 1933, p. 8606).

N° 15. — Blé (Produits dérivés du). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 16 novembre 1932 qui a relevé les droits de douane applicables à certains produits dérivés du blé. Renvoi à la Commission des douanes, N° 243 [11 avril], p. 739.

N° 16. — Fruits de table et conserves d'asperges. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à augmenter les droits de douane sur certaines catégories de fruits de table et de conserves d'asperges. Renvoi à la Commission des douanes, N° 250 [11 avril], p. 739. — 739. — M. Victor Lourties dépose le rapport, N° 310 [11 mai], p. 980. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi. *Nouvel intitulé: Proposition de loi tendant à augmenter les droits de douane sur les conserves d'asperges* [29 mai], p. 1230.

N° 17. — Beurre frais et beurre salé (Indochine). Froment, épeautre, méteil et leurs dérivés (Guadeloupe). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier: 1° le décret du 18 février 1931 approuvant en partie la délibération de la Commission permanente du Conseil de gouvernement de l'Indochine, en date du 4 octobre 1930, tendant à la modification des droits de douane inscrits au tarif spécial indochinois sur le beurre frais et le beurre salé; 2° le décret du 23 février 1931 approuvant une délibération de la Commission coloniale au Conseil général de la Guadeloupe tendant au maintien des droits de douane inscrits au tarif spécial de la colonie en ce qui concerne le froment, l'épeautre, le méteil et leurs dérivés. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 240 [11 avril], p. 738. — M. Léonus Bénard dépose le rapport, N° 303 [8 mai], p. 844. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1649. — Promulgation: Loi du 5 août 1933. (*J. O.* du 19 août 1933, p. 8910.).

N° 18. — Accessoires de tubes isolateurs pour l'électricité (Modification des droits de douane). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la modification des droits de douane en ce qui concerne les accessoires de tubes isolateurs pour l'électricité. Renvoi à la Commission des douanes, N° 349 [9 juin], p. 1320.

N° 19. — (Augmentation de droits de) (Conserves de légumes). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la

Chambre des Députés, tendant à augmenter les droits de douane sur certaines catégories de conserves de légumes. Renvoi à la Commission des douanes, N° 381 [20 juin], p. 1376.

N° 20. — **(Convention réglant le service des) (Gare internationale de Mondorf).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention réglant le service des douanes à la gare internationale de Mondorf, signée à Paris, le 30 janvier 1929, entre la France et le Luxembourg. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 398 [23 juin], p. 1410.

N° 21. — **(Articles de sparterie. — Relèvement des droits de).** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant au relèvement des droits de douane sur les articles de sparterie (N° 823, année 1932). — M. Jean Bose dépose le rapport, N° 420 [27 juin], p. 1478. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [6 juillet], p. 1649.

N° 22. — **(Mousselines de laine. — Complément de l'art. N° Ex. 441 bis du tarif douanier).** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'art. N° Ex. 441 bis du tarif douanier concernant les mousselines de laine. Renvoi à la Commission des douanes, N° 448 [4 juillet], p. 1605. — M. d'Andlau dépose le rapport, N° 498 [6 juillet], p. 1666. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [8 juillet], p. 1765. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1933 (J. O. du 20 juillet, p. 7639).

N° 23. — **(Modification des droits de) (Produits de charcuterie).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 7 juillet 1932 modifiant les droits de douane applicables à certains produits de charcuterie. Renvoi à la Commission des douanes, N° 459 [4 juillet], p. 1605.

N° 24. — **(Modification des droits de) (Produits dérivés du blé ou des produits féculents).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant modification des droits de douane sur des produits dérivés du blé ou des produits féculents. Renvoi à la Commission des douanes, N° 478 de 1933 et 174 de 1932. Urgence déclarée [5 juillet], p. 1632.

N° 25. — **(Beurre. — Relèvement des droits de).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier les décrets du 27 septembre 1932 et du 16 février 1933 portant relèvement des droits de douane sur les beurres. Renvoi à la Commission des douanes, N° 495 [6 juillet], p. 1647.

N° 26. — **Régime douanier colonial.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier deux décrets rendus en exécution de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial, N° 761, année 1932. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1648. — Promulgation: Loi du 5 août 1933 (J. O. du 23 août, p. 9070).

N° 27. — **1° Engrais azotés (Création d'un droit « ad valorem »); 2° Animaux vivants, produits chimiques destinés comme engrais et houille (Modification du tarif spécial. — Guadeloupe).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à

ratifier: 1° le décret du 2 mai 1930 approuvant les délibérations du conseil général de la Guadeloupe, en date du 19 novembre 1929, créant un droit de douane *ad valorem* sur les engrais azotés organiques naturels et élaborés et fixant le taux de ce droit; 2° le décret du 2 mai 1930 approuvant une délibération du conseil général de la Guadeloupe tendant à modifier le tarif spécial de la colonie en ce qui concerne les animaux vivants, et rejetant deux délibérations de cette Assemblée tendant à modifier ce tarif en ce qui concerne les produits chimiques destinés à l'agriculture comme engrais, et la houille. N° 762, année 1932. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1647. — Promulgation: Loi du 5 août 1933 (J. O. du 19 août, p. 8914).

N° 28. — **Importation de crustacés d'origine étrangère.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification du tarif des douanes en ce qui concerne les importations de crustacés d'origine étrangère. Renvoi à la Commission des douanes, N° 517 [6 juillet], p. 1692. — M. Rogé dépose et lit le rapport, N° 564. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [8 juillet], p. 1791. — Promulgation: Loi du 15 juillet 1933 (J. O. du 18 juillet 1933, p. 7486; rectificatif: J. O. du 22 juillet, p. 7639).

N° 29. — **Etablissement de droits de — Fruits et graines oléagineux, matières grasses et leurs dérivés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés. Renvoi à la Commission des douanes, et, pour avis, à la Commission des finances et à la Commission du commerce, N° 521 [7 juillet], p. 1701, 1702. — M. Jean Bose dépose et lit le rapport, N° 547. Avis de la Commission des finances, par M. le Général Stuhl, N° 548. Avis de la Commission de l'agriculture, par M. Beaumont, N° 549. Avis de la Commission du commerce, par M. Paul Laffont, N° 550. Avis de la Commission des colonies, par M. Boivin-Champeaux, N° 551. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Edouard Roussel, Jean Bose, Rapporteur de la Commission des douanes; Toy-Riont et Babin-Chevaye. Discussion des articles. Art. 1^{er}: MM. Toy-Riont et Chapsal, Président de la Commission des douanes. Adoption. Art. 2 et 3: adoption. Art. 4: MM. Victor Lourtès et Albert Sarraut, Ministre des Colonies. Adoption. Art. 5 à 7: adoption. Sur l'ensemble: M. Toy-Riont. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 juillet], p. 1768. — Promulgation: Loi du 6 août 1933 (J. O. des 6 et 7 août 1933, p. 8567; Erratum: J. O. du 13 août, p. 8766).

N° 30. — **Vins et autres produits tunisiens. — Régime douanier applicable en France et en Algérie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant et complétant la loi du 30 mars 1928 sur le régime douanier applicable en France et en Algérie aux vins et autres produits tunisiens. Renvoi à la Commission des douanes, N° 535 [7 juillet], p. 1742. — M. Eugène Chanal dépose et lit le rapport, N° 555. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée.

Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Mario Roustan, Paul-Boncour, Ministre des Affaires étrangères, et Brugnier. Adoption des articles. Sur l'ensemble: MM. Gaston Bazile et Jean Bose. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 juillet], p. 1781. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1933 (J. O. du 29 juillet, p. 8006).

N° 31. — **(Modification des droits de — Divers produits ou marchandises).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des droits de douane applicables à divers produits ou marchandises. Renvoi à la Commission des douanes, N° 538 [7 juillet], p. 1747. — M. Toy-Riont dépose et lit le rapport, N° 541. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Amendement de M. Tissier: MM. Louis Tissier, Louis Serre, Ministre du Commerce, et Toy-Riont, Rapporteur. Rejet. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 1749. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1933 (J. O. du 14 juillet, p. 7372; Rectificatif: J. O. du 21 juillet, p. 7592; Rectificatif: J. O. du 2 août 1933, p. 8150).

DROIT DE TIMBRE. — Voir TITRES DES SOCIÉTÉS MAROCAINES.

E

Eaux gazeuses d'origine étrangère importées en Indochine. — Voir DOUANES, N° 3.

ECHANGE DE LETTRES entre le Gouvernement français et le Gouvernement allemand (Approbation de P). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement français et le Gouvernement allemand en date du 27 juin 1929. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 26 [26 janvier], p. 92. — M. Rogé dépose le rapport, N° 256 [11 avril], p. 757. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1648. — Promulgation: Loi du 10 septembre 1933 (J. O. du 10 septembre, p. 9870).

ECHANGE DE TERRAINS entre l'Etat et la commune de Lège (Gironde). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'Etat et la commune de Lège (Gironde). Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 501 [6 juillet], p. 1666.

ECLIPSE TOTALE DU SOLEIL. — Voir CRÉDITS DIVERS, N° 1.

ECOLE DE PHYSIQUE ET DE CHIMIE INDUSTRIELLE DE LA VILLE DE PARIS. — Voir LÉGION D'HONNEUR, N° 4.

ECOLES NATIONALES SUPERIEURES DES MINES DE PARIS ET SAINT-ETIENNE. — Voir LÉGION D'HONNEUR, N° 8.

ECOLES PRIMAIRES AGREES ET REFORME DES CAISSES DES ECOLES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. François-Saint-Maur concernant la création d'écoles primaires agréées et la réforme des caisses d'écoles. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 394 [22 juin], p. 1406.

ECONOMIES BUDGETAIRES. — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITIONS DE), N° 3.

EDUCATION PHYSIQUE (Professorat libre d'). — Voir PROFESSORAT LIBRE D'ÉDUCATION.

ELECTIONS. — M. de Courtois dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Haute-Garonne. Admission de MM. LUCIEN SAINT, SAVIGNOL, EUGÈNE ROUART et BERTRAND CARRÈRE [11 janvier], p. 5. — M. François-Saint-Maur dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Gers. Admission de MM. GARDEY, PHILIP et TOURNAN [11 janvier], p. 6. — M. Thoumyre dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Gironde. Admission de MM. ODIN, CAPUS, PORTMANN, CALMEL et CAILLIER [11 janvier], p. 6. — M. Valette dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Hérault. Admission de MM. MARIO ROUSTAN, REBOUL et PAUL PELISSE [11 janvier], p. 7. — M. Balaud-Lacroze dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département d'Ille-et-Vilaine. Admission de MM. GASNIER-DUPARC, LEFAS, LEMAISTRE, BELLANGER et STOURM [11 janvier], p. 7. — M. Loubat dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Indre. Admission de MM. BÉNAZET, DAUTHY et GAUTIER [11 janvier], p. 7. — M. Duplantier dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département d'Indre-et-Loire. Admission de MM. FOUCHER, CHAUTEUPS et BESNARD [11 janvier], p. 7. — M. Marcel Donon dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Isère. Admission de MM. VALLIER, BELMONT, PERRIER et SERLIN [11 janvier], p. 7. — M. Lancien dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Jura. Admission de MM. DUMONT, CENGELME et PIEYRE [11 janvier], p. 8. — M. Lesaché dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département des Landes. Admission de MM. LOURTIES, MILLIÈS-LACROIX et DARAGNEZ [11 janvier], p. 8. — M. René Besnard dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de Loir-et-Cher. Admission de MM. PAUL-BONCOUR, PICHÉRY et BOUDIN [11 janvier], p. 8. — M. Alexandre Bachelet dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Loire. Admission de MM. TAURINES, DRIVET, FERNAND MERLIN, PIERRE ROBERT et NEYRET [11 janvier], p. 9. — M. Pujès dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Haute-Loire. Admission de MM. NÉRON, MARTIN-BINACHON et FAYOLLE [11 janvier], p. 9. — M. Manuel Pourcade dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Loire-Inférieure. Admission de MM. LINYER, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, BABIN-CHEVAYE, DE DION et GAUTHEROT [11 janvier], p. 10. — M. Bouvard dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Loiret. Admission de MM. MARCEL DONON, HENRI ROY et FERNAND RABIÈRE [11 janvier], p. 10. — M. Coucoureux dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Lot. Admission de MM. LOUBET, GARRIGOU et FONTANILLE [11 janvier], p. 10. — M. Edmond Cavillon dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de Lot-et-Garonne. Admission de MM. GASTON CARRÈRE, LABOULBÈNE et ANDRÉ FALLIÈRES [11 janvier], p. 10. — M. Edmond Cavillon dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Lozère. Admission de MM. LOUIS BRINGER et de CHAMBRUN [11 janvier], p. 11. — M. le Comte d'Audlau dépose et lit le rapport sur

les élections sénatoriales du département de Maine-et-Loire. Admission de MM. LOUIS DE BLOIS, ANATOLE MANCEAU et FERDINAND BRUGÈRE [11 janvier], p. 11. — M. Pierrin dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Marne. Admission de MM. HENRY MERLIN, HENRI PATIZEL et JEAN JACQUY [11 janvier], p. 11. — M. André Morizet dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Haute-Marne. Admission de MM. CASSEZ, ULMO et RAYMOND MARTIN [11 janvier], p. 11. — M. Lefebvre du Prey dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Mayenne. Admission de MM. JAMIN, LEBLANC et DE MONTI DE REZÉ [11 janvier], p. 12. — M. André Fallières dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de Meurthe-et-Moselle. Admission de MM. LOUIS MICHEL, FRANÇOIS DE WENDEL et ROGÉ [11 janvier], p. 12. — M. Labrousse dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Meuse. Admission de MM. RAYMOND POINCARÉ, LECOURTIER et POL CHEVALIER [11 janvier], p. 12. — M. Antoine Borrel dépose et lit les rapports sur les élections sénatoriales des départements : du Morbihan. Admission de MM. RIO, ALFRED BRARD, MAULION et DE CAMAS; de la Moselle. Admission de MM. CORBEDAINE, le Général STUHL, le Général HIRSCHAUER, WOLFF et GUY DE WENDEL [11 janvier], p. 13. — M. Neuville dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Nièvre. Admission de MM. NAUDIN, PROVOST-DUMARCHAIS et LEBŒUR [11 janvier], p. 14. — M. Fèvre dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Oise. Admission de MM. GORÉ, DECROZE et VASSEUX [11 janvier], p. 14. — M. Monservin dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de Constantine. Admission de M. CURTOU [11 janvier], p. 14. — M. Andrieu dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Puy-de-Dôme. Admission de M. MALSANG [11 janvier], p. 14. — M. Delthil dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de Saône-et-Loire. Admission de M. COCHARD [11 janvier], p. 14. — M. Louis Martin dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Manche. Admission de MM. VILLAULA-DUCHESNOIS, DAMECOUR, CABART-DANNEVILLE et DUDOUY [11 janvier], p. 15. — M. Abel Lefèvre dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Nord. Admission de MM. BERSEZ, DANIEL-VINCENT, POTIÉ, HAYEZ, DEMESMAY, MAHIEU, DE LA GRANGE et EDOUARD ROUSSEL [11 janvier], p. 16. — M. André Lebert dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale de la Martinique. Admission de M. LÉMERY [24 janvier], p. 76. — M. Boivin-Champeaux dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de Maine-et-Loire. Admission de M. DE GRANDMAISON [31 mars], p. 655. — M. Perreau dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département d'Eure-et-Loir. Admission de M. JACQUES BENOIST [16 juin], p. 1362. — M. Eugène Millières-Lacroix dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Loiret. Admission de M. TURBAT [26 juin], p. 1449.

ELEVAGE (Organisation d'une direction de l'). — Voir AGRICULTURE (MINISTÈRE DE L').

ELEVAGE NATIONAL. — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITIONS DE), N° 7.

EMISSION D'OBLIGATIONS DU TRÉSOR. — Voir TRÉSOR.

EMPLOIS CIVILS RESERVES. — Voir FONCTIONNAIRES DE POLICE.

EMPLOIS RESERVES.

Médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, vétérinaires. — Proposition de loi tendant à réserver des emplois de leur profession aux médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et vétérinaires pensionnés pour infirmités de guerre (nouvel intitulé) (N° 299 du 26 mars 1931; *J. O.*, p. 607). — Adoptée le 12 juillet 1932 (*A. T. I.*, p. 1185; *J. O.*, p. 1092). — Promulgation : Loi du 12 août 1933 (*J. O.* des 16 et 17 août, p. 8830).

Prorogation du délai d'application du droit de préférence aux victimes de la guerre pour l'obtention des. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant le délai d'application du droit de préférence accordé par la loi du 30 janvier 1923 aux victimes de la guerre pour l'obtention des emplois réservés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 352 [9 juin], p. 1328. — M. Lancien dépose le rapport, N° 440 [30 juin], p. 1571. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article unique : Amendement de M. Jean Durand : MM. Jean Durand et Lancien, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique modifié du projet de loi [4 juillet], p. 1606. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, prorogeant le délai d'application du droit de préférence accordé par la loi du 30 janvier 1923 aux victimes de la guerre pour l'obtention des emplois réservés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 540 [7 juillet], p. 1747.

EMPRUNT DE 298 MILLIONS DE FRANCS PAR L'AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le gouvernement général de l'Afrique équatoriale française à réaliser un emprunt de 298 millions de francs. Renvoi à la Commission des colonies et, pour avis, à la Commission des finances, N° 455 [4 juillet], p. 1605. — M. Léonus Bénard dépose le rapport, N° 504 [6 juillet], p. 1666. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Observations de M. Boivin-Champeaux. Avis de la Commission des finances, par M. le Général Stuhl, N° 554. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Lémery et Albert Sarrault, *Ministre des Colonies*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [8 juillet], p. 1777. — Promulgation : Loi du 2 août 1933 (*J. O.* des 7 et 8 août, p. 8567).

EMPRUNTS par les gouvernements de la côte des Somalis, de l'Océanie et du territoire sous mandat du Cameroun.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant les gouvernements de la côte des Somalis, de l'Océanie et du territoire sous mandat du Cameroun à contracter des emprunts formant un total de 209 millions, et modifiant l'art. 2 de la loi du 22 février 1931 autorisant l'Indochine à contracter des emprunts, N° 745, du 3 juillet 1931 (*J. O.*, p. 1368). M. Boivin-Champeaux dépose, au nom de la Commission des colonies, le rapport n° 871, du 10 décembre 1931; *J. O.*, p. 1574). M. Léon Perrier dépose l'avis de la Commission des finances, N° 228, du 10 mars 1932; *J. O.*, p. 271). M. Boivin-Champeaux dépose et lit

le rapport supplémentaire, N° 552 [8 juillet], p. 1774. — Avis supplémentaire de la Commission des finances, par M. le Général Stuhl. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi. *Nouvel intitulé: Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant les gouvernements de la côte des Somalis, de l'Océanie et du territoire sous mandat du Cameroun à contracter des emprunts formant un total de 84 millions, et modifiant l'article 2 de la loi du 22 février 1931 autorisant l'Indochine à contracter des emprunts* [8 juillet], p. 1774.

ENSEIGNEMENT PUBLIC (Modification de l'art. 1384 du Code civil. — Responsabilité des membres de l'enseignement public). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'art. 1384 du Code civil en ce qui concerne la responsabilité des membres de l'enseignement public (N° 187 de 1927) (Voir année 1930). — M. Alexandre Bachelet dépose l'avis supplémentaire, N° 126 [7 mars], p. 456. — M. Jean Philip dépose l'avis supplémentaire, N° 177 [23 mars], p. 560. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. *Nouvel intitulé: Proposition de loi tendant à modifier les règles de la preuve en ce qui concerne la responsabilité civile des instituteurs et le dernier alinéa de l'art. 1384 du Code civil relatif à la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public* [5 juillet], p. 1629.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

(Abrogation de la loi sur l') — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'abrogation de la loi du 21 juin 1865 sur l'enseignement secondaire spécial. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 330 [29 mai], p. 1272.

(Gratuité des études dans les établissements d') — Voir LOI DE FINANCES DU 31 MAI 1933, ART. 25 (J. O. du 1^{er} juin, p. 5702).

ENSUES - LA - REDONNE (Bouches-du-Rhône) (Erection en commune d') — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en commune distincte les hameaux d'Ensues-la-Redonne, qui dépendent actuellement des communes de Rove et de Châteaumeufles-Martigues (département des Bouches-du-Rhône). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 121 [7 mars], p. 441. — M. Eugène Millès-Lacroix dépose le rapport, N° 234 [7 avril], p. 712. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [11 avril], p. 756. — Promulgation: Loi du 16 mai 1933 (J. O. du 17 mai, p. 5126).

ENTREPOTS ET DEPOTS EN DOUANE (Régime des — Indochine). — Voir DOUANES, N° 4.

ENTREPOTS FRIGORIFIQUES ET DENREES ALIMENTAIRES STOCKEES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer le contrôle de l'existence des entrepôts frigorifiques

et la déclaration des denrées alimentaires stockées. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 424 [28 juin], p. 1480.

EPARGNE (Protection de l'). — Voir INTERPELLATIONS, N° 1.

EPEAUTRE, METEIL ET LEURS DERIVES (Indochine). — Voir DOUANES, N° 12.

ESPIONNAGE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à réprimer les délits d'espionnage et les agissements délictueux compromettant la sûreté extérieure de l'Etat (N° 370, année 1932). — M. Delthil dépose le rapport, N° 39 [3 février], p. 119. — Discussion. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: M. Delthil, *Rapporteur*. Art. 1^{er} à 20: adoption. Observation de M. Henry Chéron. Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 avril], p. 731.

ESSENCE DE CITRONNELLE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 5 octobre 1931 qui a modifié la tarification douanière de l'essence de citronnelle. Renvoi à la Commission des douanes, N° 24 [26 janvier], p. 92. — M. Eugène Chanal dépose le rapport, N° 147 [14 mars], p. 492. — 1^{re} délibération: Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [4 avril], p. 688. — Promulgation: Loi du 6 mai 1933 (J. O. du 9 mai, p. 4822).

(Maintien, à la Martinique, des droits antérieurs sur l') — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 30 juin 1932 portant approbation d'une délibération, en date du 17 novembre 1931, par laquelle le conseil général de la Martinique a demandé le maintien, sur l'essence de citronnelle, des droits antérieurs à ceux établis par le décret du 5 octobre 1931. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 227 [6 avril], p. 708. — M. Victor Lourties dépose le rapport, N° 308 [11 mai], p. 980. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 4650. — Promulgation: Loi du 5 août 1933 (J. O. du 19 août, p. 8910).

ETABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE PRIVÉS (Modification à la loi sur la surveillance des). — Dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi du 14 janvier 1933 sur la surveillance des établissements de bienfaisance privés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 300 [5 mai], p. 823.

ETUDES NOTARIALES (Dépôts dans les). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à garantir le remboursement des dépôts effectués dans les études notariales (N° 572, année 1932). — M. Leblanc dépose le rapport, N° 206 [30 mars], p. 622. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [4 juillet], p. 1622.

EXPERTISE CONTRADICTOIRE. — Proposition de loi de MM. Léopold Thezard et Thevenet, tendant à établir l'expertise contradictoire en matière criminelle et correctionnelle (Voir TABLE DE 1897, p. 297. — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

EXPERTISES DEVANT LES CONSEILS DE PREFECTURE. — Proposition de loi de M. Babaud-Lacroze et un certain nombre de ses collègues tendant à modifier les dispositions législatives en vigueur relativement aux expertises devant les conseils de préfecture (N° 57, année 1932). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Babaud-Lacroze, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Alexandre Israël, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*; Chapsal et Boivin-Champeaux. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [24 janvier], p. 84.

EXPERTISES MEDICO-LEGALES (Réforme des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la réforme des expertises médico-légales (Voir TABLE DE 1899, p. 263). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [7 mars], p. 440.

EXPORTATIONS EFFECTUEES AU PROFIT DE SERVICES PUBLICS ETRANGERS (Garantie par le Gouvernement de la bonne fin des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 10 juillet 1928 autorisant le Gouvernement à garantir la bonne fin des exportations effectuées au profit des administrations ou services publics étrangers (N° 507, année 1932). — M. Emile Bender dépose le rapport, N° 4 [17 janvier], p. 26. — M. Raynaldy dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 21 [24 janvier], p. 76.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE (Art. 28 de la loi du 3 mai 1841). — Proposition de loi de MM. Veyssière et Boivin-Champeaux, tendant à compléter l'art. 28 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (N° 586 de 1930), (Voir année 1931). — M. Delthil dépose le rapport, N° 120 [7 mars], p. 441. — Ajournement de la 1^{re} délibération [9 juin], p. 1324. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Delthil, *Rapporteur*. Article unique. Contre-projet de M. Leredu: MM. Leredu, Delthil, *Rapporteur*; Veyssière, Manuel Fourcade, Boivin-Champeaux et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet. Sur l'article: MM. Delthil, *Rapporteur*, et Manuel Fourcade. Renvoi de la proposition de loi à la Commission [20 juin], p. 1379.

F

FAÇONNIERS TRAVAILLANT A DOMICILE. — Voir CODE DU TRAVAIL.

FAMILLES SANS ABRI. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'assurer le logement des familles sans abri (Voir TABLE DE 1923, p. 281). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

FEDERATION INTERALLIEE DES ANCIENS COMBATTANTS (14^e congrès à Rabat de la). — Voir CRÉDITS DIVERS, N° 6.

FEMMES EN COUCHES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les allocations d'assistance des femmes en couches et les primes d'allaitement (art. 62 disjoint du projet de loi

portant fixation du Budget général de l'Exercice 1921 (Voir TABLE DE 1921, p. 309). — Vote de la question préalable sur ce projet de loi [14 février], p. 151.

FERMAGES EXIGIBLES (Réduction du montant des). — Proposition de loi de MM. Marcel Donon et Gasnier-Duparc, tendant à réduire jusqu'au 31 décembre 1932 le montant des fermages exigibles, lorsque le prix des baux sera supérieur à quatre fois celui de 1914 (N° 737, année 1932). — Vote de la question préalable [31 mai], p. 1282.

FERMIER SORTANT. — Voir INDEMNITÉ POUR PLUS-VALUE AU...

FILETS POUR LA MANUTENTION DES COLIS (Indochine). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 30 juin 1932, portant approbation de la délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, relative à une modification à apporter à la position n° 437 du tarif concernant les filets pour la manutention des colis ou autres usages. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 226 [6 avril], p. 708.

FILOUTERIE D'ALIMENTS DANS LES HOTELS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier le quatrième paragraphe de l'art. 401 du Code pénal, en ce qui concerne la filouterie d'aliments dans les hôtels (N° 421, année 1931). — M. Delteil dépose le rapport, N° 119 [7 mars], p. 441. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Rejet de la proposition de loi [20 juin], p. 1377.

FONCTIONNAIRES DE POLICE (Emplois réservés). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à la création pour les fonctionnaires de police d'un tableau spécial des emplois civils réservés (N° 311 de 1929) (Voir année 1930). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission de l'Administration, par M. Serlin, N° 235. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [7 avril], p. 712. — Promulgation: Loi du 1^{er} mai 1933 (J. O. du 5 mai, p. 4694; Erratum: J. O. du 9 mai, p. 4822).

FONDS DE COMMERCE (Suppression de la peine de la fermeture du). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à la suppression de la peine de la fermeture du fonds de commerce (Voir TABLE DE 1928, p. 379; 1^{re} délibération: 24 décembre 1931, J. O., p. 4816). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, tendant à la suppression de la peine de la fermeture du fonds de commerce. Renvoi à la Commission de législation, N° 491. Urgence déclarée [5 juillet], p. 1635. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'hygiène. Observations de M. Lugol, *Président de la Commission de législation* [6 juillet], p. 1667.

FONDS DE SUBVENTION POUR AIDE AUX DEPARTEMENTS (Exercice 1933) (Répartition du). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (Exercice 1933). Renvoi à la Commission des finances, N° 456 [4 juillet], p. 1605. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 471 [5 juillet], p. 1629. — Demande de

discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1681. — Promulgation: Loi du 15 août 1933 (J. O. du 18 août, p. 8862).

FREQUENTATION SCOLAIRE ET PROLONGATION DE LA SCOLARITE OBLIGATOIRE. — Projet de loi sur la fréquentation scolaire et sur la prolongation de la scolarité obligatoire (Voir TABLE DE 1922, p. 262). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des députés, sur la fréquentation scolaire et sur la prolongation de la scolarité obligatoire. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 335 [31 mai], p. 1282. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [13 juin], p. 1337.

FRUITS ET GRAINES OLEAGINEUX, MATIERES GRASSES ET LEURS DERIVES. — Voir DOUANES, N° 29.

FRUITS DE TABLE ET CONSERVES D'ASPERGES. — Voir DOUANES, N° 16.

FUTAILLES VIDES EN BOIS (Tarif spécial de la Guadeloupe). — Voir DOUANES, N° 11.

G

GAMBETTA (Cinquantenaire de la mort de). — Voir LÉGIION D'HONNEUR.

GARANTIE D'INTERETS (Privilege au profit des communes et départements). — Voir HABITATIONS A BON MARCHÉ.

GARDES CHAMPETRES (Suspension et révocation des. — Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la suspension et à la révocation des gardes champêtres dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la Commission de l'Administration générale, départementale et communale, N° 96 [20 février], p. 230.

GENEROSITE PUBLIQUE (Appels à la). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Faugère relative aux appels faits à la générosité publique. Renvoi à la Commission de l'Administration générale, départementale et communale, N° 317 [18 mai], p. 1124.

GRELE (Assurance municipale contre la). — Proposition de loi de M. Gaston Carrère relative à l'assurance municipale contre la grêle (Voir TABLE DE 1925, p. 385). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [14 mars], p. 479.

GROUPES DU SENAT. — J. O. du 26 janvier, p. 858, F° N° 8.

GUADELOUPE. — Voir: DOUANES, N°s 11, 12, 17, et RECEL.

H

HABITATIONS A BON MARCHÉ.

Diminution du taux de redevance. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à diminuer le taux de la redevance due par les organismes d'habitations à bon marché. Renvoi à la Commission des finances, N° 400 [22 février], p. 351. — M. Anatole Manceau dépose le rapport, N° 158 [16 mars], p. 513. —

1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 654. — Promulgation: Loi du 30 avril 1933 (J. O. du 2 mai, p. 4567).

Relèvement des avances de l'Etat. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à relever, à dater du 1^{er} janvier 1933, le maximum des avances que l'Etat est autorisé à consentir, en application de la loi du 13 juillet 1928, sur les habitations à bon marché et les logements à loyers moyens. Renvoi à la Commission des finances, N° 164 [21 mars], p. 536. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 196 [28 mars], p. 614.

Relèvement des maxima des valeurs locatives. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de relever les maxima de valeur locative des habitations à bon marché (Voir TABLE DE 1929, p. 395). — Vote de la question préalable, sur ce projet de loi [14 février], p. 151.

Garantie d'intérêts aux organismes d'. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Sari et de plusieurs de ses collègues tendant à établir un privilège au profit des communes et des départements qui ont accordé leur garantie d'intérêts aux organismes d'habitations à bon marché. Renvoi à la commission de législation, n° 223, [7 avril], p. 712. — M. Manuel Fourcade dépose le rapport, n° 475 [5 juillet], p. 1632.

HOSPICES (Membres des commissions administratives des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la nomination des membres des commissions administratives des hospices, des hôpitaux, des bureaux de bienfaisance et des bureaux d'assistance (Voir TABLE DE 1923, p. 288). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [14 février], p. 151.

HOUILLES (Suppression des droits de sortie. — Indochine). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 14 mars 1931, approuvant une délibération du conseil de gouvernement de l'Indochine, en date du 30 octobre 1930, tendant à supprimer les droits de sortie sur les houilles à destination de l'étranger (N° 328 de 1932). — M. Albert Mahieu dépose l'avis de la Commission des colonies, n° 366 [15 juin], p. 1342. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 1404. — Promulgation: Loi du 14 juillet 1933 (J. O. du 14 juillet, p. 7566).

I

IMMEUBLES CONSTRUITS PAR LES SINISTRES DU SUD-OUEST (Contribution foncière). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, excluant du bénéfice de l'exemption temporaire de contribution foncière sur les propriétés bâties et des taxes locales, prévue par l'article 31 de la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par la loi du 29 juin 1929, les immeubles ou portions d'immeubles construits par les sinistrés du Sud-Ouest avec le concours financier de l'Etat, tel qu'il est prévu par les lois des 8 et 16 avril 1930 sur la réparation des dommages de caractère excep-

tionnel causés par les orages et les crues du 1^{er} au 10 mars 1930. Renvoi à la Commission des Finances, N° 79 [18 février], p. 180. — M. Marcel Régner dépose le rapport, N° 142 [14 mars], p. 478. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 mars], p. 616. — Promulgation: Loi du 8 avril 1933 (*J. O.* du 9 avril, p. 3671).

IMPOT CEDULAIRE SUR LES BENEFICES DES OFFICIERS MINISTERIELS. — Voir ALSACE ET LORRAINE.

IMPOTS ET CONTRIBUTIONS (Appel devant le Conseil d'Etat en matière d'). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Taurines tendant à modifier les dispositions d'appel devant le Conseil d'Etat en matière d'impôts et contributions. Renvoi à la Commission des Finances, N° 354 [9 juin], p. 1328.

IMPOTS SUR LES REVENUS (Evaluation forfaitaire des bénéfices agricoles). — Voir BÉNÉFICES AGRICOLES.

INCENDIE (Organisation et développement des services d'). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article unique de la loi du 29 avril 1930 en vue de permettre aux groupes de communes et aux départements de recourir à la loterie pour l'organisation et le développement des services d'incendie. Renvoi à la commission de l'administration, N° 219 [4 avril], p. 686. — M. Henry Merlin dépose le rapport, N° 370 [15 juin], p. 1342. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. *Nouvel intitulé: Projet de loi tendant à étendre aux départements et aux syndicats de communes l'autorisation de recourir à la loterie pour la création et l'équipement de centres de défense contre l'incendie* [22 juin], p. 1404.

INCIDENTS. — M. Borgeot et M. Fernand David (Cours du blé) [22 juin], p. 1405. — Défense du marché du blé: MM. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*; Marcel Régner, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Fernand David [24 juin], p. 1416. — M. François Labrousse (Scrutin sur les propositions et projet de loi relatifs au marché du blé) [29 juin], p. 1528.

INCORPORATION (Sursis d'). — Voir ARMÉE (RECRUTEMENT).

INDEMNITES POUR PERTE D'EQUIPEMENT AUX MARINS DU COMMERCE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les indemnités accordées aux marins du commerce pour pertes d'équipement. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances, N° 516 [6 juillet], p. 1692.

INDEMNITE POUR PLUS-VALUE AU FERMIER SORTANT. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder une indemnité pour plus-value au fermier sortant (N° 491, année 1931). — 1^{re} délibération. Observation de M. Lugol. Renvoi de la délibération à la prochaine séance [28 mars], p. 616. — 1^{re} délibération. Observations de MM. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*; Lugol, *Rapporteur de la Commission*

de législation; Lefas, Damecour et Eugène Penancier, *Garde des sceaux, Ministre de la justice*. Ajournement de la délibération à une séance ultérieure [30 mars], p. 639. — M. Damecour dépose l'avis de la Commission de l'Agriculture, N° 221 [4 avril], p. 690.

INDEMNITES AUX ALSACIENS ET LORRAINS. — Voir CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES, N° 1.

INDIGENTS (Convention entre la France et la Suisse. — Assistance aux). — Voir ASSISTANCE AUX INDIGENTS.

INDOCHINE. — Voir: DOUANES, N°s 4, 16, 17 et FILETS POUR LA MANUTENTION...

INFLATION (Restauration du crédit de l'Etat). — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Lesaché, Jossot, Lémercy et René Héry tendant à éviter l'inflation en vue de sauvegarder l'épargne et de restaurer le crédit de l'Etat. Renvoi à la commission des finances, N° 372 [15 juin], p. 1348.

INGENIEUR DIPLOME (Délivrance et usage du titre d'). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux conditions de délivrance et à l'usage du titre d'ingénieur diplômé. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de l'enseignement, N° 292 [2 mai], p. 767. — Renvoi, pour examen au fond, à la Commission de l'enseignement [15 juin], p. 1348.

INJURES ET DIFFAMATIONS CONTRE LES MILITAIRES. — Voir RÉPRESSION DES...

IODE BRUT ET SES DERIVES. — Voir DOUANES, N° 8.

ITALIE. — Voir CONVENTION (CHIFFRE D'AFFAIRES ET TAXE SUR LES ÉCHANGES).

INTERPELLATIONS.

N° 1. — **Protection de l'épargne.** — Demande d'interpellation de M. Lesaché à M. le Ministre de la Justice sur le concours qu'il compte apporter au Parlement pour faire aboutir la réforme si urgente de la loi sur les sociétés en vue de protéger l'épargne, ainsi que sur l'activité de la section financière du Parquet. Fixation ultérieure de la date de discussion [17 janvier], p. 26. — Reprise de l'interpellation ci-dessus. Fixation au 16 février de la date de discussion [3 février], p. 118. — Discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. MM. Lesaché et Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Ordre du jour de MM. Lesaché, Anatole Manceau, Henry Bourdeaux et Marcel Régner. Adoption [16 février], p. 164.

N° 2. — **Organisation des transports en France.** — Demande d'interpellation de MM. Mollard et Marcel Régner à M. le Ministre des Travaux publics sur l'organisation des transports en France. Jonction de l'interpellation à celle de M. Valadier, précédemment déposée, sur l'aggravation persistante des déficits du fonds commun et d'exploitation des réseaux de chemins de fer. Sur la date: M. Georges Bonnet, *Ministre des Travaux publics*. Fixation au jeudi 2 février de la date de discussion de ces interpellations [17 janvier], p. 26. — Reprise des interpellations ci-dessus [3 février], p. 118.

N° 3. — **Déficits du fonds commun et d'exploitation des réseaux de chemins de fer.** — Demande d'interpellation de M. Jean Valadier à M. le Ministre des Travaux

publics sur l'aggravation persistante des déficits du fonds commun et d'exploitation des réseaux de chemins de fer [27 décembre 1932]. — Jonction de l'interpellation à celle de MM. Mollard et Marcel Régner (Organisation des transports en France). Discussion fixée au jeudi 2 février [17 janvier], p. 26. — Reprise de l'interpellation ci-dessus; jonction précédemment ordonnée. Discussion fixée au 17 février [3 février], p. 118. — Ajournement de la discussion au jeudi 2 mars [16 février], p. 163. — Fixation au mardi 14 mars de la date de la discussion [28 février], p. 631. — Discussion des interpellations. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. MM. Jean Valadier et Marcel Régner. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [14 mars], p. 479. — Suite de la discussion: MM. Lémercy, Mollard, Lesaché, Yves Le Trocquer, Albert Meunier et André Lebert [16 mars], p. 499. — Suite de la discussion: MM. Albert Mahieu, Gaston Meunier, Paganon, *Ministre des Travaux publics*, et Antoine Borrel. Adoption de l'ordre du jour pur et simple [17 mars], p. 518.

N° 4. — **Pêche dans les eaux territoriales françaises (Protection de la).** — Demande d'interpellation de M. Emile Sari à M. le Président du Conseil sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter le retour d'incidents regrettables analogues à ceux qui se sont produits sur les côtes de la Corse entre pêcheurs français et italiens, et cela en assurant une meilleure protection de la pêche dans les eaux territoriales françaises. Fixation ultérieure de la date de discussion [18 février], p. 181.

N° 5. — **Suppression de 10.000 chevaux ou mulets de l'armée.** — Demande d'interpellation de M. Edmond Cavillon sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour supprimer 10.000 chevaux ou mulets de l'armée sans nuire aux intérêts de l'élevage français dont la défense nationale aurait un impérieux besoin en cas de conflit. Fixation ultérieure de la date de discussion [22 février], p. 351.

N° 6. — **Céréales de la récolte prochaine.** — Demande d'interpellation de M. Maurice Viollette à M. le Ministre de l'Agriculture sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer aux cultivateurs des prix normaux pour les céréales, et notamment pour empêcher des redoutables opérations de spéculation qui se préparent encore en vue de la récolte prochaine. Fixation au jeudi 6 avril de la discussion de l'interpellation [28 mars], p. 608. — Discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. MM. Maurice Viollette, Provost-Dumarchais, Borgeot, Duroux, Cochar, Veyssière et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [6 avril], p. 695. — Suite de la discussion. MM. Gaston Japy, Joseph Faure, Marcel Donon, Patizel, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Maurice Viollette, Victor Boret, de Monti de Rézé, Tournan, Veyssière, Montenot, Neuville et Abel Lefèvre. Ordre du jour de M. Maurice Viollette et de plusieurs de ses collègues: MM. Abel Lefèvre, Tournan et Maurice Viollette. Adoption [7 avril], p. 714.

N° 7. — **Protection du marché salinier.** — Demande d'interpellation de MM. Luyet et Perreau sur la protection du marché salinier. Fixation ultérieure de la date de la discussion [17 mai], p. 1084.

N° 8. — Périodes de réserve des agriculteurs. — Demande d'interpellation de M. Paul Laffont à M. le Ministre de la Guerre sur le refus opposé à un grand nombre d'agriculteurs de reporter en octobre leur période de réserve et sur le dommage que portera à l'activité économique leur convocation à l'époque des grands travaux agricoles. Sur la date: MM. Paul Laffont et Lucien Lamoureux, *Ministre du Budget*. Fixation ultérieure de la date de discussion [13 juin], p. 1334. — Retrait de la demande d'interpellation ci-dessus. Observations de M. Paul Laffont [23 juin], p. 1410.

N° 9. — Rupture de l'entente douanière avec le Portugal. — Demande d'interpellation de M. Gasnier-Duparc à M. le Ministre du Commerce sur les conséquences d'ordre économique et sans doute politiques qu'est susceptible d'entraîner la rupture de l'entente douanière avec le Portugal. Fixation ultérieure de la date de discussion [6 juillet], p. 1667.

N° 10. — Zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex. — Demande d'interpellation de M. Fernand David à M. le Ministre du Budget sur les conditions fiscales et budgétaires du rétablissement des anciennes zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex. Fixation ultérieure de la date de discussion [7 juillet], p. 1732.

J

JERUSALEM (Parcelle de terrain appartenant à la France à). — Voir ALIÉNATION AMIABLE.

JURY ET JURÉS SUPPLÉANTS. — Voir LISTE ANNUELLE DU.

JUSTICES DE PAIX (Reclassement des). — Proposition de loi de M. Leredu et plusieurs de ses collègues sur le reclassement des justices de paix (Voir TABLE DE 1928, p. 436). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

JUSTICIABLES (Délais pour exercer certaines voies de recours). — Voir RECOURS

L

LEGE (Gironde). — Voir ECHANGE DE TERRAINS.

LEGION D'HONNEUR.

Récompenses aux maires, adjoints et conseillers municipaux des régions dévastées. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à mettre à la disposition du Ministre de l'Intérieur un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur pour récompenser les services désintéressés des maires, adjoints et conseillers municipaux dans l'œuvre de reconstitution des régions dévastées. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mars 1926, pour l'examen de la proposition de loi n° 87, année 1926, sur les récompenses nationales, N° 18 [24 janvier], p. 76. — Renvoi, pour avis, à la commission des départements libérés de l'invasion [21 février], p. 391.

Education physique et préparation militaire. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à aug-

menter le contingent annuel de croix d'officiers et de chevaliers de la Légion d'honneur à attribuer au titre de l'éducation physique et de la préparation au service militaire (Voir TABLE DE 1922, p. 239). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi. Comme *Président de la Commission de l'enseignement*, M. Jossot présente des observations [17 janvier], p. 27.

LEGION D'HONNEUR ET MEDAILLES MILITAIRES EN FAVEUR DE MILITAIRES N'APPARTENANT PAS A L'ARMEE ACTIVE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'art. 1^{er} de la loi du 17 juillet 1931 portant création d'un contingent de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des militaires n'appartenant pas à l'armée active. Renvoi à la Commission nommée, le 23 mars 1926, pour l'examen de la proposition de loi, N° 87, année 1926, sur les récompenses nationales et, pour avis, à la commission des finances, N° 225 [6 avril], p. 694. — M. Lancien dépose le rapport, N° 358 [13 juin], p. 1334.

Commémoration du cinquantième de l'école de physique et de chimie industrielle de la ville de Paris. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant à l'occasion de la commémoration du cinquantième de l'école de physique et de chimie industrielle de la ville de Paris un contingent spécial de décorations dans l'ordre national de la Légion d'honneur. Renvoi à la Commission nommée, le 23 mars 1926, pour l'examen de la proposition de loi, N° 87, année 1926, sur les récompenses nationales, N° 336 [31 mai], p. 1282. — M. Auguste Mounié dépose le rapport, N° 357 [13 juin], p. 1334. — 1^{re} délibération: Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Auguste Mounié, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 juin], p. 1376. — Promulgation: Loi du 23 juin 1933 (*J. O.* du 24 juin, p. 6510).

Récompenses aux maires des communes de France et d'Algérie. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant: 1° à proroger et à compléter la loi du 13 juillet 1923 sur les récompenses nationales; 2° à modifier la loi du 11 avril 1924, modifiée par celle du 1^{er} août 1926 et relative au contingent annuel de croix de chevalier de la Légion d'honneur destinées à récompenser les services rendus par les maires des communes de France et d'Algérie. Renvoi à la Commission nommée le 23 mars 1926 pour l'examen de la proposition de loi n° 87, année 1926, sur les récompenses nationales, N° 402 [24 juin], p. 1416. — M. Lancien dépose le rapport, N° 412 [26 juin], p. 1448. — Demande de renvoi, pour avis, à la Commission de l'Administration. MM. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*, et Auguste Mounié. Renvoi ordonné [26 juin], p. 1450. — 1^{re} délibération: Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission de l'Administration, par M. Henry Merlin, N° 443. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 juin], p. 1579. — Promulgation: Loi du 3 juillet 1933 (*J. O.* du 5 juillet, p. 6998).

Cinquantième de la mort de Gambetta et centenaire de la naissance de Paul Bert. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder un contingent exceptionnel de décorations dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion

du cinquantième de la mort de Gambetta et du centenaire de la naissance de Paul Bert. Renvoi à la Commission nommée, le 23 mars 1926, pour l'examen de la proposition de loi n° 87, année 1926, sur les récompenses nationales, N° 469 [5 juillet], p. 1629.

Récompense des services professionnels aux ouvriers et employés. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à créer au Ministère du Travail un contingent spécial annuel de croix de la Légion d'honneur, afin de récompenser les services professionnels rendus par les ouvriers et employés des différentes industries (N° 552, du 3 juin 1932; *J. O.*, p. 878). — M. Cassez dépose le rapport, N° 484 [5 juillet], p. 1633. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Rejet de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1691.

Contingent spécial aux écoles supérieures des mines de Paris et de Saint-Etienne. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant aux écoles nationales supérieures des mines de Paris et de Saint-Etienne un contingent spécial de décorations dans l'ordre de la Légion d'honneur. Renvoi à la Commission nommée, le 23 mars 1926, pour l'examen de la proposition de loi n° 87, année 1926, sur les récompenses nationales, N° 461 [4 juillet], p. 1621. — M. Chapsal dépose le rapport, N° 483 [5 juillet], p. 1633. — 1^{re} délibération: Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Connevoit et Chapsal. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 1732. — Promulgation: Loi du 10 juillet 1933 (*J. O.* du 12 juillet, p. 7278).

LETTRES DE CHANGE. — Voir CODE DE COMMERCE.

LIBERTÉ INDIVIDUELLE (Garanties de la). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur les garanties de la liberté individuelle (Voir TABLE DE 1922, p. 278). — Promulgation: Loi du 7 février 1933 (*J. O.* du 9 février, p. 1354; *Erratum: J. O.* du 10 février, p. 1378).

LICENCE D'IMPORTATION DES BLES (Suspension de délivrance de). — Voir RÉOLUTION (PROPOSITION DE), N° 20.

LISTE ANNUELLE DU JURY. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 décembre 1926 concernant la liste annuelle du jury et la liste des jurés suppléants (Voir TABLE DE 1928, p. 444). — Vote de la question préalable sur ce projet de loi [7 mars], p. 440.

LOCATAIRES DE LOGAUX D'HABITATION (Modification à la loi du 29 juin 1929, déterminant les rapports entre les bailleurs et les locataires). — Proposition de loi de M. Justin Godart modifiant et complétant la loi du 29 juin 1929 déterminant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux d'habitation (N° 90, année 1930). — Vote de la question préalable [31 mai], p. 1282.

LOCATION (Date de l'origine ou de l'expiration). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à reporter au lendemain la date de l'origine ou de l'expiration d'une location lorsque cette date tombe un jour de fête légale ou nationale (N° 567, année 1930). — Vote de la question préalable [31 mai], p. 1282.

LOIS PENALES ET D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Voir ALSACE ET LORRAINE.

LONGITUDES MONDIALES (Détermination des). — Voir CRÉDITS DIVERS, N° 1.

LOTIERIE POUR ORGANISATION DES SERVICES D'INCENDIE. — Voir INCENDIE.

LOTIERIE NATIONALE (Institution d'une). — Voir LOI DE FINANCES DU 31 MAI 1933 (ARTICLE 136), *J. O.* du 1^{er} juin, p. 5702.

LOTISSEMENTS DEFECTUEUX (Prescription et exercice du privilège des taxes syndicales). — Voir TAXES SYNDICALES.

LOUEURS DE SACS ET DE FUTAILLES (Sauvegarde des droits des). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Odin tendant à sauvegarder les droits des loueurs de sacs et de futailles en cas de mise en faillite ou en liquidation judiciaire de locataire. Renvoi à la Commission de législation, N° 346 [9 juin], p. 1320.

LOYERS DES COMMERCANTS, INDUSTRIELS ET ARTISANS (Revision du prix pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revision du prix de leur loyer en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932. Renvoi à la Commission de législation, N° 149 [16 mars], p. 498. — M. Jean Bosc dépose le rapport, N° 351 [9 juin], p. 1328. — 1^{re} délibération. — Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Jean Bosc, *Rapporteur*. Demande d'ajournement de la discussion à une séance ultérieure: MM. Manuel Fourcade, Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Lugol, *Président de la Commission de législation*; Paul Strauss, le général Stuhl et Jean Durand. Rejet. Discussion des articles: art. 1^{er}: MM. André Lebert et Jean Bosc, *Rapporteur*. Amendement de M. Linyer: MM. Louis Linyer, Jean Bosc, Lefas et Raynaldy. Rejet. Amendement de M. Antoine Borrel: non soutenu. Amendement de M. Lefas: MM. Lefas et Jean Bosc, *Rapporteur*. Rejet. Amendement de M. Linyer: MM. Louis Linyer et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption. Observations de MM. Boivin-Champeaux, Jean Bosc, *Rapporteur*, et Manuel Fourcade. Adoption du 1^{er} alinéa modifié. Adoption du 2^e alinéa modifié et des 3^e et 4^e alinéas. 5^e alinéa: MM. André Lebert et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Amendement de M. Lefas: M. Lefas. Réservé. Observations de MM. Manuel Fourcade et Jean Bosc, *Rapporteur*. 5^e alinéa et ensemble de l'article 1^{er} réservés. Art. 2: adoption. Art. 1^{er} (précédemment réservé): MM. Lugol, *Président de la Commission de législation*, et André Lebert. Amendement de M. Antoine Borrel: M. Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption. 5^e alinéa (nouvelle rédaction): réservé. Art. 2 précédemment adopté. Art. 3: 1^{er} alinéa: adoption. 2^e alinéa: Amendement de M. Lémery: MM. Lémery et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption de l'amendement modifié (devenant le 2^e alinéa). Adoption de l'ensemble de l'art. 3 modifié. Observations de MM. Chapsal, Lugol, *Président de la Commission de législation*; Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Auguste Mounié. Art. 4: Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, le général Hirschauer, Eugène Penancier, *Garde des*

Sceaux, Ministre de la Justice; Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Léon Bérard. Retrait. Adoption du 1^{er} alinéa. Adoption des 2^e et 3^e alinéas. Amendement de M. Henry Bourdeaux (disposition additionnelle à l'art. 4): MM. Henry Bourdeaux et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Amendement de M. Sari (disposition additionnelle à l'art. 4): MM. Emile Sari, Jean Bosc, *Rapporteur*, et Manuel Fourcade. Observations de MM. Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Jean Bosc, *Rapporteur*. Art. 4 réservé. Art. 5: adoption. Art. 6: Amendement de M. Henry Merlin. Retrait. Amendement de MM. Fourcade et Boivin-Champeaux: MM. Boivin-Champeaux, Henry Merlin, Lugol, *Président de la Commission de législation*; Raynaldy, Louis Linyer, Maurice Viollette et Jean Bosc, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'art. 6 modifié. Art. 7: 1^{er} alinéa: M. Andrieu. Adoption. 2^e alinéa: amendement de M. Mounié et plusieurs de ses collègues: M. Auguste Mounié. Retrait. Adoption des 2^e et 3^e alinéas. Adoption de l'ensemble de l'art. 7. Art. 8: amendement de M. Lefas: MM. Lefas et Jean Bosc, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'art. 8. Art. 9 et 10: adoption. Amendement de M. Linyer (article nouveau): MM. Louis Linyer, Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'art. 10 bis). Art. 11: adoption. Art. 1^{er} précédemment réservé: 5^e et 6^e alinéa (nouvelle rédaction de la Commission: amendement de M. Lefas: MM. Lefas et Lugol, *Président de la Commission de législation*). Rejet. Adoption des 5^e et 6^e alinéas et de l'ensemble de l'art. 1^{er}. Art. 4 précédemment réservé (nouvelle rédaction): adoption. Observations de MM. Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Pol-Chevalier. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [16 juin], p. 1352. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revision du prix de leur loyer, en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932. Renvoi à la Commission de législation, N° 422. Urgence déclarée [28 juin], p. 1481. — M. Jean Bosc dépose le rapport, N° 428. Urgence déclarée [28 juin], p. 1481. — Discussion. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Jean Bosc, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Paul Strauss. Discussion des art. modifiés par la Chambre. Art. 1^{er}: MM. Lucien Voilin, Jean Philip et Jean Bosc, *Rapporteur*. Adoption des 6 premiers alinéas. Amendement de MM. Philip et Voilin: MM. Jean Philip, Camal, Jean Bosc, *Rapporteur*; Lucien Voilin et Paul Strauss. Rejet. Adoption des paragraphes 1^{er}, 2^e et 3^e. Amendement de M. Milan: MM. François Milan, Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Lémery. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'art. 1^{er}. Art. 2 précédemment adopté. Art. 3: adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: amendement de MM. Sari, Milan et Mounié: MM. Emile Sari, Henry Chéron et Jean Bosc, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'art. 3 modifié. Art. 4: adoption. Art. 5 et 6 précédemment adoptés. Art. 7: adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: amendement de M. Mounié et plusieurs de ses collègues: MM. Auguste Mounié et Jean Bosc, *Rapporteur*. Rejet. Adoption du 2^e alinéa. 3^e alinéa: adoption. Adoption de l'art. 7. Art. 8: adoption. Art.

9 et 10 précédemment adoptés. Amendement de M. François-Saint-Maur (art. nouveau 10 bis): MM. François-Saint-Maur, Jean Bosc, *Rapporteur*; Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Henry Chéron. Adoption. Art. 11 précédemment adopté. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [30 juin], p. 1571. Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée à nouveau par la Chambre des Députés, ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revision du prix de leur loyer, en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932. Renvoi à la Commission de législation, N° 468. Urgence déclarée [5 juillet], p. 1629. — M. Jean Bosc dépose et lit le rapport fait au nom de la Commission de législation sur la proposition de loi ci-dessus. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2 à 7 précédemment adoptés. Art. 8: adoption. Art. 9 et 10 précédemment adoptés. Art. 11 et 12: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [5 juillet], p. 1633. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1933 (*J. O.* du 14 juillet, p. 7362).

M

MAIS ETRANGERS (Admission temporaire des). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant l'admission temporaire des maïs étrangers. Renvoi à la Commission des douanes, N° 423 [28 juin], p. 1480. — M. Marcel Donon dépose le rapport, N° 485 [5 juillet], p. 1633. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er}: M. Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission des douanes*. Adoption. Adoption des art. 2 à 6 et de l'ensemble du projet de loi [8 juillet], p. 1764. — Promulgation: Loi du 31 juillet 1933 (*J. O.* du 3 août, p. 8214).

MAIS HONGROIS. — Voir: ARRANGEMENT ENTRE LA FRANCE ET LA HONGRIE.

MAIS YOUGOSLAVE. — Voir: ARRANGEMENT COMMERCIAL FRANCO-YOUGOSLAVE.

MAISON DE LA FRANCE D'OUTRE-MER. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'une « Maison de la France d'outre-mer ». Renvoi à la Commission des colonies. N° 20 [24 janvier], p. 76. — Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères [3 février], p. 119.

MAJORITE MATRIMONIALE (Age de la). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assimiler l'âge de la majorité matrimoniale à l'âge de la majorité de droit commun (N° 560, année 1932). — Ajournement de la 1^{re} délibération [19 janvier], p. 43. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. de Courtois, *Rapporteur*. Adoption des articles. Sur l'ensemble: MM. François-Saint-Maur, de Courtois, Lorient, *Commissaire du Gouvernement*; Ferdinand Bongère, André Lebert, Morand, Hervy et Joseph Caillaux. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [24 janvier],

p. 77. Promulgation: Loi du 2 février 1933 (J. O. du 4 février, p. 1218).

MARCHANDISES (Transport par mer des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux transports des marchandises par mer (N° 609 du 23 juin 1931; J. O., p. 1106). — M. Boivin-Champeaux dépose l'avis de la commission de législation, N° 507 [6 juillet], p. 1666.

MARCHE SALINIER (Protection du). — Voir INTERPELLATIONS, N° 7.

MARIAGE (Dissentiment des père et mère dans l'acte de). — Voir CODE CIVIL (ART. 155).

MARSEILLE (Conseillers municipaux et adjoints de la ville de). — Proposition de loi de M. Bergeon et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter le nombre et à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux et des adjoints de la ville de Marseille (N° 204, année 1932). M. Laboulléne dépose un rapport supplémentaire, N° 44 [7 février], p. 124.

MARSEILLE (Division en arrondissements municipaux). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à diviser en arrondissements municipaux la commune de Marseille (N° 38, année 1931). — M. Laboulléne dépose un rapport supplémentaire, N° 44 [7 février], p. 124.

MARTINIQUE. — Voir: RECEL, ESSENCE DE CITRONNELLE, CHAUSSURES.

MEDAILLE D'HONNEUR AGRICOLE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de créer une médaille d'honneur agricole en vue de récompenser les anciens ouvriers agricoles devenus cultivateurs. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 327 [29 mai], p. 1271. — Renvoi, pour avis, à la Commission des récompenses nationales [30 juin], p. 1548.

MEDECINE (Exercice de la). — Proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, relative à l'exercice de la médecine (N° 229, année 1930). — M. le Gorgeu dépose l'avis de la Commission de l'hygiène, N° 28 [26 janvier], p. 100. — 1^{re} délibération: Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Dentu, Rapporteur, et Portmann. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: Amendement de M. Armbruster: MM. Armbruster et de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*. Retrait. Adoption de l'art. 2 modifié. Art. 3: Amendement de M. Armbruster: retrait. Adoption de l'art. 3. Art. 4 et 5: adoption. Art. 6: Amendement de M. Armbruster: M. Armbruster. Adoption. Adoption de l'art. 6 modifié. Art. 7 et 8: adoption. Art. 9: Amendement de M. Armbruster: MM. Armbruster, Dentu, Rapporteur; Le Gorgeu, Léon Béraud, Alexandre Bachelet et de Monzie, *Ministre de l'Education nationale*. Retrait. Demande de disjonction de l'art. 9 par M. Armbruster. Adoption. Art. 10: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [9 février], p. 139. — Promulgation: Loi du 21 avril 1933 (J. O. du 23 avril, p. 4246).

Modification et complément à la loi du 30 novembre 1892. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine, N° 831, du 22 décembre 1932 (J. O., p. 1461). — M. Gaudaud dépose le rapport au nom de

la Commission de l'hygiène, N° 511 [6 juillet], p. 1681.

MENDICITE ET VAGABONDAGE (Revision des lois pénales). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, relative à la revision des lois pénales concernant la mendicité, le vagabondage et à l'organisation de l'assistance par le travail. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des finances, N° 81 [18 février], p. 180.

MERITE AGRICOLE (Attribution des Croix de chevalier et d'officier du). — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Jules Hayaux et Renaudot modifiant les conditions dans lesquelles sont attribuées les croix de chevalier et celles d'officier dans l'ordre du Mérite agricole. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 362 [13 juin], p. 1337. — Renvoi, pour avis, à la Commission des récompenses nationales [30 juin], p. 1548.

MERITE MARITIME

Contingent de 300 croix de chevalier du. — Récompense aux marins âgés de plus de 60 ans. — Transmission d'une proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à mettre à la disposition du Ministre de la Marine marchande un contingent exceptionnel de 300 croix de chevalier de l'ordre du Mérite maritime afin de récompenser les marins âgés de plus de soixante ans. Renvoi à la Commission de la marine, N° 326 [29 mai], p. 1271. — Renvoi, pour avis, à la Commission des récompenses nationales [30 juin], p. 1548.

Institution d'un ordre du. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 9 février 1930 instituant un ordre du Mérite maritime. Renvoi à la Commission de la marine, N° 425 [28 juin], p. 1480.

MINISTRE DU 31 JANVIER 1933 (J. O. du 1^{er} février, p. 1121) (Cabinet Daladier).

I. *Présidence du Conseil et Guerre*: Edouard DALADIER, Député.

I. *Sous-Secrétariat d'Etat (Présidence du Conseil)*: Guy LA CHAMBRE, Député

II. *Sous-Secrétariat d'Etat (Economie nationale)*: Raymond PATENÔTRE, Député.

III. *Sous-Secrétariat d'Etat (Guerre)*: HULLIN, Député; démissionnaire le 3 juillet 1933

2. *Justice*: PENANCIER, Sénateur.

3. *Affaires étrangères*: PAUL-BONCOUR, Sénateur.

4. *Intérieur*: Camille CHAUFEMPS, Député.

5. *Finances*: Georges BONNET, Député.

6. *Budget*: LAMOUREUX, Député.

7. *Marine*: Georges LEYGUES, Député; démissionné le 2 septembre 1933.

8. *Air*: Pierre Cot, Député

9. *Education nationale*: DE MONZIE, Député.

IV. *Sous-Secrétariat d'Etat*: Ducos, Député.

10. *Travaux publics*: PAGANON, Député.

V. *Sous-Secrétariat d'Etat (Tourisme)*: APPELL, Député.

11. *Commerce et Industrie*: SERRE, Sénateur.

12. *Agriculture*: QUEUILLE, Député.

13. *Colonies*: Albert SARRAUT, Sénateur.

14. *Travail et Prévoyance sociale*: François ALBERT, Député.

15. *Pensions*: MIELLET, Député.

16. *Postes, Télégraphes et Téléphones*: Laurent EYSAC, Député.

17. *Santé publique*: Charles DANIELOU, Député.

18. *Marine marchande*: Eugène FROT, Député.

M. Albert Sarraut est nommé *Ministre de la Marine* en remplacement de M. Georges Leygues, décédé. M. Albert Dalimier est nommé *Ministre des Colonies* en remplacement de M. Albert Sarraut (J. O. du 7 septembre 1933, p. 9502).

MISSION DE M. HERRIOT AUX ETATS-UNIS (Ouverture de crédits). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères des crédits destinés à couvrir les dépenses de la mission de M. Edouard Herriot aux Etats-Unis en avril-mai 1933. Renvoi à la Commission des finances, N° 434 [29 juin], p. 1543. — M. Henry Bérenger dépose le rapport, N° 488 [5 juillet], p. 1642. — Discussion. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 1702. — Promulgation: Loi du 29 juillet 1933 (J. O. des 31 juillet et 1^{er} août, p. 8099).

MISSION LAIQUE FRANÇAISE (Allocation d'une subvention annuelle). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation au Ministre des Affaires étrangères d'allouer pendant quinze ans à la mission laïque française une subvention annuelle de 389.000 fr. Renvoi à la Commission des finances, N° 546 [8 juillet], p. 1767. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport, N° 559. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 juillet], p. 1785. — Promulgation: Loi du 24 juillet 1933 (J. O. du 27 juillet, p. 7846).

« MODUS VIVENDI » ENTRE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA REPUBLIQUE LITHUANIENNE (Avenant au). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de l'avenant au *modus vivendi* du 20 juillet 1928 signé le 9 avril 1932 entre la République française et la République lithuanienne. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 52 [14 février], p. 150. — M. Jean Bose dépose le rapport, N° 295 [4 mai], p. 780. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1648. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1933 (J. O. du 29 juillet, p. 8007).

« MODUS VIVENDI » COMMERCIAL ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation du *modus vivendi* commercial entre la France et l'Italie signé à Rome le 4 mars 1932. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 242 [11 avril], p. 739. — M. Jean Bose dépose le rapport, N° 296 [4 mai], p. 780. — M. Bergeon dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 355 [13 juin], p. 1334. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 juin], p. 1352. — Promulgation: Loi du 22 juin 1933 (J. O. du 27 juin, p. 6638).

MONACO (Principauté de). — Voir ACCORD FINANCIER.

MONDORF (Service des douanes à la gare internationale de). — Voir DOUANES, N° 20.

MOTIONS D'ORDRE. — Renvoi à la Commission des finances des conclusions du rapport de M. Reynaldy sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de la convention signée à Paris, le 3 octobre 1932, entre la France et l'Italie, pour éviter à l'importation les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et de taxe sur les échanges [23 mars], p. 577. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances du projet de loi, modifié par la Chambre des Députés, sur la fréquentation scolaire et sur la prolongation de la scolarité obligatoire, N° 355 [13 juin], p. 1337. — Renvoi à la Commission de l'enseignement du projet de loi relatif aux conditions de délivrance et à l'usage du titre d'ingénieur diplômé, primitivement renvoyé à la Commission du commerce, N° 292 [15 juin], p. 1348.

MOUSSELINES DE LAINE. — Voir DOUANES, N° 22.

MUSEES NATIONAUX (Composition des Conseils des). — Voir CONSEILS DES MUSÉES NATIONAUX.

MUTILES DU TRAVAIL (Rééducation professionnelle des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés (mettant à la charge des corporations d'assurance-accidents la rééducation professionnelle des mutilés du travail auxquels leurs blessures ou infirmités ouvrent le droit à pension au titre du code des assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (N° 413, année 1932). — M. Pfléger dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport, N° 133 [9 mars], p. 468. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 mars], p. 614. — Promulgation: Loi du 2 mai 1933 (*J. O.* du 23 mai, p. 5326; *Erratum: J. O.* du 4 juin, p. 5926).

N

NAVIGATION MARITIME (Révision de la loi du 17 avril 1907 sur la — Sécurité et hygiène). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant révision de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance (N° 605, année 1931). — 1^{re} délibération. Observations de M. Rio, *Président de la Commission de la marine*; Renvoi de la délibération à la prochaine séance [17 janvier], p. 27. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate: MM. Rio, *Président et Rapporteur de la Commission de la marine*; Bergeon, Léon Meyer, *Ministre de la Marine marchande*; Martin-Binachon, le Comte Louis de Blois, Japy, Tissier et Lémery. Art. 1^{er}: adoption. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [19 janvier], p. 33. — Suite de la délibération. Art. 1^{er} précédemment adopté. Art. 2 à 5: adoption. Art. 6 (nouvelle rédaction de la Commission): Observations de MM. Rio, *Président et Rapporteur de la Commission de la marine*; Bergeon, Martin-Binachon et Léon Meyer, *Ministre de la Marine marchande*. Adoption de l'art. 6 modifié. Art. 7: adoption. Art. 8 (nouvelle rédaction de la Commission): Observations de

M. Rio, *Président de la Commission de la marine*. Adoption de l'art. 8. Art. 9 (nouvelle rédaction de la Commission): adoption. Art. 10: adoption. Art. 11: Amendement de M. Bergeon; M. Bergeon. Retrait. Adoption de l'art. 11. Art. 12 (nouvelle rédaction de la Commission): adoption. Art. 13: adoption. Art. 14 (nouvelle rédaction de la Commission): adoption. Art. 15 et 16: adoption. Art. 17: Amendement de M. Emile Sari; M. Emile Sari. Adoption. Adoption de l'art. 17 modifié. Art. 18 et 19: adoption. Art. 20 et 21 (nouvelle rédaction de la Commission): adoption. Art. 22 à 29: adoption. Art. 30 (nouvelle rédaction de la Commission): adoption. Art. 31: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [26 janvier], p. 92. Promulgation: Loi du 16 juin 1933 (*J. O.* du 17 juin, p. 6302; *Erratum: J. O.* du 2 juillet, p. 6912).

NAVIRE (Responsabilité du propriétaire du). — Voir CONVENTION INTERNATIONALE DU 25 AOUT 1924.

NEUNKIRCHEN (Ouverture d'un crédit pour les victimes de la catastrophe de). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit pour contribution à l'aide apportée aux victimes de la catastrophe de Neunkirchen. Renvoi à la Commission des finances, N° 78 [18 février], p. 180. — M. Henry Bérenger dépose le rapport, N° 154 [16 mars], p. 498. — Discussion. Discussion générale: MM. Henry Bérenger, *Rapporteur*, et Paul-Boncour, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [24 mars], p. 586. — Promulgation: Loi du 15 avril 1933 (*J. O.* du 21 avril, p. 4166).

NOUVELLE-CALÉDONIE ET DEPENDANCES (Réglementation du service des douanes). — Voir DOUANES, N° 2.

O

OCEANIE (Etablissements français de l'). (Recouvrement des droits de douane). — Voir DOUANES, N° 13.

ŒUVRES DE GUERRE (Régime des). — Projet de loi abrogeant la loi du 30 mai 1916 et transformant le régime des œuvres de guerre (Voir TABLE DE 1922, p. 300). — Vote de la question préalable sur ce projet de loi [14 février], p. 151.

OFFICE NATIONAL DU COMBATTANT ET OFFICE NATIONAL DES MUTILES (Fusion des). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la fusion de l'office national du combattant avec l'office national des mutilés et réformés de la guerre. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, N° 73 [16 février], p. 176. — M. le Comte de Lense dépose le rapport, N° 166 [21 mars], p. 536. — M. Babaud-Lacroze dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis, N° 199 [28 mars], p. 614. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 mars], p. 638. — Promulgation: Loi du 11 mai 1933 (*J. O.* du 13 mai, p. 4982).

OFFICE NATIONAL DU COMBATTANT (Attributions et fonctionnement de l'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger d'un mois le

délai de trois mois prévu par l'art. 101 de la loi de finances du 19 décembre 1926 pour la présentation aux Chambres du décret déterminant les attributions et le fonctionnement de l'office national du combattant (Voir TABLE DE 1927, p. 506). — Vote de la question préalable sur ce projet de loi [14 février], p. 151.

OFFICE NATIONAL DES COMBUSTIBLES LIQUIDES. — Lettre de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à l'office national des combustibles liquides. Fixation ultérieure de la date de l'élection [14 février], p. 159. — MM. Farjon et Henri Roy sont élus [7 mars], p. 456.

OFFICE NATIONAL DE LA FAMILLE ET DE LA NATALITÉ. — Proposition de loi tendant à la création et à l'organisation d'un office national de la famille et de la natalité (Voir TABLE DE 1924, p. 477). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [14 février], p. 151.

OFFICE NATIONAL ET OFFICES DÉPARTEMENTAUX DES PUPILLES DE LA NATION. — Proposition de loi de M. Gallet modifiant la composition et les attributions de l'office national et des offices départementaux des pupilles de la nation (N° 565, année 1932). — M. Dentu dépose le rapport, N° 80 [18 février], p. 180. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [14 mars], p. 478.

OFFICE NATIONAL DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES ET DES INVENTIONS (Conseil national de l'). — Lettre de M. le Ministre de l'Éducation nationale demandant au Sénat de procéder à l'élection d'un membre au conseil national de l'office national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions. Fixation ultérieure de la date de l'élection [11 avril], p. 739. — Résultat du scrutin: M. GAUTHEROT, élu [20 juin], p. 1387.

OFFICES PUBLICS ET MINISTERIELS. — Voir ADJUDICATIONS MOBILIÈRES.

OPÉRATEURS RADIOTELEGRAPHISTES (Statut). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, fixant le statut des opérateurs radiotélégraphistes à bord des navires de commerce, de pêche ou de plaisance (N° 559, année 1932). — M. Babin-Chevaye dépose un rapport supplémentaire, N° 515 [6 juillet], p. 1681.

ORDURES MÉNAGÈRES (Enlèvement et traitement des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à se substituer aux communes de ce département, y compris Paris, pour l'exécution de tout ou partie du service d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères (N° 322, année 1932). M. Louis Linyer dépose, au nom de la Commission de l'Administration, le rapport, N° 56 [14 février], p. 150. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Louis Linyer, *Rapporteur*, et Auguste Monnié. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [4 avril], p. 688. — Promulgation: Loi du 23 avril 1933 (*J. O.* du 25 avril, p. 4295).

OUTRAGES AUX BONNES MŒURS. — Projet de loi complétant la loi du 2 août 1882 sur la répression des outrages aux bonnes mœurs (Voir TABLE DE 1921, p. 344). — Vote de la question préalable sur ce projet de loi [16 février], p. 463.

OUTRAGE AUX BONNES MŒURS PAR LA VOIE DU LIVRE. — Projet de loi ayant pour objet d'ouvrir à la Société des gens de lettres un recours en revision contre les condamnations prononcées pour outrage aux bonnes mœurs commis par la voie du livre (Voir TABLE DE 1929, p. 517). — M. Jean Bosc dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport, N° 350 [9 juin], p. 1320.

OUVRAGES DE CÔTES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux ouvrages de côtes (N° 444, année 1932). — M. le Comte de Blois dépose le rapport, n° 23 [26 janvier], p. 92. — M. Bergeon dépose l'avis de la Commission de la marine, n° 47 [9 février], p. 138. — M. Farjon dépose l'avis de la Commission des finances, N° 125 [7 mars], p. 456. — Ajournement de la 1^{re} délibération [16 mars], p. 499. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Bergeon, Rapporteur de la Commission de la marine; le Comte de Blois, Rapporteur de la Commission de l'armée; Chapsal et Guinand, Secrétaire général du ministère de la Guerre, Commissaire du Gouvernement. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: amendements de M. Bergeon: M. Bergeon. Retrait. Adoption de l'art. 2. Art. 3 et 4: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 mars], p. 530. — Promulgation: Loi du 28 mars 1933 (*J. O.* du 31 mars, p. 3230; rectificatif: *J. O.* du 5 avril, p. 3502).

OUVRAGES MILITAIRES (Déclassement des). — Voir ARMÉE.

OUVRIERS MINEURS (Retraites de vieillesse et d'invalidité des). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, améliorant les retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs. Renvoi à la Commission des mines et, pour avis, à la Commission des finances, N° 348, [9 juin], p. 1320. — M. Coucoureux dépose le rapport, N° 405 [24 juin], p. 1418. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. de La Grange, N° 497. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er} et 2: adoption. Art. 3: MM. de La Grange, Rapporteur de la Commission des finances, et Raynaldy, Président de la Commission des mines. Adoption. Art. 4: MM. de La Grange, Rapporteur de la Commission des finances, et Raynaldy, Président de la Commission des mines. Adoption. Art. 5 à 7: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 juillet], p. 1650. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1933 (*J. O.* du 14 juillet, p. 7372).

Travaux de reconstitution des régions dévastées. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux ouvriers mineurs occupés aux travaux de reconstitution des régions dévastées. Renvoi à la Commission des mines, N° 17 [24 janvier], p. 76. — M. François de Wendel dépose le rapport, N° 525 [7 juillet], p. 1723.

P

PAIN ET VIANDE. — Voir TAXATION DU.

PARIS (Déclassement des ouvrages militaires de 2^e ligne de). — Voir ARMÉE.

PARIS (Ville de) (Appareils d'éclairage public et de signalisation). — Transmis-

sion d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des appareils d'éclairage public et de signalisation dans la ville de Paris. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 103 [25 février], p. 362.

PAUL BERT (Centenaire de la naissance de). — Voir LÉGION D'HONNEUR.

PECHE DANS LES EAUX TERRITORIALES FRANÇAISES. — Voir INTERPELLATIONS, N° 4.

PENSION (Prorogation du délai de mise en instance de). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai de mise en instance de pension. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 291 [2 mai], p. 767. — M. Robert Thoumyre dépose le rapport, N° 430 [28 juin], p. 1508.

PENSIONS DES ARMÉES DE TERRE ET DE MER (Complément de l'art. 16 de la loi du 31 mars 1919). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter l'art. 16 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions des armées de terre et de mer. (Voir TABLE DE 1925, p. 490). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [14 février], p. 151.

PÉTROLE (Produits dérivés du). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faire bénéficier du régime de l'admission temporaire les produits dérivés du pétrole. Renvoi à la Commission des douanes, N° 162 [17 mars], p. 518. — M. Rogé dépose le rapport, N° 388 [22 juin], p. 1460. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [5 juillet], p. 1631. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1933 (*J. O.* du 22 juillet, p. 7639).

PÉTROLES.

Commission d'organisation du monopole des. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rio et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le troisième paragraphe de l'article 117 de la loi du 31 mai 1933 portant fixation du Budget général de l'Exercice 1933, créant une Commission chargée de rechercher les conditions pratiques d'organisation du monopole d'importation des pétroles et la possibilité d'établir en France le monopole du raffinage. Renvoi à la Commission des finances, N° 371 [15 juin], p. 1348. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 414 [27 juin], p. 1463. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. le Général Bourgeois. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. **Nouvel intitulé:** Proposition de loi tendant à modifier l'article 117 de la loi du 31 mai 1933, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1933, créant une Commission chargée de rechercher les conditions pratiques d'organisation du monopole d'importation des pétroles et la possibilité d'établir en France le monopole du raffinage [1^{er} juillet], p. 1590. — Promulgation: Loi du 15 juillet 1933 (*J. O.* des 15 et 16 juillet, p. 7421).

(Modification à la loi du 31 mai 1933 créant une Commission relative au monopole des). — Dépôt d'une proposition de loi de M. le Général Bourgeois et plu-

sieurs de ses collègues tendant à modifier les 3^e et 4^e paragraphes de l'art. 117 de la loi du 31 mai 1933, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1933, créant une Commission chargée de rechercher les conditions pratiques d'organisation du monopole d'importation des pétroles et la possibilité d'établir en France le monopole du raffinage. Renvoi à la Commission des finances, N° 406 [24 juin], p. 1418.

PIÈCE DE 5 FR. EN NICKEL (Poids de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement à fixer par décret le poids de la pièce de 5 fr. en nickel. Renvoi à la Commission des finances, N° 245 [11 avril], p. 739. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 253 [11 avril], p. 739. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [4 mai], p. 780. — Promulgation: Loi du 5 mai 1933 (*J. O.* du 6 mai, p. 4734).

PILOTAGE DANS LES EAUX MARITIMES (Régime du). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'art. 11 de la loi du 28 mars 1928 sur le régime du pilotage dans les eaux maritimes. Renvoi à la Commission de la marine, N° 528 [7 juillet], p. 1728.

PLAIDEURS AYANT OBTENU L'ASSISTANCE JUDICIAIRE (Défense des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'assurer devant les juges de paix et devant les tribunaux de commerce, la défense des plaideurs ayant obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire (N° 436, année 1930). — M. Delteil dépose le rapport, N° 179 [23 mars], p. 560. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Rejet de la proposition de loi [20 juin], p. 1377.

PLOUËOUR-TREZ (Finistère). — Voir BRIGNOGAN.

POISSON DE MER DE PROVENANCE ÉTRANGÈRE (Contingentement des importations du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 2 octobre 1931, ayant pour objet le contingentement des importations du poisson de mer de provenance étrangère (N° 714, année 1932). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1648. — Promulgation: Loi du 10 août 1933 (*J. O.* du 12 août, p. 8742).

PORTUGAL (Rupture de l'entente douanière avec le). — Voir INTERPELLATIONS, N° 9.

POSTES ELECTRO-SEMAPHORIQUES (Modification de la loi du 18 juillet 1895). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 18 juillet 1895 concernant la détermination et la conservation des postes électro-semaphoriques (N° 213, année 1932). — M. Tissier dépose le rapport, N° 46 [9 février], p. 138. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [23 mars], p. 615. — Promulgation: Loi du 27 mai 1933 (*J. O.* du 31 mai, p. 5654).

POSTES MILITAIRES RELATIFS A LA DÉFENSE DES CÔTES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la détermination et la conservation des postes militaires relatifs

à la défense des côtes ou à la sécurité de la navigation. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances, N° 76 [18 février], p. 180. — M. Bergeon dépose le rapport, N° 365 [15 juin], p. 1342. — M. Farjon dépose l'avis de la Commission des finances, N° 409 [24 juin], p. 1432. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 1731. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1933 (*J. O.* du 13 juillet, p. 7317).

POTERIES CUITES EN GRES (Modification des droits de douanes applicables aux). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les droits de douane applicables aux poteries cuites en gres. Renvoyée à la Commission des douanes, N° 446 [1^{er} juillet], p. 1590. — M. Japy dépose un rapport, N° 465 [4 juillet], p. 1621. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 1747. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1933 (*J. O.* du 21 juillet, p. 7593).

POUDRERIE NATIONALE DE SORGUES (Cession d'une ancienne usine de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant la convention du 18 décembre 1931 destinée à constater la cession à la société anonyme L'Alfa de l'ancienne usine d'acide nitrique synthétique de la poudrerie nationale de Sorgues. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, N° 110 [27 février], p. 411. — M. Paul Bénazet dépose le rapport, N° 360 [13 juin], p. 1337. — M. Guy de Wendel dépose un avis de la Commission des finances, N° 426 [28 juin], p. 1480. — Ajournement de la 1^{re} délibération [30 juin] p. 1580.

POURBOIRE (Réglementation du contrôle et de la répartition du). — Voir CODE DU TRAVAIL.

PREFECTURES ET SOUS-PREFECTURES (Cadres du personnel des). — Projet de loi portant modification de la loi du 1^{er} avril 1920, en ce qui concerne la fixation des cadres du personnel des préfectures et sous-préfectures (N° 92, année 1932). — M. Laboulbène dépose le rapport, N° 185 [23 mars], p. 577.

PREPARATION MILITAIRE (Obligation de la). — Voir ARMÉE (SUSPENS D'INCORPORATION).

PRESSE.

Loi du 29 juillet 1881. — Proposition de loi de M. Bernard, ayant pour objet la modification de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse (Voir TABLE DE 1900, p. 302). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

Modification de l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881. — Proposition de loi de M. Cruppi, tendant à la modification de la loi du 29 juillet 1881 (Voir TABLE DE 1921, p. 330). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

PRIMES ACCORDEES A DES PRODUITS COLONIAUX TRANSPORTES SOUS PAVILLON FRANÇAIS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à subordonner au transport sous pavillon français le paiement des primes accordées à certains

produits coloniaux par les lois de protection du 31 mars 1931. Renvoi à la Commission des douanes, N° 328 [29 mai], p. 1272. — M. Victor Lourtès dépose le rapport, N° 418 [27 juin], p. 1478. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [5 juillet], p. 1631. — Promulgation: Loi du 6 août 1933 (*J. O.* des 7 et 8 août, p. 8566).

PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES MARITIMES. — Voir CONVENTION INTERNATIONALE DU 10 AVRIL 1926.

PRODUITS LAITIERS (Protection des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la protection des produits laitiers (N° 466, année 1932). — Ajournement de la 1^{re} délibération [5 juillet], p. 1632. — 1^{re} délibération: MM. Darnecour, Rapporteur de la Commission de l'Agriculture; Paul Laffont, Jean Bose et Louis Serre, Ministre du Commerce. Renvoi de la délibération à une séance ultérieure [7 juillet], p. 1747.

PROFESSORAT LIBRE D'EDUCATION PHYSIQUE (Réglementation du). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglementant le professorat libre d'éducation physique. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 131 [9 mars], p. 468.

PROPRIETE IMMOBILIERE (Transcription obligatoire des actes translatifs et déclaratifs de. — Réfection du cadastre). — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Jean Bose, T. Steeg et François Milan relative à la transcription obligatoire des actes translatifs et déclaratifs de propriété immobilière et à la réfection et à la tenue à jour du cadastre par les notaires. Renvoi à la Commission de législation, N° 332 [29 mai], p. 1272.

PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE. — Voir CONVENTION DE ROME.

PUPILLES DE LA NATION. — Voir OFFICE NATIONAL DES...

Q

QUESTIONS.

Déclarations faites à la Chambre des Députés au sujet de M. Hulin, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre. — MM. Duplantier et Daladier, Président du Conseil, Ministre de la Guerre [23 mars], p. 576.

Examen écrit à l'expiration des deux premières années de médecine. — M. François Labrousse pose une question à M. le Ministre de l'Education nationale sur l'examen écrit à l'expiration des deux premières années de médecine, imposé aux étudiants et prévu par le décret du 21 février 1932 [9 juin], p. 1320.

QUESTION PREALABLE. — Vote de la question préalable sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à augmenter le contingent annuel de croix d'officier et de chevalier de la Légion d'honneur à attribuer au titre de l'éducation physique et de la préparation au service militaire (N° 475, année 1922). Observations de M. Jossot, Président de la Commission de l'enseignement [17 janvier], p. 26. — Vote de la question préalable proposée par la Commission de l'Hygiène, sur: 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les allocations d'assistance des

femmes en couches et les primes d'allaitement (art. 62 disjoint du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1921) (N° 84 de 1921); 2° la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'art. 1^{er} de la loi du 24 octobre 1919 sur les allocations d'allaitement (N° 495 de 1922); 3° le projet de loi abrogeant la loi du 30 mai 1916 et transformant le régime des œuvres de guerre (N° 766 de 1922); 4° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la révision des pensions de la loi des retraites ouvrières et paysannes (N° 102 de 1923); 5° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la nomination des membres des commissions administratives des hospices, des hôpitaux, des bureaux de bienfaisance et des bureaux d'assistance (N° 402 de 1923); 6° la proposition de loi tendant à la création et à l'organisation d'un office national de la famille et de la natalité (N° 121 de 1924); 7° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter l'art. 16 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions des armées de terre et de mer (N° 585 de 1925); 8° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger d'un mois le délai de trois mois prévu par l'art. 101 de la Loi de finances du 19 décembre 1926 pour la présentation aux Chambres du décret déterminant les attributions et le fonctionnement de l'office national du combattant (N° 173 de 1927); 9° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de relever les maxima de valeur locative des habitations à bon marché (N° 448 de 1928) [14 février], p. 151. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de législation, sur: 1° la proposition de loi de M. Cruppi tendant à la modification de l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 (N° 71, année 1921); 2° le projet de loi complétant la loi du 2 août 1882 sur la répression des outrages aux bonnes mœurs (N° 230, année 1921); 3° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux contrats qui tiennent à la fois du louage de services et du bail à loyer (N° 619, année 1919); 4° la proposition de loi de M. Léon Charpentier tendant à modifier l'art. 402 à 411 du Code civil (Transformation de la déclaration du domicile, de facultative en obligatoire et établissement de sanctions contre les contrevenants) (N° 437, année 1921); 5° la proposition de loi de M. Bozerian destinée à réprimer les abus de la citation directe en matière correctionnelle (N° 69, année 1885); 6° la proposition de loi de M. Bozerian relative à la procédure de la chambre du conseil et aux autorisations sur requête devant les tribunaux de première instance (N° 97, année 1877); 7° la proposition de loi de MM. Léopold Thézard et Thévenet tendant à établir l'expertise contradictoire en matière criminelle et correctionnelle (N° 156, année 1897); 8° la proposition de loi de MM. d'Estournelles de Constant, Léon Bourgeois et plusieurs de leurs collègues relative à l'établissement des conseils de tutelle en France (N° 326, année 1910); 9° la proposition de loi de M. Louis Martin tendant à modifier les art. 337, 338, 339 du Code pénal (Adultère de la femme) et à supprimer le paragraphe 2 de l'art. 324 du Code pénal (Excusabilité du meurtre de la femme adultère) (N° 49, année 1912); 10° la proposition de loi de M. Julien Guérou tendant à modifier les art. 336 et 338 du Code pénal qui répriment l'adultère et l'entretien d'une concubine au domicile conjugal (N° 358, année 1910); 11° la

proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation du deuxième paragraphe de l'art. 324 du Code pénal (N° 56, année 1913); 12° la proposition de loi de M. Bernard ayant pour objet la modification de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse (N° 292, année 1900); 13° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des lois relatives au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés (N° 630, année 1921); 14° la proposition de loi de MM. Louis Martin et Trystram tendant à accorder des concessions de terre aux inscrits maritimes et aux soldats réengagés de l'armée coloniale en vue de la constitution de biens de famille insaisissables (N° 221, année 1910); 15° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (N° 249, année 1922); 16° la proposition de loi de M. le lieutenant-colonel Plichon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les lois des 9 mars 1918 et 25 octobre 1919 relatives aux baux à loyer (N° 448, année 1923); 17° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'assurer le logement des familles sans abri (N° 533, année 1923); 18° la proposition de loi de MM. Helmer, Lhopiteau et Bonnevay portant modification de la loi du 29 mars 1914 relative aux témoignages reçus par les Commissions d'enquête parlementaire (N° 249, année 1925); 19° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la création d'une troisième chambre au tribunal de Béthune (N° 343, année 1926); 20° la proposition de loi de M. Raiberti tendant à une répression plus efficace des injures et diffamations contre les militaires des armées de terre et de mer et contre ces armées (N° 145, année 1928); 21° la proposition de loi de M. Leredu et plusieurs de ses collègues sur le reclassement des justices de paix (N° 4, année 1928) [16 février], p. 163. — Vote de la question préalable sur: 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 décembre 1926 concernant la liste annuelle du jury et la liste des jurés suppléants (N° 157, année 1928); 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 3 septembre 1926 relatif aux cours d'assises (N° 159, année 1928); 3° la proposition de loi de M. Alexandre Israël tendant au rétablissement des tribunaux supprimés (N° 540, année 1930); 4° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la réforme des expertises médico-légales (N° 201, année 1899) [7 mars], p. 440. — Vote de la question préalable sur: 1° la proposition de loi relative à l'assurance municipale contre la grêle (N° 293, année 1925); 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à favoriser, par des facilités spéciales de crédit, le retour et le maintien à la terre des pré-tuberculeux et tuberculeux, des pensionnés militaires gazés ou tuberculeux et des anciens combattants (N° 787, année 1929) [14 mars], p. 478. — Vote de la question préalable, proposée par la commission de législation, sur: 1° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à dégager du secret professionnel, dans certains cas déterminés, les fonctionnaires des administrations publiques (N° 478, année 1922); 2° la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une enquête administra-

tive sur l'instruction ouverte par le parquet de Moulins sur l'affaire de Glozel (N° 431, année 1928); 3° la proposition de résolution tendant au rétablissement du tribunal civil de l'ancien arrondissement judiciaire de Sisteron (N° 520, année 1930) [23 mars], p. 561. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de législation, sur: 1° la proposition de loi ayant pour objet d'apporter des modifications à la répression pénale de certains délits (N° 674, année 1924); 2° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 26 avril 1919 dans le but de permettre l'accès de la magistrature à tous les avoués, même non licenciés (N° 608, année 1926); 3° la proposition de loi sur la revision des baux à ferme (n° 795, année 1928); 4° la proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1929 (N° 90, année 1930); 5° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à reporter au lendemain la date de l'origine ou de l'expiration d'une location lorsque cette date tombe un jour de fête légale (N° 567, année 1930); 6° la proposition de loi tendant à réduire le montant des fermages exigibles (N° 737, année 1932 [31 mai], p. 1282.

R

RADIODIFFUSION (Taxes sur les appareils de). — Voir LOI DE FINANCES DU 31 MAI 1933, ART. 109 A 115 (J. O. du 1^{er} juin, p. 5702).

RAISIN (Journée nationale du). — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITIONS DE), N° 18.

RECEL (Application de la loi sur le — Guadeloupe, Martinique et Réunion). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicables à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion les dispositions de la loi du 22 mai 1915 sur le recel (N° 681, année 1932). — M. Leblanc dépose, au nom de la Commission des colonies, le rapport, N° 189 [28 mars], p. 608. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 1401. Promulgation: Loi du 13 octobre 1933 (J. O. du 4 novembre, p. 11222).

RECOMPENSES NATIONALES (Modification concernant le Ministère de la Guerre). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 28 novembre 1932 modifiant, en ce qui concerne le Ministère de la Guerre, les dispositions de la loi du 13 juillet 1923 sur les récompenses nationales, modifiée par la loi du 21 juillet 1927, prorogée par celle du 5 juillet 1928 et modifiée à nouveau par la loi du 31 mars 1931. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 509 [6 juillet], p. 1667.

RECOURS (Délais aux justiciables pour exercer certaines voies de). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à remédier à l'ignorance chez les justiciables des délais qui leur sont impartis pour exercer certaines voies de recours (N° 208, année 1932). — M. Louis Linÿer dépose le rapport, N° 220 [4 avril], p. 690.

REDRESSEMENT BUDGETAIRE. — Voir CRÉDITS PROVISOIRES, MARS 1933.

REEDUCATION PROFESSIONNELLE DES MUTILES DU TRAVAIL. — Voir MUTILÉS DU TRAVAIL.

REFERE (Procédure du). — Voir ALSACE et LORRAINE.

REFUGIÉS ET RAPATRIÉS (Logement et installation des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des lois relatives au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés (Voir TABLE DE 1921, p. 354). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

RÉGION PARISIENNE.

Crédit sur l'Exercice 1932 (Aménagement de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le Ministre de l'Intérieur à engager, jusqu'à concurrence de la somme de 4 millions 500.000 fr., les dépenses nécessaires pour la préparation du projet d'aménagement de la région parisienne et à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit supplémentaire de 100.000 fr., sur l'Exercice 1932, pour le même objet. Renvoi à la Commission des finances, N° 54 [14 février], p. 150. — M. Schrameck dépose le rapport, N° 141 [14 mars], p. 478. — Discussion. Discussion générale: M. Auguste Mounié. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [24 mars], p. 584. — Promulgation: Loi du 29 mars 1933 (J. O. du 31 mars 1933, p. 3230).

Etablissement d'un projet d'aménagement. — Modification à la loi du 14 mai 1932. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Morizet ayant pour but de modifier la loi du 14 mai 1932 tendant à l'établissement d'un projet d'aménagement de la région parisienne. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 187 [23 mars], p. 577. — M. Louis Linÿer dépose le rapport, N° 306 [12 mai], p. 980. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [16 juin], p. 1371.

REGIONS DEVASTÉES. — Voir OUVRIERS MINEURS, LÉGION D'HONNEUR.

REPOS HEBDOMADAIRE (Modification des dispositions du Code du Travail relatives au). — Voir CODE DU TRAVAIL.

Offices publics et ministériels. — Voir ADJUDICATIONS MOBILIÈRES, etc.

Chauffeurs d'automobile. — Proposition de loi de M. Reoubil et plusieurs de ses collègues ayant pour objet d'instituer le repos hebdomadaire au profit des gens de maison exerçant la profession de chauffeur d'automobile (N° 170, année 1930). — M. Bender dépose le rapport, N° 211 [31 mars], p. 654.

REPRESSION DES INJURES ET DIFFAMATIONS CONTRE LES MILITAIRES. — Proposition de loi de M. Raiberti, tendant à une répression plus efficace des injures et diffamations contre les militaires des armées de terre et de mer et contre ces armées (Voir TABLE DE 1928, p. 560). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

REPUBLIQUE LITHUANIENNE. — Voir MODUS VIVENDI.

RÉSOLUTION (Propositions de).

N° 1. — **Nomination d'une Commission relative aux départements libérés de l'invasion.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lugol et d'un grand nombre de ses collègues tendant à la nomination d'une commission de 27 membres chargée, en 1933, d'examiner les projets

et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion. Renvoi à la Commission, nommée le 19 décembre 1924, chargée de l'examen d'une proposition de résolution tendant à modifier le règlement du Sénat et à faire nommer par les bureaux les membres des commissions générales, N° 6 [17 janvier], p. 26. — M. Auguste Mounié dépose le rapport, N° 14 [19 janvier], p. 51. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [26 janvier], p. 92.

N° 2. — **Commission des économies.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Durand et d'un grand nombre de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission des économies. Renvoi à la Commission, nommée le 19 décembre 1924, chargée de l'examen d'une proposition de résolution tendant à modifier le règlement du Sénat et à faire nommer par les bureaux les membres des Commissions générales, N° 49 [9 février], p. 145. — M. Mario Roustan dépose le rapport, N° 171 [21 mars], p. 554. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution. Modification du libellé de l'intitulé de la résolution. *Nouvel intitulé: Résolution tendant à la nomination d'une Commission pour la recherche des abus* [22 juin], p. 1404.

N° 3. — **Réalisation des économies budgétaires.** — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Cassez, Georges Ulmo et Raymond Martin tendant à réaliser des économies budgétaires par l'ajournement ou la suppression de certaines subventions. Renvoi à la Commission des finances, N° 57 [14 février], p. 150.

N° 4. — **Attaché militaire de l'air aux Etats-Unis.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rambaud et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression du poste d'attaché militaire de l'air auprès de l'ambassade de France aux Etats-Unis. Renvoi à la Commission de l'air, N° 67 [16 février], p. 163.

N° 5. — **Commission des comptes définitifs.** — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Henry Chéron, Mauger, Gaston Gaudaire et Hervey tendant à transformer la Commission des comptes définitifs en Commission annuelle. Renvoi à la Commission, nommée le 19 décembre 1924, chargée de l'examen d'une proposition de résolution tendant à modifier le règlement du Sénat et à faire nommer par les bureaux les membres des commissions générales, N° 82 [18 février], p. 181.

N° 6. — **Réparation de préjudices causés par le développement et l'extension du champ de tir de Gávres.** — Proposition de résolution de MM. Rio et Alfred Brard tendant à inviter le Gouvernement à étudier les moyens de réparer les préjudices causés aux communes d'Étel, d'Erdeven, de Plouharnel et de Plouhinec par toutes les entraves qui résultent de l'établissement, du développement et de l'extension du champ de tir de Gávres (N° 418, année 1932). — M. Rio dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport, N° 95 [19 février], p. 205.

N° 7. — **Élevage national.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Beaumont et d'un grand nombre de ses collègues invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour atténuer la crise qui pèse gravement sur notre élevage national. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 111 [27 février], p. 411.

N° 8. — **Amélioration du marché du blé.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Faure et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le marché du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 116 [28 février], p. 427. — M. Marcel Donon dépose le rapport, N° 208 [30 mars], p. 628. — 1^{re} délibération. Observation de M. Marcel Donon, *Rapporteur*. Retrait de la proposition de résolution [7 avril], p. 731.

N° 9. — **Vote plural dans les sociétés anonymes.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lesaché et plusieurs de ses collègues relative à la réforme du vote plural dans les sociétés anonymes. Renvoi à la Commission de législation, N° 123 [7 mars], p. 456. — M. Lesaché dépose le rapport, N° 136 [9 mars], p. 468. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Dauthy et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Article unique: MM. Curral, Joseph Caillaux, François-Saint-Maur et Lesaché, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique modifié de la proposition de résolution [28 mars], p. 610.

N° 10. — **Règlement du Sénat.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coyrard et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le règlement du Sénat. Renvoi à la Commission, nommée le 19 décembre 1924, chargée de l'examen d'une proposition de résolution tendant à modifier le règlement du Sénat et à faire nommer par les bureaux les membres des Commissions générales, N° 138 [9 mars], p. 474. — M. Auguste Mounié dépose le rapport, N° 201 [28 mars], p. 614. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [6 avril], p. 694.

N° 11. — **Affaire de Glozel.** — Proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une enquête administrative sur l'instruction ouverte par le parquet de Moulins sur l'affaire de Glozel (N° 431, année 1928 (Voir TABLE de 1928, p. 569)). — Vote de la question préalable [23 mars], p. 561.

N° 12. — **Tribunal civil de Sisteron.** — Proposition de résolution tendant au rétablissement du tribunal civil de l'ancien arrondissement judiciaire de Sisteron (N° 520, année 1930). — Vote de la question préalable [23 mars], p. 561.

N° 13. — **Professions de foi et programmes électoraux.** — Proposition de résolution de MM. Coyrard, Duplantier et plusieurs de leurs collègues tendant à la désignation d'une Commission chargée d'opérer le dépouillement des professions de foi et des programmes électoraux des élections sénatoriales et de présenter au Sénat un rapport sur les vœux et volontés qui y sont exprimés (N° 267, année 1931). — M. Auguste Mounié dépose le rapport, N° 202 [28 mars], p. 614.

N° 14. — **Modification des art. 100 et 102 du Règlement du Sénat.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hayaux et de plusieurs de ses collègues tendant à modifier les art. 100 et 102 du Règlement du Sénat. — Renvoi à la Commission nommée le 19 décembre 1924, chargée de l'examen d'une proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat et à faire nommer par les bureaux les membres des Commissions générales, N° 204 [30 mars], p. 622.

N° 15. — **Codification des textes administratifs réglant l'application de la loi des**

assurances sociales. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cassez et de plusieurs de ses collègues invitant le Gouvernement à codifier les textes administratifs qui régissent l'application de la loi des assurances sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 251 [11 avril], p. 740.

N° 16. — **Autorité des conseils d'arrondissement.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Martin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures en vue d'augmenter l'autorité des membres des conseils d'arrondissement. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale, N° 314 [16 mai], p. 1062. — M. Gautherot dépose le rapport, N° 524 [7 juillet], p. 1723.

N° 17. — **Contingentement des graines oléagineuses et des matières grasses.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Beaumont et un certain nombre de ses collègues invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires et urgentes de contingentement de toutes les graines oléagineuses et matières grasses d'importation, pour protéger le marché français des matières grasses et réduire, dans de très sérieuses proportions, toutes les importations qui viennent concurrencer dangereusement les produits de notre élevage national et ceux de nos colonies. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 318 [18 mai], p. 1135.

N° 18. — **Journée nationale du raisin.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mario Roustan et d'un grand nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser en France une journée nationale du raisin. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 353 [9 juin], p. 1328. — M. Durand dépose le rapport, N° 442 [30 juin], p. 1578. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Louis Martin et Jean Durand, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*. Article unique: amendement de M. Dancœur et plusieurs de ses collègues: MM. Lefas, Paul Laffont, Jean Durand, *Rapporteur*, et Mario Roustan. Adoption. En conséquence, adoption de l'article unique de la proposition de résolution. Modification du libellé de l'intitulé de la résolution. *Nouvel intitulé: Résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser en France une journée nationale du raisin et une journée nationale de la pomme* [7 juillet], p. 1728.

N° 19. — **Revalorisation des prix du blé.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cassez et plusieurs de ses collègues tendant à la revalorisation des prix du blé par la fixation d'un taux de blutage des farines qui entraînerait l'utilisation totale de la production annuelle des blés indigènes. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 369 [15 juin], p. 1343. — M. Borgeot dépose le rapport, N° 383 [20 juin], p. 1387.

N° 20. — **Suspension de délivrance de licence d'importation des blés.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baudouin-Lacroze et plusieurs de ses collègues tendant à suspendre toute délivrance de licence d'importation des blés. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 396 [22 juin], p. 1406.

N° 21. — **Taxe à la vente des blés.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Donon invitant le Gouvernement à faire instituer une taxe à la vente

du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances. N° 431. M. Marcel Donon dépose et lit le rapport. N° 432. M. Marcel Régner donne l'avis de la Commission des finances. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [29 juin], p. 1528.

N° 22. — Substitution d'une taxe unique à la taxe du chiffre d'affaires sur les produits finis. — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Edouard Néron et Jean Bose ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à faire étudier et à présenter dans le plus bref délai aux Chambres un projet de loi tendant à la substitution à la taxe sur le chiffre d'affaires d'une taxe unique sur les produits finis livrés à la consommation. Renvoi à la Commission des finances. N° 532 [7 juillet], p. 1732.

N° 23. — Sécurité de la navigation maritime à bord des navires. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bergeon et plusieurs de ses collègues invitant le Gouvernement à appliquer d'une façon rigoureuse les mesures relatives à la sécurité de la navigation maritime à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance. Renvoi à la Commission de la marine. N° 556 [8 juillet], p. 1786. — M. Lémery dépose un rapport. N° 557 [8 juillet], p. 1786.

RETOUR ET MAINTIEN A LA TERRE des pré-tuberculeux, tuberculeux, pensionnés militaires tuberculeux et anciens combattants. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à favoriser, par des facilités spéciales de crédit, le retour et le maintien à la terre des pré-tuberculeux et tuberculeux, des pensionnés militaires gazés ou tuberculeux et des anciens combattants. (Voir TABLE DE 1929, p. 578). — Vote de la question préalable sur ce projet de loi [14 mars], p. 479.

RETRAITES DES MARINS DU COMMERCE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier diverses dispositions du régime des retraites des marins du commerce. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances. N° 514 [6 juillet], p. 1681.

RETRAITES OUVRIERES ET PAYSANNES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la révision des pensions de la loi des retraites ouvrières et paysannes. (Voir TABLE DE 1923, p. 327). — Vote de la question préalable sur ce projet de loi [14 février], p. 151.

REUNION (Ile de la). — Voir RECEL.

ROVE (Bouches-du-Rhône). — Voir EN-SUÈS-LA-REDONNE.

S

SABOTS (Droit de douane sur les). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à relever le droit de douane sur les sabots. Renvoi à la Commission des douanes, n° 445 [1^{er} juillet], p. 1590.

SAINT-PIERRE ET MIQUELON (Répartition des amendes et confiscations). — Voir DOUANES, n° 14.

SCOLARITE OBLIGATOIRE (Fréquentation scolaire et prolongation de la). — Voir FRÉQUENTATION SCOLAIRE.

SECRET PROFESSIONNEL. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à dégager du secret professionnel, dans certains cas déterminés, les fonctionnaires des administrations publiques (N° 478) (Voir TABLE DE 1922, p. 317). — Vote de la question préalable [23 mars], p. 561.

SENAT (Règlement du — Modification des art. 100 et 102). — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITIONS DE), N°s 10 et 14.

SERVITUDES DE VISIBILITE. — Voir VOIRIE ROUTIÈRE.

SESSION ORDINAIRE. — M. Damecour, *Président d'âge*, déclare ouverte la Session ordinaire de 1933 [10 janvier], p. 1. — M. Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret de clôture de la Session ordinaire de 1933 [8 juillet], p. 1792.

SINISTRES DE LA CATASTROPHE DE CALUIRE-ET-CUIRE. — Voir CRÉDITS DIVERS, N° 2.

SINISTRES DU SUD-OUEST. — Voir DOMMAGES CAUSÉS PAR LES ORAGES.

SOCIETE GENERALE DES CHEMINS DE FER ECONOMIQUES. — Voir CHEMINS DE FER.

SOCIETE DES GENS DE LETTRES (Recours en révision contre les condamnations pour outrages aux bonnes mœurs. — Voir OUTRAGE AUX BONNES MŒURS.

SOCIETES ANONYMES (Désignation des commissaires aux comptes dans les). — Voir COMMISSAIRES AUX COMPTES.

SOCIETES ANONYMES (Pénalités contre les administrateurs de). — Proposition de loi de MM. Lesaché, Pol-Chevalier et Jean Bose, tendant à compléter l'art. 45 de la loi du 24 juillet 1867 (Pénalités contre les administrateurs de sociétés anonymes (N° 83, année 1932). — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [17 janvier], p. 26.

Contrôle des actionnaires dans les. — Proposition de loi de M. Lesaché tendant à renforcer le contrôle des actionnaires dans des sociétés anonymes (N° 856, année 1931). — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances, des conclusions du rapport de M. Lesaché [17 janvier], p. 26.

SOCIETES D'ASSURANCES SUR LA VIE ET DES SOCIETES DE CAPITALISATION (Surveillance et contrôle des). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des art. 18 de la loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et de la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 347 [9 juin], p. 1320. — M. Lancien dépose le rapport. N° 399 [23 juin], p. 1416. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 1578. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1933 (*J. O.* du 21 juillet, p. 7591).

SOCIETES COOPERATIVES DE CREDIT POUR LES INDUSTRIES D'ART (Avances aux) (Application de l'art. 117 de la loi du 31 mars 1932). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer certaines modalités d'application de l'art. 117 de la loi du 31 mars 1932 (Avances aux coopératives de crédit pour les industries d'art). Renvoi à la Commission des finances, N° 457 [4 juillet], p. 1605. —

M. Tournau dépose le rapport. N° 482 [5 juillet], p. 1632. — Discussion. Déclaration de l'urgence. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 1742. — Promulgation: Loi du 14 juin 1933 (*J. O.* des 15 et 16 juillet, p. 7422).

SOCIETES FAISANT APPEL A L'EPARGNE OU AU CREDIT (Responsabilités des directeurs et administrateurs de). — Proposition de loi de M. Jules Delahaye sur les responsabilités des directeurs et administrateurs de sociétés faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit (N° 255, année 1932). — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [17 janvier], p. 26.

SOCIETES INDIGENES DE PREVOYANCE, DE SECOURS ET DE PRETS MUTUELS DE L'ALGERIE. — Voir ALGERIE.

SOCIETES MAROCAINES (Titres des). — Voir TITRES DES SOCIÉTÉS MAROCAINES.

SOISSONS (Service de l'emprunt de reconstitution de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Finances à pourvoir aux insuffisances des annuités remises en gage à ses prêteurs par la ville de Soissons pour le service de l'emprunt de reconstitution de 6 millions de dollars que cette ville a contracté en 1921 au Canada (N° 535, année 1932). — Renvoi, pour avis, à la Commission des départements libérés de l'invasion [7 février], p. 134.

STATUT DU PERSONNEL DES CONGÉS-SOISSONS DE GAZ ET D'ELECTRICITE (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la loi du 28 juillet 1928 ayant pour objet l'insertion de clauses relatives au statut du personnel dans les cahiers des charges des concessions de gaz et d'électricité. Renvoi à la Commission du commerce. N° 322 [29 mai], p. 1230. — M. Hamelin dépose le rapport. N° 492 [5 juillet], p. 1636.

STRASBOURG (Fortifications détachées de). — Voir ARMÉE.

STUPEFIANTS (Limitation de la fabrication et réglementation de la distribution des). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la ratification de la convention et du protocole de signature, signés à Genève le 13 juillet 1931, concernant la limitation de la fabrication et la réglementation de la distribution des stupéfiants. Renvoi à la Commission de l'hygiène. N° 69, [16 février], p. 164. — M. Justin Godart dépose le rapport. N° 155 [16 mars], p. 498. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Justin Godart, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 mars], p. 609. — Promulgation: Loi du 6 avril 1933 (*J. O.* du 7 avril, p. 3598).

SUBVENTIONS AU PROFIT DE COLLECTIVITES POUR EXECUTION DE TRAVAUX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le paiement de subventions engagées au profit de collectivités pour l'exécution de divers travaux et l'engagement de nouvelles subventions au cours de l'année 1933. Renvoi à la Commission des finances. N° 539 [7 juillet], p. 1747. — M. Marcel Régner dépose le rapport. N° 560. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion im-

médiate ordonnée. Discussion générale: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Edouard Daladier, *Président du conseil, Ministre de la Guerre*; François-Saint-Maur et Hervey. Art. 1^{er} (état A): MM. Henry Chéron, Lamoureux, *Ministre du Budget*, et Maulion. Adoption. Art. 2: M. Chassaing. Adoption. Art. 3 et 4 (état B), 5 et 6: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [8 juillet], p. 1786. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1933 (*J. O.* du 14 juillet, p. 7363; Rectificatif: *J. O.* du 17 septembre, p. 9790).

SUISSE (Convention entre la France et la) (Assistance aux indigents). — Voir CONVENTION ENTRE...

T

TAUX DE REDEVANCE (Diminution du). — Voir HABITATIONS A BON MARCHÉ.

TAXATION DU PAIN ET DE LA VIANDE (Extension aux préfets du droit de). — Proposition de loi de MM. Henry Chéron, Henry Merlin, Lavoigne et Gallet, étendant aux préfets le droit de taxation du pain et de la viande attribuée aux municipalités par la loi des 19-22 juillet 1791. (N^o 822, année 1931). — 1^{re} délibération. Observations de MM. Henry Chéron et Damecour. Fixation de la délibération à la séance du 30 mars [28 mars], p. 617. — 1^{re} délibération. Discussion générale: MM. Henry Chéron, Joseph Faure, Beaumont, Chapsal, Camille Chautemps, *Ministre de l'Intérieur*, et Henri Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*. Déclaration de l'urgence. Observations de M. Jean Durand. Vote du passage à la discussion des articles. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [30 mars], p. 640.

TAXE UNIQUE SUR LES PRODUITS FINIS. — Voir RÉSOLUTION (PROPOSITIONS DE), N^o 22

TAXES SYNDICALES FACILITANT L'AMÉNAGEMENT DES LOTISSEMENTS DÉFECTUEUX. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Auguste Mounié, T. Steeg, Amiard et Lugol tendant à modifier les règles relatives à la prescription et à l'exercice du privilège en matière de taxes syndicales établies en vertu des dispositions de la loi du 15 mars 1928 facilitant l'aménagement des lotissements défectueux. Renvoi à la Commission de l'Administration et, pour avis, à la Commission des finances, N^o 518 [6 juillet], p. 1692.

TITRES DES SOCIÉTÉS MAROCAINES (Exonération du droit de timbre). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à exonérer du droit de timbre des valeurs mobilières les titres des sociétés marocaines qui ont déjà acquitté cet impôt dans la zone française de l'empire chérifien. Renvoi à la Commission des finances, N^o 74 [16 février], p. 176. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N^o 159 [16 mars], p. 513. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 616. — Promulgation: Loi du 14 avril 1933 (*J. O.* du 15 avril, p. 3870).

TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LA FRANCE ET LA PERSE (Ratification du). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la ratification du traité d'amitié et d'arbi-

trage entre la France et la Perse. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N^o 124 [7 mars], p. 456.

TRAITÉ DE TRAVAIL ET D'ASSISTANCE ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité de travail et d'assistance conclu entre la France et l'Espagne. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N^o 463 [4 juillet], p. 1621.

TRAITÉ DE TRAVAIL ENTRE LA FRANCE ET L'AUTRICHE (Approbation d'un). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité de travail conclu entre la France et l'Autriche. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N^o 84 [18 février], p. 198.

TRANSPORT DES ANIMAUX DOMESTIQUES (Code rural). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin tendant à pourvoir d'une sanction le premier paragraphe de l'art. 66 de la loi du 21 juin 1898 sur le Code rural (Transport des animaux domestiques). — Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle, N^o 313 [15 mai], p. 1046.

TRANSPORTS EN FRANCE (Organisation des). — Voir INTERPELLATIONS, N^o 1.

TRANSPORT PAR MER DES MARCHANDISES. — Voir MARCHANDISES

TRANSPORTS (Complément à l'art. 98 de la loi du 5 avril 1884. — Voitures affectées à un service public de transport). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'art. 98 de la loi du 5 avril 1884 et à conférer aux maires le pouvoir de fixer, dans la limite de leur commune, les points permanents de stationnement, de départ et d'arrivée des voitures affectées à un service public de transport. Renvoi à la Commission de l'Administration, N^o 331 [29 mai], p. 1272.

TRAVAUX D'ART SE RATTACHANT AU PLAN D'OUTILLAGE NATIONAL. — Voir COOPÉRATIVES D'ARTISANS ET D'ARTISTES

TRESOR (Emission d'obligations du). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'émission d'obligations du Trésor pour couvrir, à titre définitif, l'insuffisance des Exercices 1930-1931, 1931-1932 et 1932. Renvoi à la Commission des finances, N^o 127 [8 mars], p. 463. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N^o 128. Déclaration de l'urgence. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [8 mars], p. 463. — Discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général adjoint*: Jacquy, Hervey, Japy, Georges Bonnet, *Ministre des Finances*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [9 mars], p. 468. — Promulgation: Loi du 9 mars 1933 (*J. O.* du 10 mars, p. 2370).

TRIBUNAL DE LA SEINE (Juges assesses au). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à maintenir, pendant un délai d'une année à partir du 4 octobre 1933, six postes de juge assesseur au tribunal de la Seine. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des finances, N^o 453 [4 juillet], p. 1605. — M. Delthil dépose le rapport, N^o 460 [4 juillet], p. 1606. — M. Lisbonne dépose l'avis de

la Commission des finances [6 juillet], p. 1666. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 1743. — Promulgation: Loi du 22 juillet 1933 (*J. O.* du 23 juillet, p. 1670).

TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE (Procédure). — Proposition de loi de M. Bozerian, relative à la procédure de la chambre du conseil et aux autorisations sur requête devant les tribunaux de première instance (Voir TABLE DE 1877, p. 154). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [16 février], p. 163.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

(Election des membres des). — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Edmond Cavillon, Anatole Manceau, Farjon et Charabot, tendant à modifier la loi du 14 janvier 1933, relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce. Renvoi à la Commission du commerce, N^o 19 [24 janvier], p. 76.

Modification à la loi relative à l'élection des membres. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Mahieu et de plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'art. 1^{er} de la loi du 14 janvier 1933, relative à l'élection de membres des tribunaux de commerce. Renvoi à la Commission du commerce, N^o 488 [23 mars], p. 577.

TRIBUNAUX SUPPRIMÉS (Rétablissement des). — Proposition de loi de M. Alexandre Israël, tendant au rétablissement des tribunaux supprimés (N^o 540, année 1930). — Vote de la question préalable sur cette proposition de loi [7 mars], p. 446.

TRUITES FRAICHES (Importation de). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 30 mai 1932 qui a contingenté, à titre exceptionnel et temporaire, l'importation des truites fraîches de moins de trente centimètres de longueur. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N^o 77 [18 février], p. 180. — M. Philippoteaux dépose un rapport, N^o 258 [11 avril], p. 757. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 mai], p. 1222. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1933 (*J. O.* du 6 juillet, p. 7038).

TRYPTIQUE (Régime du). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la consécration légale du régime du tryptique. Renvoi à la Commission des douanes, N^o 502 [6 juillet], p. 1666.

TYPHO-ANÉMIE DES CHEVAUX. — Voir CHEVAUX.

U

USAGES COMMERCIAUX (Cotons cardés hydrophiles). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter, en ce qui concerne les cotons cardés hydrophiles, la deuxième partie (Règles spéciales à certaines marchandises) du tableau annexe de la loi du 13 juin 1866 sur les usages commerciaux. Renvoi à la Commission du commerce, N^o 64 [16 février], p. 163. — M. Lugol dépose le rapport,

N° 319 [19 mai], p. 1167. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [31 mai], p. 1282. — Promulgation: Loi du 17 juin 1933 (*J. O.* du 20 juin, p. 6382).

V

VALEURS MOBILIERES DES TITRES DES SOCIETES MAROCAINES. — Voir DROIT DE TIMBRE.

VENTES DITES « A PRIX UNIQUE » (Protection des consommateurs). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lesaché tendant à protéger les consommateurs contre les abus des ventes dites « à prix unique ». Renvoi à la Commission du commerce, N° 523 [7 juillet], p. 1718.

VIANDES (Salubrité des). — Voir BOVINS.

VICTIMES DES INONDATIONS DANS LES DEPARTEMENTS DU VAR ET DES ALPES-MARITIMES. — Voir CRÉDITS DIVERS, N° 2.

VINS (Prohibition d'importation en Nouvelle-Calédonie sous dénomination de — Boissons fabriquées avec des fruits séchés). — Voir BOISSONS FABRIQUÉES

VINS MOUSSEUX ORDINAIRES DANS LA CHAMPAGNE VITICOLE (Interdiction de la fabrication des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur des territoires compris dans la Champagne viticole délimitée par la loi du 27 juillet 1927, N° 278, du 17 mars 1932 (*J. O.*, p. 332). — M. Georges Debroze dépose le rapport, N° 500 [6 juillet], p. 1666. — M. Borgeot dépose l'avis de la Commission de l'agriculture [8 juillet], p. 1792.

VINS ET AUTRES PRODUITS TUNISIENS. — Voir DOUANES, N° 30.

VITICULTURE ET COMMERCE DES VINS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture et le commerce des vins. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 458 [4 juillet], p. 1605. — M. Eugène Rouart dépose le rapport, N° 464 [4 juillet], p. 1621. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Eugène Rouart, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*; Mario Roustan, Clément Raynaud, Cattoli, Marcel Donon, Marrou, Duroux, Reboul et Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'agriculture*. Discussion des articles. Art. 1^{er} (modification des art. 1^{er}, 3, 7 et

10 de la loi du 4 juillet 1931): Art. 1^{er}: adoption. Art. 3: MM. Babaud-Lacroze, James Hennessy, Cencelme, Eugène Rouart, *Rapporteur*; Charles Dumont, Capus, Bienvenu-Martin et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Amendement de M. Capus et plusieurs de ses collègues: M. Capus. Adoption. En conséquence, adoption du 2^e alinéa. Amendement de M. Linyer et plusieurs de ses collègues: MM. Louis Linyer, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Gaston Carrère, *Président de la Commission*, et Mario Roustan. Adoption, au scrutin. 3^e à 5^e alinéa: adoption. 6^e alinéa: Amendement de M. Bazile: M. Gaston Bazile. Rejet, au scrutin. Adoption du 6^e alinéa. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'art. 3 [6 juillet], p. 1653. — Suite de la discussion. Art. 1^{er} (suite): Art. 7: alinéas 1^{er} à 12: adoption. 13^e alinéa: Amendement de M. Linyer et plusieurs de ses collègues: M. Louis Linyer. Adoption. Adoption des autres alinéas. Sur l'article: M. Chapsal. Adoption de l'ensemble de l'art. 7. Art. 10: adoption. Adoption de l'ensemble de l'art. 1^{er}. Art. 2: Demande de disjonction de l'article par MM. Tournan et Léon Perrier: MM. Tournan, Jean Bosc, Boivin-Champeaux, Louis Tissier, Léon Perrier, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Bruguière et Bender. Rejet. Amendement de MM. Joyelet et Marcel Donon: MM. Marcel Donon et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Amendement de MM. Léon Perrier et Milan: MM. Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Léon Perrier, Eugène Rouart, *Rapporteur*, et Reboul. Rejet. Adoption de l'art. 2. Art. 3: amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: M. Marcel Donon. Retrait. Adoption de l'art. 3. Amendement de M. de Grandmaison et plusieurs de ses collègues: MM. Georges de Grandmaison, Eugène Rouart, *Rapporteur*, et Patizel. Retrait. Art. 4: MM. Bender et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Art. 5: Adoption des deux premiers alinéas. Amendement de M. Bender: MM. Bender, James Hennessy et Eugène Rouart, *Rapporteur*. Adoption, au scrutin. 3^e alinéa: MM. Duroux, Reboul, Hervey, Capus, Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'agriculture*, et Mario Roustan. Adoption du 3^e alinéa. Amendement de M. Rouart: adoption. 4^e alinéa: amendement de M. Duroux: adoption. Adoption du 4^e alinéa et de l'ensemble de l'art. 5 modifié. Amendement de M. Capus (art. nouveau 5. bis) (soumis à la prise en considération): MM. Capus et Gaston Bazile. Rejet. Art. 6: Demande de disjonction de M. Linyer et plusieurs de ses collègues: MM. Louis Linyer, Eugène Rouart, *Rapporteur*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Caillier, René Besnard et Damecour. Adoption, au scrutin. Amendement de M. Bender (art. nouveau): MM. Bender et Eugène Rouart, *Rapporteur*. Adoption. Art. 7: adoption. Explications de vote: MM. Henry Merlin, Patizel, Connevot et Gaston Bazile. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [6

juillet], p. 1653, 1667. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture et le commerce des vins. Renvoi à la Commission de l'agriculture. N° 529 [7 juillet], p. 1728. — M. Eugène Rouart dépose et lit le rapport, N° 530. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption du 6^e alinéa de l'art. 3 (de la loi du 4 juillet 1931), modifié par la Chambre des Députés. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 1728. — Promulgation: Loi du 8 juillet 1933 (*J. O.* du 13 juillet, p. 7310).

Promulgation de la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture et le commerce des vins, modifiée et complétée par la loi du 8 juillet 1933 (Codification prévue par l'art. 7 de la loi du 8 juillet 1933) (*J. O.* du 13 juillet, p. 7313; Rectificatif: *J. O.* du 22 juillet, p. 7639).

VOIRIE ROUTIERE (Servitudes de visibilité). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Carrère tendant à créer des servitudes de visibilité pour l'utilité de la voirie routière. Renvoi à la Commission des travaux publics et, pour avis, à la Commission des finances, N° 146 [14 mars], p. 492.

W

WAGONS-POSTE ET TRANSPORT DES COLIS POSTAUX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger, jusqu'au 31 décembre 1933, la convention du 19 décembre 1925 et l'avenant du 12 janvier 1927 passés entre les Ministres des Travaux publics et du Commerce et les grands réseaux de chemins de fer, pour assurer la circulation des wagons-poste et régler les conditions et délais de transport des colis postaux. Renvoi à la Commission des travaux publics, N° 443 [30 juin], p. 1586. — M. Bringer dépose et lit le rapport, N° 131. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 1731. — Promulgation: Loi du 8 juillet 1933 (*J. O.* du 9 juillet, p. 7144).

Z

ZONES FRANCHES DE LA HAUTE-SAVOIE ET DU PAYS DE GEX (Rétablissement des). — Voir INTERPELLATIONS, N° 10.